

**L'économie populaire solidaire,
outil de reconstruction
de la paix :
le cas du Chili**

Marie-Ève Brassard-Duperré

Note sur l'auteure :

Marie-Ève Brassard-Duperré vient de terminer un programme de maîtrise en développement régional à l'Université du Québec en Outaouais, sous la direction de Louis Favreau, titulaire de la CRDC. Elle est également agente de développement international à la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC). Ce texte constitue la version intégrale de son mémoire de Maîtrise.

Notes sur le directeur :

Louis Favreau est sociologue et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC).

Publication de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités

Série : Mémoires de maîtrise, numéro 8

ISBN : 2-89251-270-0

© Université du Québec en Outaouais
2005

Décembre 2005

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	iv
REMERCIEMENTS	vi
LISTE DES ACCRONYMES	viii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 - CADRE THÉORIQUE	3
1.1. DÉFINITION DES CONCEPTS.....	3
1.1. A) L'économie populaire : esquisses de définitions.....	3
1.1. B) Les femmes dans l'économie populaire	15
1.1. C) L'économie populaire et la paix.....	18
1.2. PERTINENCE DE L'OBJET DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL.	21
1.3. SPÉCIFICATION DE L'OBJET D'ÉTUDE.....	25
1.3.1. Énoncé précis de l'objectif de recherche et des sous-objectifs.....	25
1.3.2. Problématique spécifique : le cas du Chili	26
i) L'économie populaire chilienne	28
ii) Contexte d'émergence et de développement des initiatives économiques populaires pendant la période du régime militaire	32
iii) Organisations économiques populaires et capital social en contexte de régime autoritaire	35
iv) L'économie populaire, bien ancrée dans la communauté	39
1.4. FORMULATION DES HYPOTHÈSES ET DES QUESTIONS DE RECHERCHE.....	45
CHAPITRE 2 - MÉTHODOLOGIE.....	48
2.1. Choix de terrain.....	48
2.2. Méthodologie de recherche	49
2.3. Échantillonnage.....	53
2.4. Indicateurs.....	55
i) Intégration économique	55
ii) Participation politique.....	56
iii) Inclusion sociale	57
2.5. Limites de la recherche	57
CHAPITRE 3 - PREMIÈRE ÉTUDE DE CAS : L'ATELIER DE CUIR DON LUIS	61
3.1. MISE EN CONTEXTE.....	61
3.2. APPUIS REÇUS	63
3.3. INTÉGRATION ÉCONOMIQUE.....	64
3.4. PARTICIPATION POLITIQUE.....	67
CHAPITRE 4 - DEUXIÈME ÉTUDE DE CAS: ATELIER VIOLETA PARRA.....	72
4.1. MISE EN CONTEXTE.....	73
4.1.1. Le développement de la communauté	74
4.2. APPUIS REÇUS	78
4.3. INTÉGRATION ÉCONOMIQUE.....	79
4.4. PARTICIPATION POLITIQUE.....	80
4.4.1. Au sein de la communauté	80
4.5. INCLUSION SOCIALE	84

CHAPITRE 5 - TROISIÈME ÉTUDE DE CAS : COORDINATION VILLA O'HIGGINS	89
5.1. MISE EN CONTEXTE.....	90
5.2. APPUIS REÇUS	91
5.3. INTÉGRATION ÉCONOMIQUE.....	95
5.4. PARTICIPATION POLITIQUE.....	96
5.5. INCLUSION SOCIALE	103
CHAPITRE 6 - QUATRIÈME ÉTUDE DE CAS: COOPÉRATIVE DE TRAVAIL ATELIERS SOLIDAIRES DE SAN BERNARDO.....	106
6.1. MISE EN CONTEXTE.....	107
6.2. APPUIS REÇUS	108
6.3. INTÉGRATION ÉCONOMIQUE.....	111
6.4. PARTICIPATION POLITIQUE.....	116
6.5. INCLUSION SOCIALE	119
CHAPITRE 7 - CINQUIÈME ÉTUDE DE CAS: SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE O'HIGGINS	121
7.1. MISE EN CONTEXTE.....	122
7.2. APPUIS REÇUS	123
7.3. INSERTION ÉCONOMIQUE.....	126
7.4. PARTICIPATION POLITIQUE.....	129
7.5. INCLUSION SOCIALE	133
CHAPITRE 8 - ANALYSE.....	137
8.1. INTÉGRATION ÉCONOMIQUE.....	137
8.1.1. L'appui des pouvoirs publics	139
8.1.2. Association de micro-entrepreneurs : réseaux faibles	146
8.1.3. Rôle des ONG et transition démocratique.....	149
8.1.4. L'appui de l'Église catholique	153
8.1.5. Accès au crédit	155
8.1.6. L'économie populaire dans un marché mondialisé	157
8.2. PARTICIPATION POLITIQUE.....	159
8.3. INCLUSION SOCIALE	168
8.3.1. Les femmes et l'économie populaire.....	168
8.3.2. La mémoire	174
CONCLUSION	177
ANNEXE A : GRILLE D'ENTREVUE ENTREPRENEURS POPULAIRES	181
ANNEXE B : GRILLE D'ENTREVUE ONG	185
BIBLIOGRAPHIE.....	189

RÉSUMÉ

En 1973, le Chili vit un grand bouleversement : un Coup d'État militaire met fin à une longue tradition démocratique. Le pays entre d'un seul coup dans une période caractérisée par la violence et la répression. Presque au même moment, la Junte impose un nouveau système économique ultra-libéral qui aura comme conséquence l'exclusion du marché du travail de milliers de travailleurs. Dans ce contexte, non seulement la pauvreté gagne du terrain, mais elle s'installe dans un climat social où la société civile est très affaiblie à cause de la répression. Pourtant bien vite, dans le but de contrer les effets de la pauvreté et pour générer des revenus, des gens se regroupent pour former des petites initiatives économiques. C'est ici que l'économie populaire solidaire prend toute son importance. Bien que ce phénomène n'est pas exclusif à la période de la dictature, il s'est beaucoup répandu pendant ces années.

Si certains auteurs voient l'économie populaire exclusivement comme un moyen de survie économique, d'autres reconnaissent également sa capacité à rassembler les gens, à leur donner l'opportunité de s'insérer dans la société et de s'initier aux pratiques de la citoyenneté et de participation politique locale. L'objectif de cette recherche est donc de savoir si cette économie populaire solidaire, à cause de ses capacités, a pu favoriser le retour de la paix sociale au Chili.

L'étude repose sur cinq (5) études de cas de petites entreprises populaires chiliennes. Nous avons examiné le parcours de chacune depuis leur création, les appuis qu'elles ont reçus au cours de leur histoire. Trois thèmes ont été étudiés en profondeur afin de mesurer l'impact des organisations économiques populaires (OÉP) sur les travailleurs des entreprises, leur famille, la communauté locale et au niveau national : l'intégration économique, la participation politique et l'insertion sociale.

Nous avons découvert que l'économie populaire, vécue au Chili à partir des années 1980, a eu des retombées économiques certaines pour les travailleurs et leurs familles. Cependant, le retour à la démocratie, à cause du retrait des appuis de la coopération internationale, a beaucoup affaibli les entreprises populaires. Le grand défi actuel est de consolider les entreprises populaires. L'économie populaire a aussi joué un rôle important au plan politique en contribuant

à la formation de dirigeants communautaires et en permettant la participation démocratique au niveau local. Finalement, au plan social, la participation à des OÉP a été un excellent outil d'insertion sociale des femmes de quartiers populaires.

Mots-clé : économie populaire, paix, démocratie, développement local, organisation communautaire, société civile, Chili.

REMERCIEMENTS

Je désire tout d'abord exprimer ma gratitude aux participants à l'étude qui ont ouvert toutes grandes les portes de leur organisation pour m'accueillir et qui ont accepté de partager avec moi une partie de leur vie. Votre dynamisme, votre créativité et votre profond engagement ont été pour moi source d'inspiration et ont contribué à maintenir mon enthousiasme tout au long de la réalisation de ce mémoire.

Soulignons également le précieux concours de Louis Favreau, mon directeur de recherche, pour les judicieux conseils qu'il m'a prodigués, pour ses encouragements dans les moments de doute et pour les échanges stimulants qui m'ont permis de pousser plus loin la réflexion.

Je ne peux passer sous silence l'important appui de Raúl González Meyer (Universidad Academia de Humanismo Cristiano, Santiago, Chili) qui a su me guider dans le monde de l'économie populaire lors de mon séjour à Santiago et m'orienter dans mes recherches. Son professionnalisme et sa grande connaissance du terrain m'ont été d'un grand secours.

Merci à David Welch (École de Service social, Université d'Ottawa) pour son aide généreuse lors de la revue de littérature, à Martine Duperré (École de Service social, Université Laval) pour l'appui technique et à Patrick Donovan (Université de la Frontera, Temuco, Chili) pour m'avoir aimablement servi de guide pendant mon passage en Araucanie.

Un merci tout spécial à mes collègues de travail de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC). Vos questions, suggestions et encouragements ont été une aide inestimable.

Encore une fois, à vous tous, merci du fond du cœur.

LISTE DES ACCRONYMES

AFDD	ASSOCIATION DES PARENTS DE DÉTENUIS-DISPARUS
CEPAC	CENTRE DE PROFESSIONNELS POUR L'ACTION COMMUNAUTAIRE
CONUPIA	CONSEIL NATIONAL DE LA MICRO, PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE
FOSIS	FONDS DE SOLIDARITÉ ET D'INVESTISSEMENT SOCIAL
JUNAEB	ASSOCIATION NATIONALE D'AIDE SCOLAIRE ET DE BOURSES
OÉP	ORGANISATION ÉCONOMIQUE POPULAIRE
PET	PROGRAMME DE L'ÉCONOMIE DU TRAVAIL
PROSAM	PROGRAMME D'ACTION POUR LES FEMMES
SOL	SOLIDARIDAD CON ORGANIZACIONES LOCALES
SOLIDE	SOCIÉTÉ LOCALE D'INVESTISSEMENT DANS LE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI

INTRODUCTION

Les conjonctures politiques répressives telles les dictatures militaires font des centaines voire des milliers de victimes parmi les civils. Certains individus choisissent l'exil, mais pour plusieurs raisons, la très grande majorité des citoyens ne peut ou ne souhaite pas quitter son pays d'origine. S'étendant souvent sur plusieurs années, les gens doivent alors trouver des solutions qui leur permettront d'améliorer leurs conditions de vie malgré la situation politique difficile. C'est ici que l'économie populaire entre en jeu.

Ce secteur de l'économie donne du travail à des milliers de personnes dans les pays du Sud. Le Chili n'est pas en reste. En effet, ce pays a derrière lui une longue tradition d'économie populaire. Cette dernière est d'ailleurs une réalité omniprésente dans les quartiers populaires des grandes villes chiliennes.

Nous avons choisi d'étudier un secteur particulier de l'économie populaire : l'économie populaire solidaire. Nous savons que cette dernière réussit à faire vivre un nombre important de familles. En effet, il faut comprendre que l'économie populaire n'est pas qu'un instrument de survie : elle contribue au développement.

En outre, en plus de générer des revenus, l'économie populaire solidaire a des fonctions sociales non négligeables : reposant sur des relations de solidarité et d'entraide, elle permet de briser l'isolement, de donner accès au monde du travail à des travailleurs qui en seraient exclus autrement et de cimenter les relations communautaires. Les initiatives d'économie populaire solidaire sont également un terreau fertile pour le travail politique et l'émancipation des femmes.

Elles sont des lieux de prise de parole, d'acquisition de capacités de leadership ou de participation à des campagnes électorales, etc. Or, nous connaissons très peu de choses sur les capacités de l'économie populaire à se faire porteuse d'innovation au plan de la résolution des conflits ou sur son rôle dans un contexte où les résistances populaires sont nécessaires pour faciliter le retour de la paix.

Le premier chapitre de ce mémoire fera état des théories liées aux concepts sur lesquels repose la présente recherche. Ce dernier inclut également la problématique de départ de même que les questions et les hypothèses de recherche. Le chapitre 2 est consacré à la méthodologie utilisée dans la réalisation de l'étude. Les chapitres 3 à 7 présentent quant à eux les 5 études de cas mises de l'avant au cours de ce mémoire. Le chapitre 8 propose l'analyse finale. Le lecteur y trouvera les thèmes les plus importants relevés au cours des études de cas, les éléments récurrents qui en ressortent.

CHAPITRE 1

CADRE THÉORIQUE

1.1. DÉFINITION DES CONCEPTS

1.1. A) L'économie populaire : esquisses de définitions

Avant toute chose, il nous paraît impératif de tenter de définir ce que nous entendons par *économie populaire*. Dans la littérature, cette dernière est aussi appelée micro-entreprise, secteur non-moderne, économie invisible, économie du travail, économie de rez-de-chaussée, etc. Cependant, elle est généralement associée au vocable de *secteur informel*. Pour Herrera (2003), ces différentes dénominations de l'économie populaire mettent en lumière différentes réalités et sous-tendent des idéologies différentes qui vont par la suite influencer l'appui apporté aux organisations économiques populaires.

C'est au début des années 1970 que l'Organisation internationale du travail (OIT) (OIT, 2004 :1) a parlé pour la première fois de secteur informel le définissant comme des « *activités des travailleurs pauvres qui exercent un travail pénible mais dont les activités n'étaient ni reconnues, ni enregistrées, ni protégées, ni réglementées par les pouvoirs publics* ». Pour l'heure, l'organisation percevait le secteur comme une solution pratique qui mettait fin en partie au problème de l'emploi en donnant du travail à des travailleurs exclus du secteur de l'économie formelle. Quelques années plus tard, c'est-à-dire dans les années 1980, l'OIT met

sur pied une politique qui a pour objectif l'intégration progressive des travailleurs du secteur informel dans l'économie moderne. Cela sous-entend non seulement que le secteur informel est indésirable, mais aussi que l'OIT le perçoit comme une situation transitoire qui disparaît lors de périodes de croissance et non pas comme un élément inhérent à certaines économies, en particulier à celles du Sud. (Ndiaye, 2003). À partir de cette période, l'OIT fera continuellement face à un dilemme : celui d'y voir une solution au chômage endémique de certaines régions par rapport à un secteur où les droits des travailleurs et les normes internationales du travail sont constamment bafoués. Pour cette raison, il n'est pas question pour l'OIT d'accréditer le mouvement du secteur informel (OIT, 2002). L'OIT associe les activités du secteur informel à un moyen de survie, à une forme rudimentaire de capitalisme en reconnaissant cependant que celui-ci est un lieu d'innovation, d'entraide, qui possède ses propres normes et règles. Or justement, l'OIT refuse de favoriser la mise sur pied de normes et de règles en lien avec les réalités propres au secteur : les risques de compétition avec le secteur formel, entraînant une dégradation des conditions de travail, sont trop grands et ce, autant au Nord qu'au Sud.

De Soto (1994), économiste péruvien influent au sein de certaines institutions économiques internationales, parle aussi du secteur informel en le définissant comme étant un monde parallèle où les gens se servent d'activités non légales pour rencontrer des objectifs légaux. De Soto différencie le secteur informel de la contrebande en disant que « *l'informel se fait jour lorsque le droit impose des règles qui dépassent le cadre légal socialement accepté, qu'il ne fait pas de place aux attentes, aux espoirs et aux préférences de ceux qui ne peuvent satisfaire à ses règles* ». Il ajoute plus loin que « *le secteur informel entre en jeu lorsque le respect des lois coûte plus cher que ce qu'il ne rapporte* ». Selon de Soto, les pays du Sud sont

exclus du capitalisme moderne et vivent dans le « mercantilisme ». Il explique que le Pérou, l'Amérique latine et la plupart des pays du Sud ne vivent pas une véritable économie de marché, celle-ci étant contrôlée par des lois qui tentent de protéger certains marchés et/ou producteurs. Il critique le fait que le pouvoir soit arbitrairement réparti et que l'économie soit influencée par le politique. Selon lui, c'est pour échapper à cette situation qu'un très grand nombre de travailleurs s'engagent dans le secteur informel pour développer des activités économiques. Pour de Soto, le secteur informel est le dernier bastion de capitalisme pur, libéré des contraintes étatiques. Il critique autant la droite, qui défend les intérêts des entrepreneurs et des investisseurs étrangers, que la gauche qui veut protéger la classe populaire. Pour de Soto, l'État entrave le développement car, contrairement aux travailleurs, il ne crée pas de richesses, il se contente de les redistribuer. Il opte pour le secteur informel en expliquant que celui-ci est important pour le développement, car il nourrit une grande partie de la population et qu'il a aussi pour fonction d'atténuer les tensions sociales dues au mécontentement et à la faim.

Nous concevons cependant l'économie populaire davantage à la manière d'auteurs tels Favreau et Fréchette (2002); Fall, Fonteneau, Nyssens (1999) et Nyssens (1997) qui croient que l'économie populaire et l'économie informelle sont des concepts qui possèdent certains traits communs sans toutefois être synonymes. En effet, tout comme le secteur informel, l'économie populaire est un ensemble de pratiques économiques qui ne sont ni reconnues par l'État, ni déclarées. Elles ne sont pas inscrites au plan institutionnel. Les activités peuvent se développer dans presque tous les domaines : on retrouve donc des vendeurs ambulants, des « rabouteurs » de tout acabit, des cuisines collectives, des jardins communautaires, des réparateurs de matériel informatique, des tailleurs, des petits commerçants, etc. Ces auteurs préfèrent utiliser le terme

économie populaire plutôt qu'*économie informelle* en opposition à l'approche soutenue entre autres par l'Organisation internationale du travail (OIT, 2002) qui y voit essentiellement une nécessité conjoncturelle; en plus de risquer l'amalgame entre les organisations économiques populaires (OÉP) d'une part et les activités illégales et illégitimes comme la vente d'armes ou de drogue. Bien qu'étant également non régulées, les OÉP n'ont rien en commun avec les trafics de quelque genre que ce soit, elles n'en partagent ni la portée, ni les objectifs.

Le secteur informel et l'économie populaire existent partout. Ils sont cependant omniprésents dans les pays du Sud. L'Organisation internationale du travail (OIT, 2002) fait cependant remarquer que le secteur informel est de plus en plus présent dans le Nord. Il est souvent vu comme une économie de rez-de-chaussée, un moyen de survivre en marge du monde « formel ». Il fait souvent appel au savoir non-formel, il se développe au sein de petits groupes de personnes, souvent au sein d'une famille et fait appel à des technologies relativement rudimentaires.

Malgré le fait que Nyssens (1997) associe l'économie populaire au secteur informel, elle croit que ce dernier terme a une connotation péjorative et qu'il ne tient pas compte du contexte culturel et identitaire dans lequel les projets se développent. Elle croit que l'encastrement dans une culture locale est essentiel pour en saisir tous les enjeux. Plus loin, elle ajoute que le terme *secteur informel* est péjoratif, car il donne l'impression qu'il est quelque chose qu'on doit absolument modifier ou voir disparaître. Selon elle, l'économie populaire fait partie intégrante de la culture des secteurs populaires, au même titre que tous les autres aspects de la culture traditionnelle (langage, croyances, artisanat, traditions religieuses, etc). La notion d'*économie*

populaire respecte davantage sa véritable fonction au sein des classes populaires. Avec Larrechea (1994), elle ajoute que :

Les études abordent ses activités économiques en les comparant avec les critères de l'entreprise dite « moderne », non pas dans une perspective servant à différencier totalement leur mode d'organisation de celles de l'économie traditionnelle mais plutôt en les considérant implicitement comme des activités économiques retardées, archaïques et pré-modernes. » (Larrechea, Nyssens (1994: 107).¹

Pour leur part, Develtere, Defourny et Fonteneau (1999) estiment qu'il est hasardeux d'associer économie populaire et secteur informel car, bien que plusieurs initiatives économiques populaires naissent de la nécessité et de l'urgence, il faut travailler sur un autre registre pour en arriver à pratiquer l'économie populaire. En effet, pour passer de secteur informel à l'économie populaire proprement dite, il faut un sentiment d'appartenance, un esprit de corps au sein de la communauté. Si ce n'est pas le cas, les petits entrepreneurs travaillent seuls, sans vision globale ou conscience sociale, souvent en se faisant de la compétition entre eux.

Corragio (1999) avance l'hypothèse selon laquelle la base de l'économie populaire serait le noyau domestique² où les membres mettent en commun des ressources pour satisfaire des besoins. L'auteur explique que l'économie populaire n'est pas une petite entreprise capitaliste mais bien une extension du noyau domestique dont l'objectif n'est pas l'enrichissement à tout prix mais bien l'amélioration générale des conditions de vie.

¹ Traduction libre de l'auteur.

² Il faut considérer le concept de noyau domestique dans son sens large. On parle bien sûr de familles, mais aussi de groupes de voisins, de coreligionnaires, d'amis, de compagnons de travail. Les liens de parenté biologique n'ont pas nécessairement d'importance.

Corragio (1999) perçoit trois formes d'échanges possibles au sein de l'économie populaire : soit le travail salarié où le travail vient d'un employeur (dans le cas des ouvriers agricoles par exemple), le travail qui produit des biens ou des services et le travail réalisé dans un but d'autosuffisance. Si les deux premiers types d'échanges ont des liens avec le marché, le troisième n'entretient pas de contact direct avec celui-ci. C'est d'ailleurs dans cette catégorie que Corragio place le travail solidaire où les gens produisent des biens pour eux-mêmes ou pour les autres sans pour autant qu'il y ait d'échanges monétaires. On peut penser à la fabrication de vêtements pour les membres de la famille, au gardiennage des enfants par une voisine, à la construction de meubles pour un usage personnel, etc. En termes clairs, il s'agit du travail domestique, d'échanges, de tâches que plusieurs (souvent des femmes) effectuent « par amour » et dont les revenus ne sont pas comptabilisés dans le PIB. Comme plusieurs de ses collègues, Corragio refuse l'idée que l'économie populaire serait un synonyme de secteur informel. Il affirme que la principale différence est que le secteur informel exclue en principe le travail salarié. Quoi qu'il en soit, pour Corragio, ce vers quoi devrait tendre l'économie populaire est *l'économie du travail*, qui serait propulsée par le secteur populaire, qui, comme son nom le dit repose sur le travail et non sur l'accumulation, sur le capital humain et sur la recherche d'une amélioration globale des conditions de vie des travailleurs exclus du secteur formel ainsi qu'une répartition plus égalitaire des ressources. L'économie du travail exige la solidarité et la fin de la concurrence à outrance.

Razeto (1993) est également d'avis que le terme économie informelle est plus ou moins approprié. Il fait remarquer que l'utilisation du concept de secteur informel fait référence au fait que les initiatives ne sont pas enregistrées. Cependant, ce n'est pas le cas de toutes les

organisations économiques populaires qui, lorsqu'on leur permet de régulariser leurs activités, sont nombreuses à le faire. Pour Razeto, la caractéristique centrale de l'économie populaire est le **travail** qui l'emporte sur le capital. Razeto explique par ailleurs que l'économie populaire est une façon comme bien d'autres de s'insérer dans la société. Ce dernier dénombre quatre (4) formes de mobilisation: démographique (issue de la migration vers les centres urbains de travailleurs nécessaires à la croissance économique et au processus d'industrialisation); sociale (revendications en faveur des droits sociaux), politique (participation à des campagnes électorales) et économique (celle de l'économie populaire). Selon lui, ces quatre formes de mobilisation sont filles de la même énergie revendicatrice, et expriment différemment mais de manière urgente, le désir des *pobladores* de s'intégrer dans la société.

Pour Favreau et Fréchette (2002), l'économie populaire, étant donné la prévalence de ce type d'économie dans les sociétés du Sud, est le *creuset* de l'économie sociale ou solidaire. En d'autres termes, les projets d'économie solidaire prennent souvent leur source dans l'économie populaire. Ces auteurs, de même que Nyssens (1997) soutiennent par ailleurs qu'il existe plusieurs niveaux de croissance au sein de l'économie populaire : la *survie*, qui se caractérise par une logique d'urgence et qui répond à un besoin immédiat où les activités sont ponctuelles; vient ensuite la subsistance qui permet de développer des activités plus stables sans pour autant créer une quelconque forme d'accumulation. Le dernier stade est celui de la croissance où les gens peuvent améliorer leur qualité de vie et de celle de leur famille. C'est également à cette étape qu'apparaissent des pratiques d'accumulation et de mise en réseaux. Ce dernier stade ressemble beaucoup à la définition de l'économie solidaire. Comment distingue-t-on l'économie solidaire de l'économie populaire alors? Favreau et Fréchette croient que lorsque l'économie populaire

est reconnue par les pouvoirs publics et soutenue par les mouvements sociaux et les ONG, il est possible de l'insérer dans un processus de construction d'une économie solidaire.

Fall, Fonteneau et Nyssens (1999), font eux aussi des liens entre l'économie populaire et le secteur informel, mais reconnaissent également une connotation péjorative à l'utilisation du concept de secteur informel pour nommer l'économie populaire. En fait, pour ces auteurs, parler d'économie populaire au lieu de secteur informel, c'est regarder le phénomène avec une lorgnette différente et selon une perspective qui tient compte de l'aspect économique mais aussi des apports culturels et sociaux générés par l'économie populaire. Pour eux, cette dernière va au-delà de l'économique, car celle-ci est souvent sous-tendue par des motifs sociaux. Klenner, Ramírez, Razeto et Urmeneta (1990) croient eux aussi que l'économie populaire a des impacts sociaux qui vont bien au-delà de l'économie.

Mais il faut savoir qu'à travers elle ses membres cherchent à satisfaire leurs besoins individuels et sociaux, ceux-ci allant bien au-delà de la subsistance physiologique c'est-à-dire des besoins de vivre et d'avoir des relations avec les autres, de formation et de développement culturel, d'identité et d'autonomie sociale, d'intégration critique dans la société et de participation, etc. L'économie acquiert ici un sens large et les organisations concrètes sont loin d'être « économistes ».
(Klenner, Ramírez, Razeto et Urmeneta (1990: 13)³)

L'économie populaire se trouve donc à participer d'une double logique soit celle d'une logique marchande et d'une logique de solidarité et de réciprocité. Fall, Fonteneau, et Nyssens (1999) soulignent également que ce qui fait que les OÉP soient si solidement ancrées dans la culture locale et dans la manière de vivre des habitants d'un territoire donné, c'est le fait que, dans la plupart des cas, les groupes qui ont donné naissance aux pratiques économiques populaires existaient préalablement à la mise sur pied de ces activités économiques.

³ Traduction libre de l'auteure.

Castel (2003) associe également l'économie populaire au secteur informel. Cependant, elle croit que le secteur informel n'est pas porteur d'alternative au développement et qu'il est un moyen de survie. Elle est d'avis que celui-ci constitue le seul espace de participation des gens qui n'ont pas accès au marché formel. Castel croit que les individus qui prennent part au secteur informel ne font que s'adapter et se fondre au modèle en place, sans innover.

Pour Fall, Favreau et Larose (2004b), l'économie populaire peut prendre plusieurs formes. La première se caractérise par la présence d'entreprises populaires qui réalisent des échanges surtout dans la sphère locale et en dehors des circuits formels. Les auteurs insistent sur le fait que ces initiatives ne doivent pas être comprises comme une forme populaire de capitalisme mais plutôt comme des unités exerçant des activités qui reposent sur le travail. Le deuxième type d'initiatives d'économie populaire est porté par les marchands nomades qui font transiter des biens entre les frontières de pays du Nord vers ceux du Sud et vice-versa. Ces marchands font transiter des marchandises légales, mais ils réalisent leur commerce en dehors des normes formelles du commerce international. Finalement, la troisième figure d'économie populaire est celle dirigée par les diasporas de citoyens du Sud installées dans les pays du Nord qui maintiennent des liens importants avec leurs communautés d'origine, investissant des fonds dans la collectivité et des ressources matérielles. Cet appui financier qui contribue au développement de certaines communautés est envoyé dans la patrie d'origine par des canaux non-formels. En effet, il transite par l'entremise de parents, d'amis ou de connaissances.

Donovan et González (2004) font remarquer que dans le contexte chilien, l'économie populaire, sociale et solidaire regroupe d'un côté les organisations économiques populaires

(appelées micro-entreprises à partir du début des années 1990) et de l'autre les mutuelles et les coopératives. Ces auteurs soulignent que l'État chilien a adopté la définition de l'Organisation internationale du travail (OIT) en ce qui concerne les caractéristiques du secteur de la micro-entreprise : usage de technologies simple, faible capital de départ, de la division du travail et de la protection des travailleurs. Ils croient par ailleurs qu'il s'agit d'initiatives développées principalement en milieu urbain dans les milieux populaires où elles ont pris un essor considérable lors de crises économiques, comme celle vécue au début des années 1980.

Donovan et González (2004) font par ailleurs état des travaux de Sulmont (1996) qui opte pour l'appellation « *initiatives économiques populaires et petites entreprises* ». Ce dernier explique que le mot « initiatives » fait ressortir la capacité à entreprendre des promoteurs de l'économie populaire. Quant aux épithètes « économiques » et « populaires », ils mettent l'accent sur le contexte d'émergence de ses entreprises (la pauvreté, la nécessité, la crise) et réfèrent à la situation de précarité dans laquelle se trouvent les travailleurs. Finalement, Sulmont (1996) choisit d'ajouter le terme « petites entreprises » afin de marquer la perspective d'avenir des entreprises populaires. Pour lui, la micro-entreprise constitue l'élément le plus typique du secteur informel (Donovan et González, 2004)

Razeto et Calgani (1989) (cité dans Nyssens 1997) définissent l'économie populaire comme étant :

Des organisations formées par des groupes de pobladores⁴, souvent au sein d'un quartier, dans les domaines de la consommation, de la production et de la distribution de biens et services. Les organisations économiques populaires naissent à partir de l'initiative d'un groupe de personnes qui cherchent à satisfaire des besoins élémentaires en exploitant leurs propres ressources et l'aide mutuelle.

Dans cette perspective, les caractéristiques qui peuvent servir à identifier les OÉP selon les auteurs sont :

- 1- des regroupements issus du monde populaire
- 2- des expériences associatives : groupe de personnes, familles ou communautés.
- 3- des expériences qui donnent lieu à des organisations possédant des objectifs précis dans le processus de prise de décision.
- 4- des organisations mises sur pied pour affronter des situations concrètes (alimentation, logement, travail, santé). Ce sont des regroupements à caractère économique qui vont au-delà de la réponse aux besoins physiologiques.
- 5- des initiatives qui cherchent à résoudre des problèmes par une action qui nécessite les efforts de chacun et des ressources disponibles.
- 6- des activités qui prônent des valeurs et des relations solidaires, d'aide mutuelle qui sont inhérentes au travail réalisé en groupe.
- 7- des expériences qui adoptent un fonctionnement démocratique, autonome, participatif et autogéré.
- 8- des initiatives multidimensionnelles c'est-à-dire que le rôle qu'elles jouent est à la fois économique, social et éducatif.

⁴ Les *pobladores* sont les habitants des quartiers populaires. À Santiago, ils représentent environ 50 % de la population.

9- Un travail qui constitue une alternative au système même si cela n'est qu'à très petite échelle. Ces organisations sont des véhicules de changement social ayant pour objectif une société plus juste et égalitaire.

10- Des initiatives appuyées par des organisations qui leur offrent formation, ressources et conseils (Klenner, Ramírez, Razeto et Urmeneta (1990).

Cependant, cette recherche portera une attention particulière à un secteur spécifique de l'économie populaire : celui qui s'insère dans un processus de changement social à long terme et que Castel (2003) qualifie d'*économie populaire solidaire*. Comme le souligne cette auteure, ce que les Européens ou les Nord-américains appellent économie solidaire est souvent qualifiée d'économie populaire dans les pays du Sud, sans doute parce que les initiatives sont portées exclusivement par la population, celles-ci n'étant que rarement reconnues par l'État. Pour Castel, *l'économie populaire solidaire* est l'étape qui suit l'économie populaire (sans que celle-ci y mène nécessairement dans tous les cas) et qui possède un projet de société et une vision alternative à long terme. Selon Castel, l'économie populaire solidaire a pour mission d'offrir des biens et des services utiles aux membres d'une communauté, elle n'a pas pour but l'enrichissement personnel, mais l'accroissement collectif des revenus. Ce but d'enrichissement commun est atteint par la solidarité et la réciprocité. De plus, l'économie populaire se caractérise par un endossement collectif des risques ainsi que par une commercialisation et une production communes. Castel avance que ce qui caractérise l'économie populaire solidaire des entreprises privées n'est pas tant la présence d'échanges non-marchands ou non-monétaires, car ces derniers peuvent exister dans l'économie de marché, mais bien les motifs pour lesquels les entreprises d'économie populaire solidaire sont mises sur pied, c'est-à-dire la solidarité et l'appartenance à un groupe ou à une communauté.

1.1. B) Les femmes dans l'économie populaire

Bien que cette recherche ne porte pas spécifiquement sur les femmes, ces dernières jouent un rôle de premier plan dans le secteur de l'économie populaire et, par extension, dans la construction de la paix.

En 1975, à partir de la Conférence de Mexico, la décennie de la femme a débuté, mettant à l'agenda mondial les problématiques liées au genre : violence domestique, exclusion économique, inégalités, etc. Les années qui ont suivi ont donné plusieurs tribunes aux femmes : forums en tous genres et conférences à l'ONU. Cela donne une impulsion appréciable au mouvement, une force inconnue jusqu'à maintenant et une certaine reconnaissance de la part des gouvernements et des populations (Beaulieu et Boulianne, 2004). Il faut cependant le reconnaître, le mouvement des femmes en Amérique latine a débuté bien avant 1975. Selon Beaulieu et Boulianne (2004) les femmes latino-américaines se seraient mobilisées dès le XIX^{ième} siècle et avec encore plus de vigueur au début du XX^{ième} siècle lors de revendications en faveur du droit de vote des femmes. Ce n'est que vers les années 1960 cependant que le mouvement des femmes gagne en visibilité. À cette époque, on retrouve surtout des groupes issus des milieux urbains populaires qui luttent pour l'amélioration des conditions de vie (accès à l'éducation et à la santé ou aux services publics par exemple). Ces organisations se distinguent du mouvement dit « féministe » dans le sens qu'elles ne revendiquent pas de changements dans les rapports homme-femme (Beaulieu et Boulianne 2004). Malgré cela, Geske et Bourque (2001) n'hésitent pas à déclarer que le mouvement des femmes est un élément qui a contribué à

maintenir les régimes démocratiques en Amérique latine ou à élargir la portée de cette démocratie.

Pour en revenir à la place prépondérante des femmes dans l'économie populaire solidaire, il nous faut tout d'abord réfléchir sur les raisons qui expliquent leur présence importante. L'hypothèse qui paraît faire consensus parmi les auteurs consultés (Comité d'orientation et de concertation sur l'économie sociale, 1996; Hartel, 1996; et Fréchette, 1997) est celle qui explique que les secteurs au sein desquels se déroulent une grande partie des activités d'économie populaire solidaire sont des domaines traditionnellement réservés aux femmes : aide à domicile, éducation, cuisine, couture, etc. En effet, le patriarcat a mené à une division sexuelle du travail qui a confiné les femmes dans des champs comme le travail de proximité, l'aide à domicile ou l'artisanat et qui repose sur des valeurs comme l'échange, le don et la réciprocité qui sont partagées par le secteur de l'économie populaire. Hartel (1996 :27) croit que :

Le développement des services de proximité qui veut promouvoir l'économie sociale se rapproche également des façons de voir et de faire des femmes. Des services locaux, définis et dispensés dans les milieux des femmes, ont des chances de répondre plus adéquatement à leurs attentes et à leurs besoins. L'approche communautaire qui s'apparente à des interventions conçues sur mesure permet, par exemple, d'être plus à l'écoute des usagères et de mieux coller à leurs réalités propres.

De plus, l'économie populaire solidaire comporte une composante importante de lutte pour l'amélioration des conditions de vie. Or, pour plusieurs raisons, les femmes sont souvent les premières à se lever et à s'organiser pour exiger des changements en faveur de leur famille ou de leur communauté : il est donc logique que la pratique de l'économie populaire les interpelle.

Hartel (1996) est également d'avis qu'il arrive souvent que les femmes tirent de grands bénéfices des services offerts par le travail collectif réalisé au sein des OÉP et que cela expliquerait leur implication dans le secteur. Par exemple, dans les pays du Nord, elles utilisent en grand nombre les services d'entreprises de soins à domicile (Vaillancourt, Aubry, Jetté, 2003) : les femmes étant traditionnellement responsables de s'occuper des parents âgés ou malades et l'État se désengageant, elles voient dans les entreprises d'économie solidaire un outil qui les appuie dans leur travail et qui diminue leur charge de travail. Dans le Sud, les femmes sont les principales membres des cuisines collectives, dans un contexte où l'État est pratiquement absent. Dans les deux cas, parce que les femmes tirent des avantages de l'économie populaire solidaire, il est normal qu'elles y soient nombreuses ou qu'elles en fassent la promotion.

Ce n'est pas tout, la thèse de base de l'ouvrage de Mazurana et Mc Kay (1999) veut que les femmes jouent également un rôle essentiel dans le retour de la paix. Or, les auteurs soutiennent que leur importance dans ce processus n'a pas, à ce jour, été reconnue à sa juste valeur. À titre d'exemple, l'ONU, organisation qui œuvre comme chef de file dans le domaine de la paix et du maintien de celle-ci, perçoit les femmes comme un « groupe vulnérable » et rarement comme un agent de changement (Mazurana et Mc Kay (1999 : 69). Or, les femmes sont souvent majoritaires dans la tâche complexe et de longue haleine qu'est la reconstruction sociale des communautés après un conflit. Elles mettent sur pied et dirigent des ONG, participent à l'élaboration de politiques en faveur de la paix, défendent des valeurs comme le respect des droits fondamentaux, la non-violence et la tolérance, mobilisent la population (Mazurana et Mc Kay, 1999) en plus d'opter souvent pour des méthodes inventives de lutte contre la violence (actes symboliques et artistiques, retour à des méthodes traditionnelles). De plus, non seulement elles sont très nombreuses dans les mouvements en faveur de la paix, elles sont souvent les

premières à se lancer dans la lutte et ce, au péril de leur vie. Cela est sans compter l'impact lié à leurs efforts quotidiens en faveur du développement social et économique de leur milieu. Or, comme nous le verrons, ces aspects sont directement liés à l'établissement et au maintien de la paix sociale.

1.1. C) L'économie populaire et la paix

Boutros Boutros-Ghali (Boutros-Ghali, 1992 : 6) considère que le rétablissement de la paix a pour principal objectif de "*rapprocher les parties hostiles, essentiellement par des moyens pacifiques*". Pour lui, le respect des droits de la personne de même que le développement économique et social servent de base à la paix. Pour les besoins de ce mémoire, nous tenterons donc de démontrer comment les populations peuvent contribuer à cette paix en prenant part à des initiatives d'économie populaire solidaire.

Pour David (2000), il est difficile de dire qui de la démocratie ou de la paix précède l'autre. La démocratie semble nécessaire à la paix et vice-versa. Il prétend que les violations graves et continuelles aux droits humains nuisent au retour de la paix et que le droit au développement est capital : il est la condition de base du respect des autres droits humains et à la pratique de la paix.

Dans sa définition de la paix, l'ONU donne une place importante à la nécessité de reconstruction des institutions. Nous croyons qu'il s'agit en effet d'une condition importante,

mais nous pensons que la paix doit surtout être travaillée à la base, de façon quotidienne par la société civile.

Pour tout dire, ce que nous entendons par « paix » n'est pas seulement l'absence de guerre ni la seule présence d'un gouvernement démocratique. Ces deux éléments sont importants et ils constituent les premiers pas vers la paix, mais nous savons que d'autres conditions doivent être remplies pour que celle-ci soit réelle et bien établie. La paix, dans une version plus complète, s'apparente beaucoup à la définition qu'en donne l'UNESCO (site Web consulté le 24 février 2003), à savoir :

Elle (la paix) est aussi la justice et l'harmonie sociales, la possibilité pour chaque être humain de réaliser ses potentialités, le respect de son droit à la survie dans la dignité et la durée. Elle ne peut donc être maintenue durablement lorsque les droits de l'homme - droits politiques, économiques et sociaux - sont régulièrement violés, et lorsque le sentiment d'injustice politique et économique prévaut. (...) La paix, la démocratie et le développement forment un triangle interactif que nous devons nous efforcer de construire jour après jour ".

De plus, nous ne pouvons qu'être d'accord avec Coletta et Cullen (2000) qui

déclarent que :

Un haut niveau d'engagement civique combiné à un État qui fonctionne bien complémente de façon adéquate la capacité de l'État à constituer un sol fertile pour l'établissement d'un développement social et économique (Coletta et Cullen, 2000 : 12)

Tout comme Petris et Rouyer (1996), nous croyons que la paix inclut les notions de liberté et de justice sociale et qu'elle embrasse aussi la capacité des citoyens de vivre les uns avec les autres. Petris et Rouyer font remarquer que, pendant un certain temps, les notions de paix et de développement étaient presque synonymes. On a cependant vite déchanté lorsqu'on a constaté que plusieurs pays étaient en paix, mais avaient de graves problèmes économiques. Cela dit,

pour Petris et Rouyer, les conditions essentielles au retour de la paix sont la capacité ou la volonté de s'attaquer aux causes réelles des conflits et la réparation des dégâts causés par ce conflit. Tout comme l'UNESCO, ils identifient le développement économique comme principale solution à la reconstruction de la paix. En d'autres mots, le développement (et non la seule croissance) est une des conditions de maintien ou de consolidation de la paix.

Vilas (1997) ne parle pas de paix mais plutôt de citoyenneté. Pour lui, la condition sine qua non à l'existence d'une citoyenneté digne de ce nom est l'égalité. Celle-ci réfère à la liberté physique mais aussi à l'accès à un emploi décent, à la santé et à l'accès à l'éducation, éléments qui permettent de faire des choix de vie et des choix politiques éclairés. Dans un contexte d'inégalités sociales fortes, comme c'est le cas en Amérique latine, l'égalité est souvent partie prenante de la législation, mais les inégalités sont trop marquées par la dépendance économique, les régimes autoritaires et la corruption politique pour que la loi puisse être mise en pratique. Ainsi, le principe « d'une personne un vote » ne fonctionne pas vraiment. Les plus puissants ont accès à beaucoup plus qu'un vote, ils contrôlent l'économie, les médias, les pouvoirs militaires, etc. Les inégalités sont parfois tellement fortes qu'il est difficile pour les citoyens de différentes classes sociales de se sentir partie prenante d'une même société et d'être solidaires. Les inégalités sociales seraient aussi responsables du clientélisme et de la corruption qui sont pratiques courantes dans des sociétés : il est parfois plus efficace d'avoir de bonnes relations que d'entretenir une militance politique quelconque pour avoir accès à des améliorations des conditions de vie. Pour que la citoyenneté soit réelle, il faut aussi que les autorités soient responsables et que le système judiciaire fonctionne comme il se doit. Vilas (1997) fait ici allusion à l'impunité. Il affirme que cette dernière colore plusieurs sphères de la société et

qu'elle a des impacts bien au-delà des droits humains. Ainsi, l'auteur fait remarquer que les sociétés où l'impunité règne en maître sont des endroits où la corruption à petite ou grande échelle est courante, où les gens respectent moins le code de la route et où la bureaucratie constitue un véritable fléau.

Nous comptons donc démontrer à partir de l'expérience chilienne que l'économie populaire a pu contribuer à reconstruire la paix sociale une fois la dictature terminée.

1.2. PERTINENCE DE L'OBJET DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL.

Il est indubitable que l'économie populaire soit une idée capitale pour le développement. En effet, dans les pays du Sud où le chômage est endémique (il dépasse parfois les 70 %) et où l'urbanisation croît sans pour autant que l'industrialisation offre les emplois nécessaires pour assurer un revenu stable aux nouveaux arrivants (Zapata, 1996; Engelhard, 1996). En effet, Engelhard (1996) souligne ce grand paradoxe : malgré que la croissance des pays du Sud existe bel et bien, la pauvreté s'étend à un rythme alarmant. Dans ce contexte, les gens se tournent vers l'économie populaire pour répondre à leurs besoins. Cette dernière ferait vivre 50 % de la population des pays du Sud et jusqu'à 90 % des habitants en Afrique Subsaharienne (Enda Tiers-Monde, 2003). Elle fait donc partie intégrante de l'économie nationale dans la très grande majorité de leurs États. Au Chili, bien que l'économie populaire soit moins courante que dans plusieurs autres pays de la sous-région, on dit que près de 20 % de la population active de la

capitale œuvre au sein de ce secteur d'activité. Pour l'ensemble du pays, c'est près de 40 % de la force de travail qui vit de l'économie populaire.

L'économie populaire et le développement sont liés, car l'économie populaire n'est pas une économie transitoire. On pensait que les grands projets de développement et la croissance économique sonneraient le glas de l'économie populaire. On constate aujourd'hui qu'elle persiste en temps de récession comme en temps de reprise économique (Favreau, Fréchette, 2002; Nyssens, 1997; Donovan, González, 2004). En fait, seule la nature de celle-ci change au cours des fluctuations économiques. À cet effet, Donovan et González (2004) font remarquer qu'en période de ralentissement, les OÉP de consommation sont plus nombreuses (cuisines collectives, groupes d'achat en commun, jardins communautaires) alors que lorsque la conjoncture économique est plus favorable, on assiste à une croissance des initiatives davantage axées sur la production. De plus, lorsque l'économie a des ratés, on voit apparaître une multitude d'entreprises à un seul travailleur et lorsque l'économie est plus dynamique, les entreprises regroupant plusieurs personnes sont plus nombreuses. En fait, ce que font remarquer Donovan et González (2004), c'est que bien qu'un grand nombre de micro-entreprises disparaissent après quelques années, les promoteurs de ses entreprises, eux, demeurent dans le secteur en travaillant souvent dans un autre domaine d'activité.

De plus, avec la crise qui prévaut et le retrait progressif de l'État, de nouveaux acteurs ont pris le relais du développement. L'économie populaire est un de ceux-là. L'État et le secteur privé ne pouvant plus assumer seuls le développement, c'est à ce moment que l'économie populaire entre en scène, mettant en lumière toute l'importance du développement des

communautés par elles-mêmes. Une initiative économique populaire (OÉP), ou un regroupement de plusieurs de ces initiatives peuvent avoir un caractère structurant pour une communauté ou une région lorsque certaines conditions sont réunies comme, par exemple, si elles peuvent compter sur un capital social, si elles ont accès à du financement adéquat, si elles sont reconnues par l'État, ne fut-ce que partiellement et appuyées par des partenaires-clés comme les institutions religieuses, des syndicats ou des ONG (Favreau et Fréchette, 2002). Dans ce cas, elles sont en mesure de s'inscrire dans un processus de développement local et régional à long terme et de changement social véritable.

Donovan et González (2004) avancent que si on tente d'évaluer le rendement des OÉP en mesurant leur impact sur le PIB, elles n'auront, somme toute, pas une importance considérable. Cela s'explique par le fait que l'économie populaire initie plusieurs activités non-monétaires difficiles à mesurer et que les revenus générés sont peu élevés. Or, si on considère le capital investi au départ, elles sont incroyablement productives et efficaces. Razeto (1994) va dans le même sens et fait remarquer qu'en effet, les OÉP utilisent des technologies très rudimentaires, ces entreprises ou ateliers de travail ne sont généralement pas situés dans des endroits qui seraient choisis par des entrepreneurs traditionnels, les matières premières sont souvent de qualité inférieure, elles ont souvent été rejetées par l'entreprise traditionnelle ou sont des matières recyclées, le capital généré est dans la majorité des cas très modeste. Or, ces entreprises réussissent à donner du travail et à assurer la survie de nombreuses familles. Les OÉP réussissent à faire beaucoup avec très peu en termes de maintien et de création d'emploi (gisement d'emploi). En fait, cela démontre bien que l'économie n'est pas réservée aux seuls individus possédant du capital ou aux détenteurs de connaissances poussées en finance

(Corragio, 1999). En outre, si on ne prend pas en compte exclusivement leurs retombées économiques, ces projets ont un apport social non négligeable. Ces derniers contribuent à la croissance personnelle des promoteurs, ils sont un important soutien pour les familles et les communautés, un excellent espace d'apprentissage non-formel sur des sujets touchant à la gestion des entreprises, l'entrepreneuriat ou la démocratie, en plus d'être un acteur important pour le développement des solidarités locales. En cela, elle peut favoriser, au sein de populations locales, directement ou indirectement, des solutions de réconciliation sociale.

La conjoncture économique ne pouvant plus garantir des emplois à tous, l'économie populaire sert de rempart contre l'exclusion sociale et donne accès à l'emploi et au marché à certaines populations qui, autrement, en seraient exclues. Elle est fortement présente dans le Sud où l'État et les entreprises privées ne sont pas en mesure de créer suffisamment d'emplois. Comme nous le verrons plus en détail au cours de cette étude, l'économie populaire est bien branchée sur le milieu dans lequel elle se développe, elle est souvent souple, inventive et directement connectée sur les besoins des populations qu'elle dessert. Parfois, elle offre des biens ou des services de qualité inférieure à celle en vigueur dans l'économie traditionnelle, mais elle met à la portée des secteurs défavorisés des biens et des services qu'ils ne pourraient se procurer autrement, comme par exemple certaines denrées alimentaires vendues en très petite quantité (Enda Tiers-Monde, 2003). Ce qu'il est important de souligner, c'est que l'économie populaire n'est pas nécessairement synonyme de pauvreté. Les statistiques sont par ailleurs formelles, certains travailleurs intégrés au sein du secteur traditionnel ont un salaire plus bas que certains de leurs homologues de l'économie populaire. D'ailleurs, à Santiago, à diplôme égal, les

gens participant à l'économie formelle gagnent moins en moyenne que les employés du secteur populaire (Nyssens, 1997).

Comme nous l'avons mentionné précédemment, il est difficile de savoir qui vient avant : la paix, la démocratie ou le développement. Nous croyons simplement que ces notions vont ensemble et dépendent les unes des autres. Compromettre un des éléments de ce triangle signifie déstabiliser les autres. Dans ces conditions, la paix ne peut-être qu'un objet d'étude majeur dans le domaine du développement régional dans les pays du Sud où la guerre ou des conflits de forte intensité ont lieu.

1. 3. SPÉCIFICATION DE L'OBJET D'ÉTUDE

1.3.1. Énoncé précis de l'objectif de recherche et des sous-objectifs

L'objectif premier de cette recherche est d'explorer comment l'économie populaire peut servir de levier pour la reconstruction de la paix dans un pays ayant vécu sous une dictature prolongée. Pour se faire, nous souhaitons connaître les fonctions économiques et non-économiques de l'économie populaire, c'est-à-dire étudier ses capacités d'intégration économique autant que ses fonctions sociales et politiques. Plus globalement, nous visons l'accroissement général des connaissances sur ce type de moyens pour assurer le retour de la paix sociale dans un pays ébranlé par des conflits politiques récurrents.

1.3.2. Problématique spécifique : le cas du Chili

En 1970, Salvador Allende est élu à la présidence du Chili. Il est socialiste et propose des changements importants au plan économique. Il s'attaque entre autres à la nationalisation des mines et des banques, à l'expropriation de certains grands domaines privés au profit des petits agriculteurs et rend plus accessibles les soins de santé et l'éducation. Galeano (1981:398) parle du programme politique de Salvador Allende en ces termes : « *Pour l'Amérique latine et même pour le Chili, son programme est tout à fait banal : réforme agraire et nationalisation des mines. Cette fois, cependant un gouvernement est décidé à l'appliquer. Au Chili, c'est une révolution.* ».

Au début de 1973, rien ne va plus. La droite appuyée par des intérêts américains finance une grève des camionneurs qui paralysera le pays pendant plusieurs mois. Le fossé déjà très prononcé entre la droite et la gauche se creuse encore plus et la grogne s'installe chez les opposants du gouvernement Allende. Le 11 septembre 1973 au matin, l'armée chilienne menée par le général Augusto Pinochet bombarde la Moneda où se sont réfugiés le Président et ses proches collaborateurs. Le coup d'État est un succès et Salvador Allende meurt après s'être adressé une dernière fois à son peuple. Dans les jours qui suivent le coup d'État, le pays est transformé en camp de concentration : des dizaines de milliers de gens sont arrêtés, emprisonnés, torturés ou assassinés pour avoir appuyé le gouvernement de Salvador Allende (ou pour avoir été soupçonnés de l'avoir fait). Les syndicats sont interdits, les partis politiques dissolus et les médias réduits au silence. Il y aurait eu près de 1200 cas de « disparition » et 2095 personnes qui ont été exécutées. En tout, l'État chilien reconnaît que la dictature a fait 3197 victimes. Cela est

sans compter les milliers d'exilés et tous ceux qui ont survécu aux atrocités commises par les militaires (Rapport Rettig, 1991)⁵. Cette dictature durera plus de 15 ans, soit jusqu'en 1989.

En plus de la répression, ce qui caractérisera également le régime du Général Pinochet est l'imposition d'une économie ultra-libérale. En libéralisant les prix du jour au lendemain, ceux-ci grimpent d'un seul coup, ce qui causera une grave crise économique de 1974 à 1983. C'est autour de 1982 que la situation a été la plus critique. Pendant cette période, le PIB a fondu de 14 % et le taux de chômage a explosé. Les quartiers populaires sont particulièrement touchés par la récession. Un grand nombre de travailleurs a été exclu du marché de l'emploi formel. C'est dans ce contexte que des initiatives économiques populaires prennent alors forme dans les quartiers : des milliers de Chiliens qui tentent de s'organiser pour assurer leur survie et celle de leur famille. Les OÉP naissent en réponse à la crise qui secoue le pays. Bien vite cependant, on remarque que ces projets, en plus de leur vocation économique indéniable, ont un rôle important à jouer dans tout ce qui touche à la cohésion sociale des quartiers.

En 1989, le Gouvernement militaire organise un référendum qui demande aux Chiliens si le gouvernement militaire doit rester en poste ou faire ses bagages. La junte perd le plébiscite. C'est le retour à la démocratie. Patricio Aylwin prend le pouvoir à la tête d'un gouvernement de la Concertation qui regroupe la plupart des partis : Parti socialiste (PS), Démocratie Chrétienne (DC), Parti pour la démocratie (PPD) et Parti radical social-démocrate (PRSD). En 1990, la Comisión Verdad y Reconciliación est mise sur pied, essayant de mesurer l'ampleur des violations aux droits de la personne commises pendant le régime militaire.

⁵ Ces statistiques ont été beaucoup contestées par les principales organisations de défense des droits de la personne. Elles sont considérées comme étant très conservatrices. En effet, ce rapport ne tient compte que des morts et des détenus-disparus (Agrupación de Familiares de detenidos-Desaparecidos, 1990).

Un contexte politique comme celui-ci, à cause de sa durée et de sa grande violence, disloque les communautés, rompt la cohésion sociale qui unissait ses composantes. S'étendant sur plusieurs années et couplé d'une économie ultra capitaliste qui exclue des milliers de gens, il force les citoyens à trouver des solutions inédites qui leur permettraient d'améliorer leurs conditions de vie.

i) L'économie populaire chilienne

D'une certaine façon, l'économie populaire chilienne existe depuis toujours. Au 19^{ième} siècle, on la retrouvait dans plus de 22 secteurs d'activité. Cependant, cette dernière a pris beaucoup d'ampleur dans les trente dernières années, à cause de la crise économique qui a secoué le Chili à partir de 1975. En fait, selon Razeto (1993) au début des années 1990, plus de 400 occupations ont été répertoriées au Chili dans le secteur de l'économie populaire. Pour Del Pino Corrieri (1992-1993), les OÉP chiliennes se divisent en 7 catégories.

1- Organisations productives: production de biens et services.

2- Organisations de consommation alimentaire: activités qui donnent accès à la nourriture (clubs d'achat en commun, cuisines collectives)

3- Organisations de ravitaillement et de commercialisation: intermédiaires commerciaux qui achètent en gros afin de diminuer les coûts pour les familles

4- Organisations en lien avec le logement et pour améliorer la qualité ou l'accessibilité de celui-ci.

5- Organisations de services: qui offrent des services complémentaires en lien avec les besoins de base (santé, formation).

6- Organisations de travailleurs: qui ont une fonction de représentation des travailleurs.

7- Organisations de développement local: ont pour objectif d'améliorer les conditions de vie générales d'un territoire donné.

Selon cet auteur, le type d'organisation le plus nombreux à Santiago est celui de type productif. Deux tiers des OÉP sont de ce type. Elles regroupent autant les OÉP familiales individuelles ou associatives avec horaire fixe et dont le travail dans la OÉP sont la principale source de revenus que les ateliers solidaires dont les revenus produits au sein de l'OÉP sont souvent la seconde source dont dispose la famille en exerçant leurs activités à temps partiel.

Nous croyons quant à nous rassembler les organisations économiques populaires en trois (3) catégories :

- Les organisations de biens et de services
- Les organisations de consommation
- Les organisations de distribution.

L'économie populaire chilienne a pris une ampleur considérable au cours des années 1980. La Junte militaire avait pour objectif de libéraliser l'économie, ce qui eut un impact direct sur les conditions de vie des citoyens : des milliers de familles vivaient maintenant dans la pauvreté. Il est par ailleurs intéressant de constater que les OÉP sont somme toute assez stables. En effet,

elles ont souvent une durée de vie supérieure à celle des moyennes et grandes entreprises qui développent leurs activités dans le secteur formel (Nyssens, 1997).

L'économie populaire chilienne se développe principalement dans les quartiers populaires des villes où vivent les *pobladores*. Certains des habitants des quartiers populaires ont un travail (on retrouve les hommes dans des emplois d'ouvriers, les femmes chez des familles aisées où elles sont domestiques), mais plusieurs sont au chômage, n'ont aucun revenu, ou ont créé leur propre emploi. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, les *pobladores* chiliens ne sont pas des exilés des campagnes environnantes qui sont venus en ville en quête d'une vie plus facile : la plupart sont nés en région métropolitaine. De plus, le taux de natalité n'est pas vraiment plus élevé que celui des quartiers plus favorisés et le taux de scolarisation des enfants est lui aussi à peu près semblable (Dubet, Tironi et al, 1989). Ce qui sépare les *poblaciones* des autres quartiers, ce sont tout d'abord les frontières physiques que connaissent tous les habitants de la capitale. Ce qui les éloigne encore plus, c'est cette perception d'exclusion de la vie politique, sociale et de la consommation que sentent les habitants des quartiers populaires et qui est reconnue par les habitants des autres quartiers de Santiago. Le monde des quartiers populaires est un « autre Chili ». En fait, ce qui différencie véritablement les *pobladores* des classes moyennes c'est ce fossé, presque insurmontable, entre ce monde de la survie et le Chili formel (Dubet, Tironi et al, 1989).

Donovan et González (2004) font remarquer que depuis les années 1990, le terme *économie populaire* a presque totalement disparu du vocabulaire des acteurs du développement au Chili. En effet, il a été remplacé par celui de *micro-entreprise*, beaucoup moins chargé de connotations

politiques ou sociales. D'ailleurs, de plus en plus, les micro-entreprises incluent des initiatives portées par les classes moyennes. On insiste beaucoup moins sur la reconnaissance par les pouvoirs publics et on s'intéresse davantage à leurs capacités de développement. Razeto (1994) préfère quant à lui parler « d'ateliers de travail » justement pour différencier les initiatives populaires de celles portées par des représentants des autres classes sociales.

Welch (2001) fait remarquer que les années qui ont suivi la destitution du régime militaire ont été caractérisées par un recul du dynamisme des organisations populaires. Il croit que la démocratie a engendré une certaine confusion et que celle-ci a eu pour résultat une baisse de la mobilisation. La fin de la dictature signifiait le retour de la démocratie. Or, on n'aborde pratiquement jamais le thème de l'exclusion économique qui touche encore une grande partie de la population chilienne bien que le Chili vive une croissance économique sans précédent. Le discours entourant l'économie populaire se trouve tout à coup exclu des débats en cours. Le nombre d'événements violents (manifestations violentes, vandalisme) est à la hausse. Welch y voit de la violence mal canalisée, des revendications mal organisées, en partie explicables par cette exclusion du débat politique actuel.

Oxhorn (1995) croit quant à lui que l'identité de *poblador* se définissait beaucoup en opposition au régime dictatorial. Une fois celui-ci disparu, l'identité s'est trouvée ébranlée. Toutefois, il ajoute que plusieurs organisations sont demeurées bien vivantes même une fois la démocratie revenue. Cela s'expliquerait par le fait que les gens ont pu être témoins au cours des années, de l'importance de l'organisation communautaire.

ii) Contexte d'émergence et de développement des initiatives économiques populaires pendant la période du régime militaire

La seconde période de la dictature a été marquée par une effervescence des mouvements populaires. En 1986, alors que le pays était en plein état de siège, 220 000 personnes, soit 16 % des *pobladores* prenaient part à une quelconque organisation. Les organisations agissaient dans plusieurs secteurs d'activité : défense de droits, domaine artistique ou politique. Les plus nombreuses cependant étaient les organisations de type économique (plus de la moitié des organisations de base des quartiers sont des OÉP) (Oxhorn, 1995).

Les OÉP étaient tolérées par le régime lorsqu'elles restaient isolées, sans beaucoup de liens avec d'autres organisations, partis politiques ou autre. Les menaces et la répression étaient constantes et parfois violentes. Alain Touraine (1985), de même que Dubet et alii (1989) expliquent que, quoi qu'on en dise, le régime de Pinochet était autoritaire mais non totalitaire, ce qui laissait néanmoins un certain espace de liberté au mouvement populaire.

La dictature chilienne se distingue sur ce point car, malgré quelques nostalgies, elle n'a pas pris un caractère fasciste, ne cherchant pas à s'appuyer sur un mouvement de masse et ne visant pas à contrôler l'ensemble de la société civile en la réduisant aux catégories du parti et de l'État. Elle n'est ni fasciste, ni totalitaire. Elle est « simplement » autoritaire et antidémocratique (Dubet, F., Tironi, E., Espinoza V., Valenzuela, E., 1989).

Si les activités ne remettaient pas en question l'ordre économique qui était le projet central de la Junte, elles étaient tolérées. Oxhorn (1995) croit quant à lui que quelques années après le début de la dictature, il y a eu des différends, à l'intérieur même de la Junte, qui auraient laissé des espaces de liberté dont ont pu profiter les organisations.

Nous avons vu que les OÉP se développent dans les quartiers populaires. Cependant, elles sont particulièrement dynamiques et nombreuses dans les endroits possédant des antécédents d'organisation communautaire (partis politique de gauche, groupes liés à la théologie de la libération) qui a été possible grâce à la tradition démocratique du Chili. L'expérience de participation politique vécue sous Allende a été significative et a donné aux *pobladores* un pouvoir politique qu'ils n'avaient jamais eu avant (Salman, 1994). Scheider (1991) avance que les quartiers où la résistance a été la plus forte ont été ceux qui avaient été les mieux organisés dans les années précédant le coup d'État. La grande cohésion sociale permettait aux gens de sortir de la clandestinité pour organiser une résistance à plus grande échelle, qui s'avérait plus efficace. D'ailleurs, les quartiers où la cohésion sociale était plus faible étaient plus sujets à des infiltrations de la part des services secrets du gouvernement et risquaient davantage d'être le théâtre d'actes de violence et de répression. En effet, les *poblaciones* les moins bien organisées enregistraient un plus grand nombre d'arrestations, de disparitions ou d'assassinats commis par les forces de l'ordre. En 1983, il y a eu d'énormes manifestations qui revendiquaient des changements politiques profonds. Les mouvements de révolte les plus forts ont été menés par les *pobladores*. Ces manifestations n'ont pas eu lieu dans les quartiers les plus pauvres, mais dans ceux où les partis de gauche (en particulier le Parti Communiste) avaient le plus d'influence et des bases sociales solides (Scheider, 1991). Il est donc clair que les organisations de base servaient à ouvrir ou à élargir l'espace public. Cela dit, parce que les frontières géographiques des quartiers populaires étaient très marquées, ils étaient plus vulnérables aux attaques perpétrées par la police ou l'armée.

Les OÉP et autres organisations populaires n'auraient jamais pu avoir l'influence qu'elles ont eu sans l'appui des organisations non-gouvernementales (ONG). Ces dernières ont joué un rôle majeur dans la promotion des OÉP en aidant à financer certains projets, en aidant à la commercialisation des biens ou des services, mais surtout en offrant de la formation aux petits entrepreneurs, dans les domaines de la gestion d'entreprise mais aussi sur les sujets touchant la croissance personnelle (Oxhorn, 1995).

Ce qui caractérise les OÉP et les autres organisations de base de la deuxième moitié des années 1980, c'est que peu à peu, elles développent une vision à long terme. Les premières années de la dictature ont été très meurtrières. Les arrestations, meurtres et disparitions étaient arbitraires. Il fallait répondre à l'urgence de la situation en plus de faire face à une crise économique sans précédent, dont la gravité était comparable à celle de 1929. Le Gouvernement Pinochet laissait entendre que la situation était temporaire et la dictature transitoire en attendant qu'on réussisse à redresser l'économie mise à mal par un régime « marxiste ». La logique d'action des organisations populaires dans les années suivant le coup d'État en était une d'urgence. Or, au début des années 1980, il a été évident que la situation perdurerait. Pinochet avait fait adopter une nouvelle Constitution qui le protégerait légalement le jour de son départ, qui donnait un pouvoir quasi absolu au Président de la République (nommer les maires, les juges, etc.) (Centre de documentation d'Amérique latine, 1987), qui légitimait certaines institutions créées par son gouvernement comme, par exemple, le contre-espionnage pour justifier les violations aux droits humains, des nouvelles lois sur le travail qui restreignaient de façon significative le pouvoir des syndicats, etc. Cela signifiait que même si la démocratie revenait, les forces de droite auraient encore un pouvoir considérable. Le mouvement populaire

dû s'y adapter et adopter une perspective à long terme, d'autant plus que cette période était marquée par une recrudescence de la répression. Les gens n'en voyaient plus la fin. Le pays a été en état de siège de novembre 1984 à juin 1985 et de septembre 1986 à janvier 1987. Les *pobladores* ont commencé à cette époque à demander des changements politiques pour améliorer leurs conditions de vie. À partir de ce moment, le milieu populaire, soutenu par des milliers d'OÉP, a été vu comme un lieu de développement alternatif car il critiquait le modèle économique mis en place par les militaires.

iii) Organisations économiques populaires et capital social en contexte de régime autoritaire

La rupture du lien social et de la cohésion se fait insidieusement. On remarque tout de suite que le langage utilisé par la Junte n'est pas anodin. Dans un contexte de répression, on fait souvent allusion au fameux « ennemi interne » et on l'accuse d'être responsable des problèmes que traverse le pays. En public, on parle toujours d'eux comme des « communistes », ou des « subversifs » (Beristain et Riera, 1992). Le but de cet exercice est de séparer la société en deux : entre les bons et les méchants. On « démontre » l'adversaire, justifiant ainsi des actes impardonnables comme la torture ou les exécutions extrajudiciaires. Ce discours qui ne comporte aucune nuance vient souvent accompagné d'une propagande efficace. Peu de temps après, on ne s'attaque plus uniquement à ceux qui luttent ouvertement contre le régime mais à tous ceux qui pourraient éventuellement le faire. À cette étape, les mouvements sociaux comme les syndicats, les groupes de femmes et le mouvement étudiant sont directement dans la ligne de mire. Tous les endroits de rassemblement deviennent suspects. Le fait d'étiqueter les opposants au régime fait en sorte que les familles vivent de graves sentiments de culpabilité et s'isolent

graduellement. On entend chuchoter autour d'eux : « *s'il est arrivé quelque chose, c'est qu'il y avait une raison* » ou encore « *si on ne fait rien de mal, il ne nous arrivera rien* ». Ces phrases prouvent que le discours porté par la junte a fait son œuvre. La communauté se transforme en collaboratrice. Les forces de l'ordre n'ont plus besoin de s'imposer pour contrôler les consciences. Les citoyens le font pour eux (Beristain, Riera, 2002). Cela a un effet direct sur le quartier ou la communauté locale : les gens perdent confiance les uns dans les autres et le tissu social s'effrite.

Viennent aussi les actions d'intimidation. Il faut faire peur, aux opposants bien sûr, mais aussi à leur famille et idéalement, à leur communauté. Beristain et Riera déclarent que « *la peur est la meilleure arme stratégique qu'un gouvernement peut adopter* ». Pour en arriver là cependant, il faut frapper fort. Il faut torturer, tuer, et laisser les corps traîner sur la voie publique pour semer la panique. Les gens ont peur, n'osent plus se regrouper, ni dire ce qu'ils vivent et encore moins revendiquer. Il faut aussi faire disparaître. Avec les gens qui ne reviennent pas, les familles et le voisinage ne savent pas. Ils ne savent pas de quoi ni de qui se méfier ni où chercher. Ils sont paralysés par la terreur et ne peuvent pas s'organiser.

Ce processus s'apparente à ce que Colletta et Cullen (2000) avancent à propos de la destruction du capital social. Ils définissent le capital social comme étant :

La notion de capital social réfère au système qui est le résultat de l'organisation sociale et économique : la vision du monde, la confiance, la réciprocité, les échanges formels et informels et les associations. (Colletta et Cullen, 2000 : 6).

Le capital social signifie également la présence de forts liens à l'intérieur des familles et entre les familles et leurs voisins. C'est ce que Colletta et Cullen appellent capital social horizontal. Le capital social dépend aussi des liens qu'entretient la communauté avec l'extérieur : la présence de réseaux, de collaborations et de liens en tout genre; la présence et le bon fonctionnement des institutions politiques et judiciaires et enfin des liens entre la communauté et l'État. Il s'agit ici de capital social vertical. Dans les sociétés dirigées par un gouvernement démocratique et où le développement économique est dynamique, les gens ont davantage tendance à se regrouper, à s'organiser. Cela renforce le sentiment de confiance à l'intérieur de la communauté et envers l'État. Cela dit, lorsque le capital social vertical est déficient, lorsque la redistribution du pouvoir est inégale, que d'importants groupes de personnes sont exclus du système, il est probable que des conflits couvent, puis éclatent. De la même façon, un capital social horizontal pauvre ou inexistant est lui aussi un terreau fertile pour l'expression d'hostilités. Dans ce cas-ci, cela se produirait par exemple par un groupe social qui monopolise les ressources au détriment d'un autre. Ce sentiment d'exclusion et d'injustice peut dans ces conditions mettre le feu aux poudres.

L'impunité brise aussi la cohésion sociale. Ce problème est majeur dans des sociétés qui ont vécu un conflit armé ou un régime militaire. Les victimes et leurs familles développent un sentiment d'impuissance qui les décourage d'agir et de se battre (Beristain, Riera, 2002). Ils sont persuadés qu'ils ne pourront rien faire et perdent une partie du pouvoir sur leur vie. Welch (2001) croit que la fin de l'impunité au Chili serait une façon d'augmenter la confiance mutuelle, élément essentiel d'une paix véritable. Il croit que cette confiance si importante est nécessaire

pour que les gens se sentent concernés par leurs semblables et aient envie de mettre sur pied des associations et des mouvements de revendication constructifs.

L'impunité est en fait une manière de nier le passé, mais le fait de garder vivante la mémoire collective peut contribuer grandement à la reconstruction du tissu social. Candeanu (1998) croit que « *la souffrance commune unit plus que la joie* ». Les événements passés construisent les identités, il faut savoir apprendre d'eux.

Les Juntas déforment l'information. Ils la diffusent au compte-goutte et désinforment. Avec toute la propagande et le manque d'information, les histoires qui circulent sont rarement vraies et en font douter plus. Personne ne sait plus démêler le vrai du faux. Les rumeurs sont un excellent moyen de contrôle social (Beristain, Riera, 2002). Les gens n'agissent pas s'ils ne savent pas ou s'ils ne croient pas ce qu'ils entendent. Ils ne vont pas non plus risquer leur vie pour une information qui pourrait éventuellement s'avérer fausse. La désinformation paralyse la mobilisation sociale. Oxhorn (1995) ajoute que le sentiment d'appartenance à une communauté doit être très fort pour que les gens acceptent de risquer leur vie.

Or, lorsque tous ces actes de manipulation sont réunis, les relations de confiance et de solidarité sociale se brisent peu à peu. En quelque temps, une communauté saine et inclusive peut adopter une ambiance de suspicion et de méfiance qui nuit à sa cohésion sociale et donc à son développement autant social qu'économique. En fait, la rupture des liens sociaux et l'affaiblissement de la société civile font en sorte que la récupération et la reconstruction du tissu

social, qui suivent le conflit, sont plus longues et compliquées d'autant (Colletta et Cullen, 2000).

Welch (2001) croit justement que le retour à la paix doit passer par le renforcement de la société civile, durement mise à l'épreuve pendant les années de dictature. Il ajoute que, présentement, au Chili, il y a très peu d'espace public où les gens ont l'occasion d'échanger et de regagner la confiance perdue. C'est très précisément dans ce contexte que les OÉP ont servi de leviers non seulement pour répondre à des besoins socio-économiques de base, mais aussi de lieux de rencontre pour rebâtir cette confiance perdue.

iv) L'économie populaire, bien ancrée dans la communauté

Oxhorn fait remarquer qu'il est très complexe de mettre une étiquette définitive sur les organisations populaires. Ayant réalisé une étude empirique auprès de 46 leaders de quartiers populaires de Santiago, il leur demande de lui expliquer pour quelles raisons ils s'étaient regroupés. Une seule personne répondit que les réunions avaient un caractère purement économique. Toutes les autres déclaraient qu'elle permettaient aux gens de socialiser, de parler politique, de s'instruire, etc. Ainsi, même si les initiatives ont pour objectif principal de fournir du travail ou des biens et services, elles ont aussi d'autres fonctions, qui, quoique plus discrètes, n'en sont pas moins importantes. Par exemple, dans les premières années de la dictature, un nombre incalculable de cantines pour enfants ont vu le jour dans les quartiers populaires. Évidemment, elles avaient pour but de nourrir les enfants. Cependant, les familles qui participaient au projet se sont vite rendu compte qu'elles étaient d'excellents lieux de

rassemblement et de socialisation où il était possible de se parler et d'échanger des nouvelles. La Junte contrôlant l'information, ces associations sont vite devenues une manière efficace de s'informer et de connaître les derniers événements en cours dans les environs. Les organisations servaient aussi à vaincre la peur. On croyait qu'ensemble, on risquait moins d'être victime des militaires (Touraine, 1985).

L'économie populaire laisse une place importante aux échanges non-marchands et à la réciprocité. Castel (2003) affirme que la réciprocité est le fait de donner parce que l'autre donne. Il n'y a pas nécessairement d'équivalence entre ce qui est donné et ce qui est rendu. Ce qui importe n'est pas la valeur marchande d'un bien, mais ce qu'elle représente. Les échanges sont symboliques et vont bien au-delà du seul travail et de la production.

La solidarité est aussi une valeur qui prévaut. Loin de nous l'idée d'idéaliser le monde populaire. Dubet et alii (1989) croient qu'au contraire, lorsqu'il s'agit de crise, la loi du plus fort prévaut souvent. Cependant, ils ajoutent que la solidarité est une condition de réussite des OÉP. Par ailleurs, Corragio, tout comme Develtere, Defourny et Fonteneau (1999) ne croit pas que la solidarité soit une qualité intrinsèque de l'économie populaire. Cette dernière, qu'on le veuille ou non, évolue dans une société capitaliste qui impose des règles et des normes auxquelles les sujets de l'économie populaire ne peuvent échapper. Ainsi, comme le dit Corragio, l'exploitation ne vient pas du capital envers le travail mais elle peut apparaître entre les hommes et les femmes, entre les initiatives urbaines et rurales ou entre les diverses ethnies qui composent le groupe. Favreau et Fréchette (2002) croient pour leur part que la solidarité est le but ultime du travail fait au sein du groupe. Les promoteurs des projets doivent donc lui donner une place

significative. Même chose pour la démocratie qui est vécue dans la réalisation de gestes quotidiens. Les OÉP sont donc d'excellents lieux d'apprentissage des valeurs liées à la citoyenneté active, nécessaires à un développement viable.

Les OÉP ne produisent pas toujours d'accumulation. Lorsque surplus il y a, ceux-ci sont répartis en fonction des heures travaillées ou en fonction des besoins spécifiques des travailleurs. Razeto (1994) abonde dans ce sens. Ce dernier avance que ceux qui oeuvrent dans le secteur de l'économie populaire ont une relation avec le capital différente de celle de leurs collègues de l'économie traditionnelle. En effet, les OÉP ne cherchent pas à maximiser des profits au sens strict du terme, ils cherchent cependant à rentabiliser le plus possible les investissements. En fait, dans toute activité économique, le but cherché est de satisfaire des besoins. La différence avec les entreprises traditionnelles c'est que les bénéfices soient le plus rentables possibles pour les membres. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de gains économiques ou financiers : bien au contraire, mais le facteur humain prime. En fait, les objectifs des OÉP concordent avec ceux des promoteurs. Les OÉP font l'équilibre entre le temps de travail et les avantages que celui-ci rapporte. Dans l'économie marchande, le propriétaire de l'entreprise travaillerait le plus possible afin de faire le plus de profit possible. En d'autres termes, on peut dire l'économie populaire correspond à une économie du travail alors que l'économie marchande correspond à l'économie du capital.

Les OÉP sont intimement liées à l'identité du *poblador*. Comme nous l'avons mentionné antérieurement, l'économie populaire est un aspect de plus de la culture populaire, les OÉP reproduisent les manières de vivre ensemble et sont fortement ancrées dans le territoire au sein

duquel elles se développent. Les petits entrepreneurs ont très souvent un marché qui opère surtout dans le quartier. Leurs clients sont la famille, les amis et les voisins. Les produits ou les services offerts le sont souvent en fonction des demandes spécifiques de ceux-ci, même si parfois la rentabilité n'est pas maximale. Le service offert est lié directement aux conditions de vie des gens du voisinage. Il faut aussi souligner que, contrairement à ce qui passe dans l'économie formelle, le temps de travail n'est pas toujours séparé du temps consacré aux loisirs, toutes les sphères de la vie sont imbriquées les unes dans les autres. Le lieu de travail est parfois le lieu de résidence à la fois. Ainsi, quelqu'un peut très bien posséder une petite boutique dans une pièce réservée de la maison. Il n'y a pas vraiment de séparation entre le travail et le non-travail. La maison familiale ou la cour sont souvent des actifs intéressants qui servent de lieux physiques pour la réalisation des activités économiques. Il n'est donc pas étonnant que les activités économiques soient teintées de plusieurs aspects de la vie quotidienne des gens qui les pratiquent. Parce que les conditions socio-économiques sont directement liées à leurs activités, ils ne peuvent en faire abstraction. Leurs revendications peuvent donc glisser facilement du social vers le politique. (Oxhorn, 1995).

La rationalité économique n'est pas prioritaire. On agit beaucoup avec « instinct », pour varier l'éventail des produits offerts par exemple. On se fie beaucoup à ses préférences du moment et à celle de ses clients, même si ces choix ne rapportent pas plus d'argent. On ne donne pas beaucoup d'importance à la productivité, on accorde plus d'énergie à offrir un bon produit ou service pour plaire aux clients, la relation entre le vendeur et l'acheteur étant plus personnelle et privilégiée.

L'économie populaire sert à tisser des liens communautaires significatifs. Les micro-entrepreneurs ont souvent besoin de leur entourage pour permettre à leur petit commerce de prospérer. Nous pensons ici à des réseaux de troc ou d'échange, mais aussi à des prêts plus formels de la part d'un proche. Il faut dire que les OÉP ne sont presque jamais financées par les banques, ils doivent donc trouver eux-mêmes des solutions. L'entourage se transforme en quelque sorte en bailleur de fonds des petites entreprises. Les commerçants doivent donc rendre des comptes, ce qui a pour effet de favoriser la cohésion sociale. Les petits entrepreneurs doivent aussi pouvoir compter sur des ONG. À partir de cette collaboration, ils créent des liens importants avec différents acteurs de la communauté qui s'en trouve ainsi renforcée.

Les OÉP ont été très souvent mises sur pied par des gens qui avaient une longue trajectoire de militance politique ou sociale. Il faut se rappeler que la crise économique a exclu du marché formel une multitude de travailleurs. Ce sont ces gens qui sont à la base des OÉP mises sur pied pendant la dictature. Scolarisées et politisées, ces personnes étaient souvent des leaders dans leur communauté. Il leur a été relativement facile d'initier une activité économique de subsistance tout en lui donnant une signification plus politique et plus générale. (Nyssens, 1997)

Corragio (1999) est aussi d'avis que l'économie populaire peut mener à des activités dans d'autres sphères de la vie. Parce que l'économie populaire se déroule souvent près physiquement du milieu de vie mais aussi parce que selon lui l'économie pourvoit aussi bien aux besoins culturels, symboliques que purement matériels. Pour cette raison, les activités économiques, telles qu'on les conçoit traditionnellement, donneraient peu à peu place à des

occupations qui paraissent parfois éloignées de l'économie (lutte pour l'accès aux services de santé, au logement, au respect de la tradition, etc.).

Les OÉP jouent un rôle important dans la transmission de l'identité communautaire. En effet, les petits entrepreneurs assurent le soutien financier d'eux-mêmes et de leur famille. Les activités qu'ils développent leur permettent de se nourrir, de payer les soins médicaux, de se loger, de survivre ou de vivre confortablement auprès de leurs proches. Les promoteurs de ces initiatives sont importants pour leurs familles et pour la communauté et ont toutes les raisons du monde d'être fiers de leurs réalisations. Ainsi, si dans un quartier donné plusieurs petits entrepreneurs ont un succès reconnu qui fait en sorte que le milieu s'en trouve revitalisé, cette culture d'entrepreneurship sera une fierté sur laquelle peut reposer l'identité collective.

Klenner, Ramírez, Razeto, et Urmeneta (1990) n'hésitent pas à aller plus loin en affirmant que l'économie populaire joue un rôle prépondérant dans la reconstruction de la démocratie, considérant les OÉP comme un terreau fertile à l'existence de valeurs et de pratiques dont dépend l'installation et la consolidation d'une démocratie véritable.

Les OÉP et plusieurs autres expériences associatives, coopératives, communautaires et de développement local autant urbaines que rurales, font une contribution importante à la construction de la démocratie à partir de maintenant et sans attendre que se produisent les changements politiques profonds tant attendus. La démocratie ne peut être imposée à partir d'en haut de manière autoritaire. Il est nécessaire que les idées démocratiques, les comportements démocratiques et les organisations démocratiques soient profondément ancrés dans la vie de la population et de la société pour que la démocratie soit stable et véritable. C'est pour cette raison que la multiplication d'organisations, groupes ou communautés de base de différents genres doivent être reconnus comme un apport profond et durable dans le processus de démocratisation de la société. Klenner, Ramírez, Razeto, et Urmeneta (1990 : 25).

Pour toutes ces raisons, nous croyons que l'économie populaire a pu jouer un rôle dans la construction de la paix, en donnant aux gens le pouvoir d'agir sur leurs vies et de se sentir moins impuissants face aux contraintes qui les asservissaient.

1.4. FORMULATION DES HYPOTHÈSES ET DES QUESTIONS DE RECHERCHE

Une fois la dictature terminée, une fois que les armes se sont tues, vient la période du retour à la paix où la société doit s'arrêter pour panser ses plaies et pour trouver des façons de faire en sorte que les citoyens qui la composent puissent vivre ensemble et envisager un avenir commun. Idéalement, il faut que les ennemis d'hier découvrent (ou redécouvrent) des symboles les représentant, s'emploient à mettre sur pied des projets communs auxquels tous peuvent s'identifier.

Nos interrogations portent donc sur le développement et la démocratie dans les sociétés du Sud. Notre regard se posera sur l'économie populaire vue comme une initiative des communautés locales, plus particulièrement sur l'expérience des OÉP chiliennes.

Nous nous poserons donc les questions suivantes :

- a) Quelles sont les forces et les faiblesses de l'économie populaire dans le développement de communautés locales, de régions, voire d'un pays?
- b) Nous tenterons de savoir si et comment, dans une société polarisée comme le Chili, l'économie populaire solidaire favorise le retour de la démocratie et de la paix?

- c) Les OÉP sont-elles, parmi d'autres, le creuset d'une participation à des projets de développement local, à des campagnes électorales, à des comités de défense de droits ou des lieux de rencontre entre anciens opposants politiques?
- d) Dans quelle mesure, les OÉP ont contribué à renforcer l'identité et l'appartenance à la communauté?

Relativement à ces questions, pour le Chili de 1973 à aujourd'hui, nous en arrivons aux hypothèses suivantes :

- 1- Les OÉP de la période de la dictature militaire ont été non seulement des lieux de survie mais aussi de résistance populaire
- 2- Les OÉP pendant la période de retour à la démocratie sont :
 - a) des lieux de survie mais aussi d'accumulation.
 - b) des lieux de construction de la vie démocratique où il est possible de renforcer l'exercice de la citoyenneté, la paix sociale en plus de favoriser la réconciliation nationale.

De plus, dans la littérature, il nous a été possible de trouver des informations sur les apports économiques de l'économie populaire, sur son potentiel d'insertion sociale ou de participation politique mais jusqu'à maintenant, on sait peu de choses des apports de l'économie populaire dans des pays qui sont le théâtre de conflits politiques importants. Cette recherche a donc pour objectif d'augmenter les connaissances sur ce sujet en présentant l'exemple du Chili. Nos lectures nous ont permis de formuler trois (3) dimensions qui sont pour nous des éléments qui permettent de bien saisir le rôle de l'économie populaire en période de conflit soit : l'intégration économique, la participation politique ainsi que l'insertion sociale.

Plus concrètement, notre étude portera sur les entreprises économiques populaires chiliennes en regard de deux périodes : celle de la dictature (1973-1989) et celle du retour à la paix (1990-2005)

CHAPITRE 2

MÉTHODOLOGIE

2.1. Choix de terrain

L'idée de travailler sur le thème de la reconstruction de la paix nous est venue lors d'un séjour en Colombie où nous avons œuvré à titre d'observatrice internationale pour l'ONG internationale Brigades de Paix internationales. Nous avons cependant choisi le Chili pour objet d'étude en raison de sa longue tradition d'économie populaire. En effet, cette dernière est une réalité omniprésente dans ce pays depuis les trente (30) dernières années. Comme nous avions l'intention de nous pencher sur la question du retour à la paix et de la réconciliation, nous cherchions également un pays ayant traversé de graves conflits politiques mais qui avait déjà entrepris son processus de pacification. Le Chili correspondait à ce critère. De plus, notre choix s'est arrêté sur le Chili, car nous connaissions déjà ce pays pour y avoir déjà séjourné⁶. D'autre part, nous savions que la langue ne serait pas un obstacle, car nous parlons couramment l'espagnol.

Ainsi donc, pour les fins de la production de ce mémoire, nous avons passé quatre (4) mois à Santiago, soit de mars à juillet 2004. Pour la réalisation de cette étude de terrain, nous avons reçu l'appui financier du Ministère de l'éducation du Québec par le biais du programme de

⁶ En effet, nous avons réalisé un stage d'études de 10 mois au Chili lors de notre baccalauréat en Service social (Université Laval). Le stage en question avait été mené au sein du Secrétariat de la femme de la Municipalité de Santiago de septembre 1998 à juin 1999.

bourses pour les courts séjours à l'extérieur du Québec, ainsi que celui du programme PRAXIS de l'Office Québec–Amérique pour la Jeunesse (OQAJ).

2.2. Méthodologie de recherche

Il est indubitable que le choix de réaliser une recherche qualitative était plus pertinent dans le cas qui nous intéresse. Ayant pour intention d'explorer les impressions, les perceptions et la vision qu'ont les porteurs de projet au sein de l'économie populaire, la décision de choisir une approche qualitative plutôt que quantitative nous paraissait donc plus appropriée. Comme le dit si bien Deslauriers (1991) :

On ne peut plus étudier les transformations sociales et les microsystèmes sociaux avec un instrument qui mise uniquement sur la régularité, la stabilité et le grand nombre : il faut s'approcher du terrain, se faire plus inductif et se laisser imprégner de l'air du temps. (Deslauriers, 1991 : 5)

C'est en effet ce que nous avons tenté de faire en optant pour une approche qualitative.

Par ailleurs, nous avons opté pour l'approche monographique puisque notre objectif de départ est de faire état d'un thème peu connu et reconnu jusqu'à maintenant. En effet, si l'économie populaire solidaire a été longuement étudiée et commentée par les experts, ses capacités pacificatrices n'ont à notre connaissance, pas encore été examinées. L'étude de cas ou monographie permet l'étude détaillée d'un phénomène et de dégager des concepts ou des théories à partir des cas particuliers mis en examen. La monographie nous paraissait l'approche appropriée car en plus des caractéristiques énumérées plus haut, elle donne l'opportunité de

situer les éléments dans le contexte et de faire des liens entre eux pour mieux les comprendre et les expliquer. À ce propos, Schramm (1971) avance que :

La base de l'étude de cas, la tendance centrale de l'approche monographique, est qu'elle tente de mettre en lumière les décisions des acteurs : pourquoi ils choisissent telle option, comment les décisions sont implantées et quels en sont les résultats⁷. (Schramm, 1971, cité dans Yin, 1994 : 12).

Afin de collecter les données nécessaires à la rédaction de ce mémoire, nous avons effectué une recherche documentaire et rassemblé des informations en provenance de la littérature scientifique au sujet de l'économie populaire, la paix, le contexte politique chilien, etc. Nous avons aussi pu glaner des informations dans des journaux chiliens ainsi que par le biais de bulletins d'information, de rapports annuels ou de dépliants de présentation produits par les OÉP étudiées ou par les ONG qui les appuient (communément appelée « littérature grise »). Ensuite, nous avons réalisé de l'observation participante en assistant à des réunions organisées par des ONG et destinées aux promoteurs d'OÉP sur des thèmes liés au secteur de l'économie populaire ou de la micro-entreprise et nous avons procédé à la visite systématique des entreprises étudiées et à des entrevues semi-dirigées afin de mieux saisir le contexte au sein duquel les promoteurs évoluent chaque jour. Notre séjour au Chili nous a d'ailleurs permis de bien nous imprégner de la culture locale.

Afin d'aller chercher des informations directes sur chacun des aspects liés au sujet d'étude, nous avons procédé à des entrevues semi-dirigées. Il s'agissait là de la technique la plus appropriée car nous nous sommes attaqués à des sujets difficiles à saisir et à cerner, comme par

⁷ Traduction libre de l'auteur.

exemple, la perception qu'ont les gens de leurs pratiques ou le développement d'une identité communautaire. Ces concepts sont difficiles à capter autrement que par le contact avec les acteurs concernés. De plus, nous croyons que le fait d'avoir pour objet d'étude un thème qui touche de près la culture exige de nous de nous rapprocher le plus possible des sujets d'étude, d'autant plus que cette culture ne nous était pas complètement familière (sans pour autant nous être étrangère). Les entrevues sont un bon outil de compréhension et une bonne technique de « perception » de choses qu'il serait difficile de saisir autrement. D'ailleurs, Savoie-Zajc (2003 : 295) décrit l'entrevue comme : *«un «texte», une «narration» constitués d'histoires, empreintes de connotations personnelles, interpersonnelles, sociales et culturelles des individus en présence»*. De plus, il était indiqué d'utiliser l'entrevue, car elle permet un contact plus personnel entre la personne interviewée et le chercheur, ce qui était nécessaire dans cette situation.

Pour mener à bien cette recherche, nous avons réalisé 20 entrevues. Ces dernières se sont déroulées sur une période de 3 mois, soit entre le 13 mars et le 25 mai 2004. D'une durée d'environ une heure et demie chacune, elles se sont réalisées soit sur les lieux de travail des sujets d'étude, soit à leur domicile, car dans quelques cas, la résidence personnelle servait de lieu de travail. Trois (3) de ces vingt (20) entrevues étaient des entrevues collectives qui réunissaient les membres de l'organisation. Le but de ces rencontres de groupe était de présenter le sujet de recherche, de prendre contact avec les organisations et de recueillir des informations de base sur les entreprises. Les entrevues individuelles ou collectives ont été réalisées en espagnol, langue maternelle de tous les participants. Les passages cités dans ce mémoire ont été traduits par l'auteure lors de la rédaction de celui-ci.

Le questionnaire comportait plusieurs thèmes soit l’histoire de l’organisation économique populaire (OEP), la démocratie, la participation politique, l’intégration économique et les appuis reçus. Nous avons conçu deux (2) grilles d’entrevues⁸ autour de ces thèmes : une étant destinée aux micro-entrepreneurs eux-mêmes et une autre pour les professionnels des ONG. Il faut souligner que peu de questions diffèrent entre les deux grilles. En fait, nous nous sommes inspirés des travaux de Comeau (2003) qui propose une *Grille de collecte et de catégorisation des données pour l’étude d’activités de l’économie sociale et solidaire*. Cet outil ne constitue pas une grille d’entrevue en tant que telle, mais bien un instrument servant à recueillir le plus d’éléments possible et permettant la comparaison entre les différents cas à l’étude (Comeau, 2003). Tout comme Comeau, nous nous sommes attardés, dans un premier temps, au contexte d’émergence des entreprises (projet initial, appuis au démarrage, connaissance du secteur d’activité, milieu dans lequel l’entreprise voit le jour), puis aux promoteurs et à leur réseau, aux réalisations et à l’impact de ces entreprises sur leur environnement (Comeau, 2003) selon les 3 dimensions retenues : insertion sociale, intégration économique et participation politique.

Quoi qu’il en soit, nous avons modifié quelques peu notre grille d’entrevue après validation auprès de deux informateurs-clé pour que celle-ci soit plus adaptée à la réalité chilienne et à la culture locale. Nous ne croyons pas que les résultats de l’étude en aient souffert, bien au contraire.

⁸ Les deux grilles d’entrevue utilisées dans le cadre de cette étude ont été glissées en annexe.

2.3. Échantillonnage

La population à l'étude était les personnes qui font partie du secteur de l'économie populaire au Chili. Quatorze (14) entrevues ont donc été réalisées auprès de promoteurs d'OÉP ou avec des personnes ayant un autre statut (administrateur, travailleur, etc.). Il faut ajouter que 5 entretiens se sont tenus en compagnie de professionnels travaillant dans des ONG ayant pour mission d'appuyer et d'accompagner les projets d'économie populaire : Programa de Economía del Trabajo (PET), Programa de Acción con Mujeres (PROSAM) et Fundación Solidaridad. Finalement, une (1) entrevue a été menée avec un représentant de l'État chilien, plus particulièrement du FOSIS⁹. Au total, notre échantillon était composé de 6 hommes et de 11 femmes.

Nous avons étudié six (6) OÉP au départ. Malheureusement, nous avons dû mettre de côté l'étude d'une d'entre elles, les deux entrevues réalisées pour y arriver se sont avérées incomplètes et ne comportaient pas suffisamment de données fiables nécessaires à l'analyse.

Afin de choisir les OÉP participantes à cette étude, nous avons rencontré les représentants des ONGs qui les accompagnent en leur demandant de nous suggérer des expériences représentatives du mouvement de l'économie populaire au Chili. Nous avons été mise en contact avec les représentants des ONG par un informateur-clé, Raúl González Meyer, un économiste ayant travaillé de nombreuses années dans le secteur de l'économie populaire et présentement

⁹ Fonds de Solidarité de d'investissement social (Fondo de Solidaridad y de inversión social), programme gouvernemental ayant pour mission d'enrayer la pauvreté.

professeur à l'Universidad Academia de Humanismo Cristiano de Santiago. Ce dernier est également membre du programme de recherche *Création de richesses en contexte de précarité* auquel prend également part Louis Favreau, notre directeur de recherche.

Afin de constituer un échantillon représentatif, nous voulions nous pencher sur les cas les plus typiques, qui représentaient bien leur époque et les caractéristiques du secteur. Évidemment, le monde de l'économie populaire chilienne étant à ce point hétérogène, nous avons dû opter pour des figures contrastées. Pour le choix des entreprises populaires à l'étude, nos critères de sélection étaient donc les suivants :

- Entreprise du secteur de l'économie populaire produisant un bien ou un service dans un domaine particulier.
- Longue expérience dans le domaine et courant sur les deux périodes: puisque notre sujet de recherche portait sur la paix, nous devions choisir des entités qui avaient vécu les deux périodes, soit celle de la dictature et celle du retour à la paix. Nous avons donc choisi des organisations qui existaient au moins depuis les années 1980.
- Des expériences individuelles et collectives, réparties dans plusieurs communes de la région métropolitaine, dont certaines avec accumulation et d'autres ayant seulement permis la survie ou la subsistance.
- Des entreprises d'économie populaire solidaire : compte tenu de notre intérêt pour le thème de la reconstruction de la paix, nous devions choisir des entreprises qui avaient choisi de donner de l'importance à l'action politique dans leurs activités.

2.4. Indicateurs

Les trois grandes dimensions qui nous permettront de cerner l'impact des OÉP étudiées sur le processus de retour à la paix sont les suivants : l'intégration économique, la participation politique et l'inclusion sociale. Nous présentons, dans le tableau ci-dessous les indicateurs servant à préciser chacun des axes principaux.

Thèmes principaux et leurs indicateurs de mesure

Thèmes principaux	Indicateurs
Intégration économique	<ul style="list-style-type: none">- Niveau de capitalisation (survie, subsistance, accumulation)- Accès aux services (santé, éducation)- Accès à la consommation- Place sur le marché- Accès à des emplois mieux rémunérés (dans le secteur formel ou non)
Participation politique	<ul style="list-style-type: none">- Participation à des formations en lien avec la politique (droits humains, droits sociaux et économiques, éducation populaire...).- Acquisition d'habiletés liées au leadership- Participation à des enjeux nationaux- Réseautage- Perception positive ou négative des institutions
Inclusion sociale	<ul style="list-style-type: none">- Renforcement de l'identité collective- Création de réseaux et de liens de solidarité et d'entraide à l'intérieur et l'extérieur de la communauté- Préservation de la mémoire nationale (participation à des actes publics, entrevues dans les médias, expositions, témoignages, etc.)- Élargissement des droits des femmes

i) Intégration économique

Pour nous, dans ce cas-ci, l'intégration économique n'est pas celle à laquelle on fait souvent référence. Nous ne la concevons pas comme l'intégration au modèle capitaliste. Ce que nous entendons par intégration économique est plutôt l'accès à des emplois de qualité, à la consommation de base considérée suffisante pour assurer un niveau de vie décent à un individu ou une famille, l'accès aux services sociaux, d'éducation ou de santé, la capacité à occuper une place de choix à l'intérieur du marché globalisé, tout cela grâce au travail et aux revenus générés dans les OÉP.

ii) Participation politique

Nous allons tenter de saisir l'impact du travail dans les OÉP sur la participation politique en se basant sur les indicateurs suivants : la participation à des ateliers ou des formations portant sur la politique au cours des années passées au sein de l'entreprise populaire, l'acquisition d'habiletés de leadership comme par exemple, la capacité d'organisation, de négociation avec les pouvoirs publics, d'expression de soi, de représentation et d'organisation, la participation à des enjeux nationaux (comme des campagnes électorales, des référendums), le travail en réseaux, c'est-à-dire la participation à des associations d'entrepreneurs, le travail conjoint avec des organisations sociales, religieuses ou politiques sur des projets communs et ce, autant au niveau local, régional, national qu'international et finalement, la perception qu'entretiennent les petits entrepreneurs populaires envers les institutions politiques ou juridiques.

iii) Inclusion sociale

Nous avons pu évaluer l'impact du travail dans les entreprises populaires en se référant à quatre indicateurs de base comme la capacité des OÉP de renforcer l'identité collective c'est-à-dire si des jeunes de la communauté s'impliquent dans les projets collectifs initiés par leurs parents ou s'ils en mettent de nouveaux sur pied, si le travail des OÉP est reconnu par les groupes semblables dans la communauté, par les familles ou par la société en général. Un indice concret de cet élément serait le fait d'avoir déjà reçu des honneurs lors de cérémonies publiques, d'avoir attiré l'attention des médias ou d'avoir été convié à s'exprimer en public à titre « d'expert » sur un thème donné. Le deuxième indicateur est la capacité à créer des liens de solidarité formels et informels à l'intérieur et à l'extérieur de la communauté. Nous donnons également une place importante à la capacité des OÉP à préserver la mémoire nationale. Cela peut se traduire par une participation à des actes publics de commémoration, à des expositions, à des entrevues dans les médias, à une présence dans la littérature, etc.

2.5. Limites de la recherche

Cette recherche porte sur l'économie populaire solidaire au Chili. Les études de cas présentées présentent un secteur d'activité particulier: l'artisanat. Nous avons par ailleurs choisi de mettre l'accent sur deux périodes: celle de la dictature (1973-1989) et celle du retour à la paix, soit de 1990 à aujourd'hui (2005). D'autre part, le lecteur remarquera que les OÉP examinées dans le cadre de ce travail sont situées dans cinq (5) communes différentes de la région Santiago.

Par ailleurs, nous avons choisi d'avoir une forte représentation de femmes dans notre échantillon. Nous croyons que le genre peut dans ce cas avoir un impact sur les résultats et donner l'impression au lecteur que l'économie populaire est exclusivement une affaire de femmes. En fait, même si l'économie populaire n'est pas réservée aux seules femmes, elles y sont tout de même très présentes. L'économie populaire se développe très près des communautés et donne une place importante à l'entraide et à la solidarité. Dans plusieurs milieux, les personnes qui pratiquent des activités d'entraide communautaire sont en majorité des femmes. Il n'est donc pas étonnant qu'on les retrouve en si grand nombre dans le secteur de l'économie populaire puisque ce dernier possède les caractéristiques des milieux au sein desquels les femmes ont l'habitude de s'impliquer. En outre, l'activité économique générée est souvent liée à l'économie domestique et réalisée à l'intérieur du domicile familial. Les activités de l'économie populaire sont donc à leur portée. Dans le contexte chilien, à cause de la conjoncture économique qui a entraîné la mise à pied des conjoints, les femmes ont été encore plus présentes, poussées par la grande précarité dans laquelle étaient soudainement plongées leurs familles. Ainsi, même si notre échantillon montre une proportion importante de femmes, nous croyons qu'il représente tout de même la réalité : celle d'un secteur où les femmes jouent et ont joué un rôle prépondérant.

D'autre part, le lecteur remarquera que trois (3) des cinq (5) entreprises étudiées ont opté pour un créneau similaire, c'est-à-dire l'artisanat. Nous savons que l'économie populaire peut se développer dans n'importe quel secteur de l'économie. Il existe des entreprises d'économie populaire qui oeuvrent dans le domaine de l'agriculture, du tourisme, des arts et même des

technologies. Cependant, lorsque survient une période de crise comme ce fut le cas au Chili, les gens, voyant l'urgence de la situation, doivent se tourner vers des activités qui sont à leur portée, dont ils peuvent tirer des profits sans avoir à investir beaucoup de capital de départ ou de technologie. Ils doivent se contenter de ce qu'ils savent faire et de ce qu'ils ont à portée de main.

Dans ce contexte, l'artisanat constitue une solution intéressante. En conséquence, même si notre échantillon dispose de plusieurs entreprises oeuvrant dans le secteur de l'artisanat, nous croyons que cela demeure tout de même représentatif du contexte chilien pendant une période bien définie, cette dernière étant marquée par une précarité forte donc à un recours plus systématique à des activités économiques liées aux connaissances traditionnelles comme l'artisanat.

Également, dans les cinq (5) monographies présentées, nous mettrons l'accent sur la période de transition vers la démocratie. Cela s'explique par le fait que cette période est névralgique et a changée de façon drastique la façon de travailler des organisations. En effet, avec le changement de conjoncture, des défis nouveaux surgissent soudain ainsi que des réalités nouvelles qui servent à redéfinir et à resituer l'économie populaire.

Les entreprises de type collectif telles que celles étudiées lors de cette étude sont moins nombreuses au Chili depuis le retour de la démocratie. Une partie des petits entrepreneurs populaires a tendance à s'inscrire dans une logique marchande. Nous croyons notre échantillon tout de même pertinent car il est indubitable que celui-ci soit représentatif de la réalité du milieu

dans les années précédant la tombée du régime militaire. Comme nous devons étudier le parcours des entreprises et comparer leur rôle avant et après le retour de la démocratie, nous ne pouvons omettre de mettre en évidence ce type d'initiative.

Finalement, nous devons reconnaître que le fait d'étudier le segment particulier de l'économie populaire **solidaire**, qui constitue la pointe avancée du mouvement de l'économie populaire, peut agir comme un prisme grossissant et comporte le risque de donner une trop grande importance aux capacités réelles de l'économie populaire. En en étant consciente dès le début, nous serons plus en mesure de réaliser une analyse éclairée et plus fidèle à la réalité.

CHAPITRE 3

PREMIÈRE ÉTUDE DE CAS :

L'ATELIER DE CUIR DON LUIS¹⁰

NOMBRE D'EMPLOYÉS : 2

TYPE DE PRODUIT : chaussures faites sur mesure, artisanat de cuir

ANNÉE DE CRÉATION : 1967

LIEU D'IMPLANTATION : Commune de Macul (Santiago), 124 223 habitants

ORGANISATIONS QUI APPUIENT : PET¹¹, Trabajo para un hermano¹², FOSIS¹³

L'atelier de cuir Don Luis est une petite cordonnerie familiale située dans l'arrière-cour du domicile des propriétaires, dans Macul, une des communes de la capitale chilienne. Historiquement, on a cultivé des vignes dans cette partie de la capitale à partir de 1564 lorsque le roi d'Espagne décide de céder la *hacienda de Macul* au *conquistador* espagnol Juan Jufré. C'est dans les années 1960 que la population croît le plus rapidement. On voit alors apparaître plusieurs quartiers populaires. En 1997, la commune de Macul comptait 124 223 habitants (Anuario de Demografia, 1997).

3.1. MISE EN CONTEXTE

L'entreprise a été fondée en 1967 par son propriétaire. Celui-ci ayant choisi de se retirer de son travail de cordonnier comme salarié dans une entreprise privée pour démarrer sa propre

¹⁰ Don Luis Cueros

¹¹ Programa para la economia del trabajo (Programme pour l'économie du travail), ong de développement

¹² Trabajo para un frere, ong qui travaille à l'appui à l'économie populaire

¹³ Fondo de Solidaridad y de inversión social (Fondo de Solidaridad y de inversión social), programme gouvernemental ayant pour mission d'enrayer la pauvreté.

entreprise avec son épouse. Un désir de liberté ainsi que des injustices vécues dans le milieu de travail dans le système « officiel » ont fait en sorte que le propriétaire choisisse de quitter son travail. Le fondateur de l'entreprise a appris son métier de façon informelle, en travaillant avec son père qui lui aussi exerçait le métier de cordonnier.

Les premières années de l'entreprise ont été fastes, les revenus étaient bons et permettaient au propriétaire et à sa famille (6 personnes en tout) de mener une vie confortable. À cette époque, le Gouvernement socialiste au pouvoir fixait les prix des produits de consommation dans le but de les rendre le plus accessible possible aux consommateurs chiliens, en considérant qu'une grande partie d'entre eux vivait une situation économique précaire. Mais même alors, l'atelier réussissait à générer des profits intéressants. Au début des années 1970, sous Allende, l'État chilien avait pour politique d'acheter les produits mis sur le marché par les petites entreprises, ce qui les favorisait grandement et avait pour résultat d'augmenter les ventes – donc les revenus, des propriétaires de petites entreprises.

Dans les mois précédant le Coup d'État, l'atelier de cuir Don Luis avait été sollicité pour prendre part à un regroupement « d'ateliers collectifs » qui consistait à réunir des artisans et des petits entrepreneurs dans un parc industriel dans le but de mettre en commun l'usage de machinerie et de technologie offerte par l'État. L'avenir de l'atelier de cuir Don Luis paraissait assuré. Or, après le Coup d'État, la situation change drastiquement : la crise économique, qui suivit l'arrivée au pouvoir des militaires, appauvrit indubitablement les classes populaires. Pendant 3 ans, l'atelier fut pratiquement sans revenus, personne n'étant en mesure de se procurer les produits offerts. Même si plusieurs années se sont écoulées depuis cette époque, l'atelier de

cuir Don Luis n'a jamais pu retrouver la croissance qui avait marqué ses débuts. Aujourd'hui l'atelier génère peu de profits, en fait, on peut dire qu'elle permet aux promoteurs de survivre, et difficilement.

3.2. APPUIS REÇUS

Depuis ses débuts, l'atelier a été appuyé par des ONG, dont le *Programa de Economía del Trabajo (PET)* et *Trabajo para un Hermano* qui offrent des formations sur plusieurs thèmes liés à l'économie populaire et à la micro-entreprise. Les propriétaires de l'entreprise accordent une grande valeur aux cours offerts par ces organisations, mais croient qu'elles pourraient être encore plus ciblées et efficaces. En effet, ceux-ci se sentent un peu abandonnés une fois les cours reçus. Ils croient que certains de leurs besoins ne sont pas comblés par les ONG. Ils voudraient qu'on leur donne un coup de main pour la commercialisation, la recherche de marchés et d'espaces stratégiques pour distribuer les produits. En fait, certaines lacunes dans les formations offertes par les ONG affaiblissent beaucoup les OÉP qui s'avancent sans expérience et sans trop savoir comment s'y prendre.

L'Atelier de cuir Don Luis a aussi reçu une contribution du FOSIS pour la réalisation de ses activités. Un des travailleurs nous a confié que les appuis gouvernementaux à la micro-entreprise sont importants et nécessaires et qu'ils se sont grandement améliorés depuis les quinze dernières années, mais qu'ils ne sont pas suffisants et ce, même si les montants alloués à l'appui à la micro-entreprise ont quintuplés dans les cinq dernières années.¹⁴ En fait, pour

¹⁴ Entrevue L, p. 6.

plusieurs, l'État chilien ne se serait jamais intéressé aux micro-entrepreneurs si ceux-ci n'avaient pas généré des emplois pour tant de travailleurs exclus du marché formel.

L'Atelier de cuir est informel, il fonctionne sans permis aucun, les propriétaires étant incapables d'assumer les coûts de celui-ci. De plus, ces derniers nous ont fait remarquer qu'il leur serait de toute façon impossible de l'obtenir, car il faudrait rénover l'atelier afin de rencontrer les normes minimales de salubrité, ce qu'ils n'ont malheureusement pas les moyens de faire. En fait, c'est souvent le problème avec les micro-entrepreneurs, les normes et règlements en général correspondent assez mal à leur réalité. De la même façon, il nous a été facile de constater lors d'une réunion organisée par le PET, que l'accès aux différents types de protection sociale est très difficile. Pour les micro-entrepreneurs chiliens, cotiser à des programmes de prestations d'assurance-santé ou dans une caisse de retraite est très compliqué : les paiements minimaux exigés sont trop élevés pour les salaires générés par ceux-ci et il leur est impossible de verser le même montant à chaque mois puisque leur salaire fluctue beaucoup d'une époque à l'autre de l'année. Les programmes sociaux et leurs exigences ne cadrent pas avec la réalité du monde populaire.

3.3. INTÉGRATION ÉCONOMIQUE

De nos jours, l'atelier est mis à mal par la grande entreprise qui importe des chaussures à des prix que les petits entrepreneurs ne peuvent égaler. La compétition est féroce. Les employés de l'atelier de Cuir Don Luis ont donc dû faire preuve d'adaptation et mettre à l'épreuve leur capacité de renouvellement afin de trouver un créneau non touché par la grande entreprise : la

fabrication de souliers conçus sur mesure pour des clients ayant des besoins particuliers comme, par exemple, ceux souffrant d'un handicap exigeant la transformation des chaussures. De plus, afin d'accéder à une clientèle moins fortunée, l'atelier a commencé à produire des petits objets artisanaux faits en cuir tels des porte-clés, des bibelots, etc., qui sont offerts lors de foires artisanales à différentes époques de l'année. À cause du contexte économique difficile, même si les promoteurs de l'entreprise préfèrent la confection des chaussures pour son côté créatif, ils acceptent maintenant de faire des petites réparations sur des articles de cuir.

En effet, la mondialisation fait très mal aux petits entrepreneurs. Certains pourraient croire que ceux-ci sont protégés, car ils profitent des opportunités qui s'offrent à eux au niveau local comme le fait de faire des affaires à l'intérieur de créneaux encore ignorés par l'économie formelle ou de se contenter d'une technologie de base pour fabriquer leurs produits, mais lorsque le marché est inondé de produits manufacturés à bas prix, les entrepreneurs locaux, et à plus forte raison lorsque le volume des ventes est restreint et l'accès à la technologie limité, sont particulièrement exposés aux affres du capitalisme.

Cela se pose avec encore plus d'acuité dans certains secteurs comme la confection de vêtements et la chaussure où les produits en provenance de Chine, de Taiwan ou du Brésil inondent le marché chilien depuis quelques années déjà. L'atelier de cuir Don Luis, avec sa faible capacité à générer du capital, ne peut se procurer la machinerie nécessaire pour augmenter la productivité et améliorer les produits. Pour la même raison, l'entreprise ne peut générer un volume de ventes assez élevé pour pouvoir offrir des prix concurrentiels.

*Ça fait que ces déchets-là, ces saletés-là continuent d'entrer. Ce sont des produits de super mauvaise qualité. Les déchets arrivent de Singapour, de Hong Kong, de Taiwan. L'État dans ce sens-là ne protège pas le consommateur. Et l'État devrait engager des personnes compétentes pour enrayer l'entrée de ces produits-là qui nous font tellement de tort, de la compétition déloyale. Angel, Entrevue A, p. 5.*¹⁵

De plus, ce que décrivent les propriétaires de l'entreprise est principalement le fait que bien que le Chili ait opté pour la démocratie, il y a 15 ans, le système économique imposé par les militaires n'a pas changé : pire, il a été renforcé. L'économie de marché est intouchable, il est impossible de la remettre en question. Dans de telles conditions, bien peu d'espace et d'opportunités sont laissés aux petits entrepreneurs. En plus, ils soulignent que l'arrivée de la démocratie a neutralisé les revendications en faveur d'une meilleure intégration économique, comme si tous les problèmes des *pobladores* avaient disparu avec le retour du droit de vote et de la participation citoyenne.

Pour pouvoir croître, l'atelier de cuir Don Luis aurait eu besoin de crédit. Or, à part quelques exceptions, rares sont les institutions financières qui acceptent de prêter aux micro-entrepreneurs. Ceux-ci sont des clients peu attrayants pour les banques : leurs revenus sont souvent bas et irréguliers. Les banques chiliennes sont encore peu nombreuses à offrir des programmes adaptés aux réalités des petits entrepreneurs populaires et les cercles de micro-crédit sont rarissimes. Cette entreprise de même que toutes celles concernées par ce problème vivent donc de sérieux problèmes de capitalisation. Le manque de fonds empêche le commerce de se stabiliser et de croître.

¹⁵ Tous les extraits d'entrevue présentés dans ce mémoire sont une traduction libre de l'auteure.

3.4. PARTICIPATION POLITIQUE

Dans le cas qui nous occupe, la division entre travail rémunéré et lutte politique est beaucoup plus claire et facile à délimiter. Malgré cela, pendant la dictature, l'Atelier a servi de point de rencontre et de lieu d'échange d'informations. Pendant plusieurs années, les propriétaires recevaient à la maison et à l'atelier des jeunes récemment exclus du marché du travail et du système d'éducation à cause du nouveau contexte politique et économique en vigueur. Ils leur apprenaient le métier de cordonnier, mais informellement et sans appui d'organisations, les responsables de l'atelier de cuir discutaient aussi avec les jeunes de thèmes politiques pour que tous comprennent mieux la situation dans laquelle ils étaient plongés. Lors des derniers mois de la dictature, les propriétaires distribuaient des tracts en faveur du départ des militaires à partir de l'Atelier. L'Atelier de cuir, de même que plusieurs autres micro-entreprises locales ont eu, pendant tout le régime militaire une forme de résistance tacite, en tentant, par divers moyens d'aider les voisins qui en avaient besoin ou en boycottant les commerces tenus par des gens en faveur du régime militaire :

La meilleure façon, c'était de ne pas acheter. Y'a plein de formes de luttes qui ne se voient pas. Y'a des gens, favorables à la Junte, pinochetistes convaincus, qui avaient des boutiques. Là-bas, je n'achetais pas. Mon amie non plus, ni mon autre voisine. Y'a plein de façons de travailler qui sont silencieuses. Claudia, Entrevue C., p. 9.

De plus, un des propriétaires de l'entreprise est fondateur d'une association qui tente de regrouper les artistes et artisans de la commune dans le but de trouver des espaces de commercialisation pour les produits. Leur objectif n'est pas de produire à grande échelle ni d'exporter, mais bien de dénicher au sein de la communauté des endroits où les artisans pourraient enfin avoir pignon sur rue et offrir leurs produits. Des démarches sont présentement

en cours avec la Municipalité de Macul pour que celle-ci accorde un espace aux membres de l'association.

D'ailleurs, à l'atelier de cuir Don Luis, on valorise beaucoup les associations de micro-entrepreneurs. On reconnaît quand même quelques problèmes de ce côté-là, le premier étant le peu d'intérêt que suscitent ces organisations chez les petits entrepreneurs locaux. On explique cela par de la petite corruption de bas étage, qui discrédite les mouvements organisés auprès des membres potentiels. Ceux-ci ont l'impression qu'ils y perdraient leur temps car de toute façon, tout est arrangé d'avance et fonctionne par patronage, clientélisme et corruption.

De plus, la représentativité de la CONUPIA, association nationale de micro-entrepreneurs, est souvent remise en question par les participants de l'étude. On critique le fait qu'elle regroupe des micro-entrepreneurs avec beaucoup de moyens, probablement les gens les mieux nantis du secteur et qui ne peuvent pas représenter réellement les intérêts de la majorité qui ne partagent pas les mêmes conditions socio-économiques. On s'entend cependant pour dire que plus de coordination dans le secteur donnerait un grand coup de main aux micro-entrepreneurs qui pourraient enfin peser sur quelques mesures liées aux politiques économiques mises de l'avant par le gouvernement. Encore ici, l'hétérogénéité qui caractérise le secteur de l'économie populaire joue contre ses acteurs. Les membres des associations représentent divers secteurs de l'économie et il est difficile que les intérêts de tous convergent.

Le représentant d'une ONG a aussi souligné une nette tendance à l'individualisme qui fait en sorte que les gens ne veulent pas s'impliquer et n'y voient pas d'intérêt. Pour certains, le

néolibéralisme met de l'avant et priorise avant tout les initiatives individuelles, les règles du marché qui prône la compétition à outrance font en sorte que les gens peuvent difficilement collaborer. D'ailleurs certains programmes de l'État ont des succès mitigés : ils ont pour but de favoriser la collaboration et la formation d'associations et octroient des subventions exclusivement aux micro-entrepreneurs qui travaillent en commun, soit dans des coopératives ou ateliers solidaires, soit par le biais d'associations sectorielles mises sur pied dans un but de commercialisation. Or, l'État a de la difficulté à distribuer les fonds disponibles pour ce programme car les gens ne sont pas disposés à travailler ensemble. Ainsi, même si la situation économique de certains micro-entrepreneurs n'est pas plus enviable qu'à l'époque de la dictature, les gens n'ont plus tendance à se regrouper pour lutter. Le directeur d'une des ONG explique que la situation était différente pendant la dictature justement parce que les gens avaient tous le même objectif : en finir avec le régime de terreur. Les organisations d'aujourd'hui n'ont plus vraiment d'ennemi commun contre lequel elles peuvent se battre concrètement. La pauvreté pourrait être un élément intéressant et un obstacle à surmonter s'il n'était pas aussi diffus et impersonnel. En d'autres mots, il était plus facile de lutter contre les militaires. Ceux-ci avaient des noms et des visages. Avec la transition vers la démocratie, les choses sont beaucoup moins claires, les gens savent moins à quelle porte aller cogner pour exiger le respect de leurs droits et les changements qui leur seraient bénéfiques.

Dans le cas de l'Atelier de cuir Don Luis, on remarque un grand sentiment de méfiance et de frustration face à la politique en général, et à la politique chilienne en particulier. Pour les gens de l'Atelier Don Luis, le retour de la démocratie n'a pas signifié de réel changement. Nous expliquons leur déception au plan politique principalement par l'impunité qui règne encore au

Chili. Les propriétaires nous ont beaucoup parlé du problème des détenus-disparus qui, selon eux, est un des problèmes principaux qui empêche le retour de la démocratie et de la paix véritables :

Quand les militaires ont commencé à parler des détenus-disparus... Ils disaient qu'ils allaient rendre des comptes. C'était juste des mensonges. Comment il peut y avoir une réconciliation? C'est impossible! Ceux qui ont commis toutes ces atrocités s'arrangent toujours pour que les choses tournent en leur faveur. Ils mentent, mentent, mentent, mentent. Ils disent qu'ils [les disparus] ont été tirés dans la mer mais ils apparaissent proche d'ici [elle fait ici référence au fait que les corps de certains disparus ont été retrouvés près de leur quartier, loin de la mer] (...). J'avais une voisine qui avait je ne sais pas si c'était 7 ou 8 enfants. Son mari était l'ami de mon mari. Une nuit, ils sont venus le chercher. Il est disparu. Ma voisine l'a cherché partout. On n'a jamais su ce qui était arrivé avec lui. Elle est allée à la prison et elle leur a dit : « Donnez-moi mon mari, je sais que c'est vous qui l'avez. Si vous l'avez tué, dites-moi-le ». Rien. Tous les jours elle allait frapper partout, dans les prisons, dans les hôpitaux, à la morgue, partout. En plein hiver, en caleçons, devant ses enfants, ils sont venus le chercher. Comment on peut oublier ça? Claudia, Entrevue C, p. 11.

Pour qu'il y ait la paix ici, il faut qu'on sache la vérité. Les parents des détenus disparus par exemple. Ils ne veulent pas juste savoir la vérité, ils veulent aussi qu'on leur rende justice. Mais ils ne l'ont pas. Ce gars-là... Pinochet se promène à Valparaiso mort de rire. Aussi longtemps qu'on ne sait pas la vérité et qu'il y a pas de justice, il n'y a pas de paix non plus. Angel, Entrevue A, p. 15.

INSERTION SOCIALE

En ce qui concerne l'Atelier de cuir Don Luis, les apports au plan de l'insertion sociale sont moins évidents que dans le cas autres des monographies présentées dans cette étude. Les revenus générés par cette entreprise sont minimes et ne permettent qu'une survie difficile. Or, nous croyons que l'entreprise a tout de même eu la capacité d'éviter la marginalité pour les promoteurs et de préserver une certaine dignité en donnant tout de même accès à denrées de base et à un travail créatif qui permet de maintenir des relations sociales satisfaisantes et de conserver

une bonne estime de soi. Dans ce contexte, les activités économiques ont permis d'empêcher l'anomie et la désintégration sociale en plus de réussir à maintenir la capacité de vivre en société des promoteurs, ce qui est non négligeable.

CHAPITRE 4

DEUXIÈME ÉTUDE DE CAS

ATELIER VIOLETA PARRA ¹⁶

NOMBRE D'EMPLOYÉES : en 1982, 48 personnes
en 2004, 5 personnes

TYPE DE PRODUIT : artisanat

ANNÉE DE CRÉATION : 1985

LIEU D'IMPLANTATION : Commune de La Pintana (Santiago), 190 000 habitants

ORGANISATION QUI APPUIE : Fondation Solidarité (Vicaria de la Solidaridad)

L'Atelier Violeta Parra est un regroupement de femmes de La Pintana, commune située au Sud de Santiago. La Pintana est indépendante de sa voisine, La Granja, depuis presque trente ans. Or jadis, au début de la colonie, les terres sur lesquelles est aujourd'hui bâtie la commune étaient la propriété d'Ambrosio O'Higgins, Gouverneur du Royaume du Chili, Vice-Roi du Pérou, comte de Vallenar et marquis d'Osorno. À cette époque et ce, pratiquement jusqu'aux années 1960, la zone était principalement agricole. On y retrouvait de nombreux vignobles de même que plusieurs types de cultures fruitières. Le peuplement de La Pintana a été réalisé en deux périodes soit de 1950 à 1985 et de 1985 à 1994. Des années 1950 à 1965 environ, le peuplement s'est fait lentement. À partir des années 1960, plusieurs terrains ont été envahis par des *pobladores* qui s'y installaient à la faveur de prises de terrain. Cependant, la vague de peuplement la plus massive et significative s'est déroulée à partir de 1985 lorsque des centaines de familles pauvres vivant dans les communes les plus riches de la capitale (Nuñoa, Providencia, Las Condes, La Reina, etc) ont été éradiquées de ces quartiers et élurent domicile à La Pintana.

¹⁶ Taller Violeta Parra.

En moins de 10 ans, le nombre d'habitants s'est multiplié par deux, passant de 80 000 à 190 000 âmes. En 1994, grâce à un plan de gestion territoriale, la croissance démographique réussit à être ralentie. Aujourd'hui, la commune de La Pintana compte 194 841 habitants. 90 % des rues sont pavées. (Ilustre Municipalidad de La Pintana, 2004). Il faut cependant souligner que La Pintana est une des communes les plus pauvres du pays où le taux de chômage atteint les 43 % et où 20 % de la population vit une situation de pauvreté extrême.¹⁷

4.1. MISE EN CONTEXTE

L'histoire de l'atelier Violeta Parra n'est pas sans posséder quelques particularités : au milieu des années 1980, en pleine dictature, 7600 familles décident d'occuper un terrain et de s'y installer. Les gens viennent d'un peu partout dans la capitale et plusieurs d'entre eux vivent chez des parents et n'ont pas les moyens d'avoir un logement à eux. Leur objectif est de bâtir leurs demeures sur un terrain inoccupé. Le scénario récurrent de migration vers La Pintana est le suivant : ils y installent un campement de fortune. Les premiers temps sont difficiles, les *pobladores* doivent rester une semaine complète sans sortir du site du campement pour éviter d'être expropriés. La situation est très tendue : les forces de l'Ordre tentent de les déloger, mais les *pobladores* retournent sur les terrains et réussissent à y demeurer. Les affrontements sont violents et les *pobladores* doivent monter la garde jour et nuit pour éviter de se faire évincer. Au bout d'une semaine, ils reçoivent des vivres, l'Église intervient en leur faveur et la presse internationale a vent de l'affaire et la fait connaître dans le monde entier : la Junte n'a d'autre choix que de laisser faire. Cela dit, les obstacles sont de taille : les forces de l'Ordre font de régulières descentes à l'intérieur du campement et les conditions de vie sont très précaires. Sans

¹⁷ Entrevue G, p. 18.

eau courante, sans électricité, les maladies se propagent rapidement et plusieurs enfants et personnes âgées meurent par manque d'hygiène et à cause de la malnutrition.

4.1.1. Le développement de la communauté

Après plusieurs mois, certaines familles désespérées acceptent la solution proposée par l'État : quitter Santiago. Plusieurs sont emmenés avec tous leurs biens dans le Nord du pays où ils seront laissés à eux-mêmes en plein désert. À peu près à la même époque, le Gouvernement offre aux *pobladores* de s'installer sur des terrains situés au Sud de la capitale, très à l'écart. Ceux-ci refusent. Ils tentent alors de trouver une solution alternative. Ils travaillent en collaboration avec un représentant du clergé qui réussit à dénicher des fonds auprès des Oblats de Belgique, son pays d'origine. C'est avec cette aide financière qu'il sera possible d'acheter les terrains où se situe aujourd'hui la *población* et de construire le quartier selon les aspirations des habitants : avec des endroits où les enfants peuvent jouer librement en toute sécurité, des parcs et surtout de nombreux espaces communautaires qui sont aujourd'hui le théâtre de réunions et de débats, de mariages, de baptêmes, de veillées funèbres ou de spectacles. Lors de la planification de la construction du quartier, par le biais de la Vicaría de la Solidaridad, les *pobladores* a aussi pu profiter de l'expertise d'un architecte et d'un avocat qui leur ont donné un coup de main pour l'élaboration d'un plan de construction pour obtenir les permis nécessaires à leur installation légale.

L'Atelier Violeta Parra débute ses activités en 1985, lorsque plusieurs femmes participant à la prise de terrain, décident de se regrouper afin de faire valoir leurs droits. Elles revendiquent

alors une reconnaissance des femmes au sein de la nouvelle communauté mais aussi le droit à la santé, à l'éducation et bien entendu, à un logement digne. Regrouper ces femmes n'est pourtant pas si simple. La peur empêche plusieurs de participer. Les représailles pour ceux et celles qui osent encore s'organiser sont connues : assassinat, torture, disparition forcée. Les membres de l'Atelier ont donc dû travailler très fort dans les premiers temps afin de convaincre les autres de laisser la peur de côté et de se joindre au groupe. Mais bien vite, le nombre de membres augmente. Lors de ses meilleures années, l'Atelier Violeta Parra regroupait 48 femmes. En fait, à un certain moment, il a fallu créer un second regroupement : l'Atelier Matucana. Alors que celui-ci s'est éteint, l'Atelier Violeta Parra compte aujourd'hui cinq (5) membres actives.

Quelques mois après sa création, les participantes commencent à constituer des ateliers de formation dans plusieurs domaines dans le but de générer des revenus pour leurs foyers. Les ateliers ont aussi l'avantage de permettre aux femmes de travailler à la maison et de pouvoir poursuivre les activités domestiques qu'elles ont l'habitude d'exercer. Les ateliers sont multiples : ils vont de la peinture sur tissu jusqu'à la coiffure en passant par la broderie et le tricot. Mais ce qui retient particulièrement leur attention et ce vers quoi elles vont se diriger, est la fabrication d'*arpilleras*. Des pièces de tissu sur lesquels elles illustrent par la broderie la vie quotidienne vécue par les habitants des *poblaciones*. La dirigeante actuelle de l'atelier explique :

C'est ce qu'on a aimé parce que ça nous représentait. Parce qu'avec l'arpillera on pouvait faire sentir ce qu'on vivait. (...) Parce qu'à l'étranger les gens voulaient savoir ce qui se passait au Chili. Avec nos arpilleras, on leur montrait les injustices, les embrouilles, les atrocités qui se passaient au Chili à travers nos arpilleras. C'est le message qu'on envoyait, avec les arpilleras qu'on envoyait, qu'au Chili les gens avaient faim, qu'au Chili il y avait des disparus, qu'au Chili on torturait, qu'au Chili il y avait beaucoup de chômage, qu'au Chili il n'y avait pas d'éducation ni de santé ».
Nadia, Entrevue N, p. 1-2, 6.

Les *arpilleras* ont été pendant des années un des seuls moyens de dénoncer les abus commis pendant la dictature. On peut donc dire que les *arpilleristas* ont mis à l'agenda le thème des droits humains au Chili (Agosin, 1994). Plusieurs ateliers du genre existaient à Santiago à cette époque. Les premières *arpilleristas* étaient cependant des parents de disparus qui, à travers cette forme d'artisanat, faisaient connaître au monde entier leur angoissante quête pour le retour de l'absent (Agosin 1994; Fundación Solidaridad, Document de travail, s.d.).

Puisque les *arpilleras* étaient une dénonciation claire du régime militaire, l'Atelier Violeta Parra ne pouvait pas vendre ses produits à l'intérieur du Chili. Par le biais de la Vicaría de la Solidaridad, les produits étaient distribués dans des réseaux de solidarité un peu partout à travers le monde.¹⁸ Lorsque la démocratie est revenue, les appuis de l'extérieur se sont retirés presque complètement, jugeant que le Chili était maintenant un pays démocratique et en paix. Les produits, achetés par centaines quelques mois plus tôt par des gens appuyant la lutte contre la dictature, n'arrivaient plus à être écoulés. Les revenus générés par l'Atelier Violeta Parra ont donc chuté dramatiquement en quelques mois seulement, favorisant le départ des membres qui durent chercher du travail ailleurs. Aujourd'hui, les membres de l'Atelier reçoivent des commandes sporadiques de la part de la Fundación Solidaridad qui distribue les produits dans plusieurs boutiques d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Asie et d'Océanie dans des réseaux de commerce équitable. À ce propos, la représentante de la Fundación Solidaridad nous a confié :

¹⁸ La Vicaría de la Solidaridad a fermé ses portes en 1990 mais le programme chargé d'appuyer ces initiatives existe encore. Il s'agit de la Fundación Solidaridad, une ONG qui a pour mission de favoriser l'augmentation des revenus et l'amélioration de la qualité de vie de personnes ou de groupes vivant dans la pauvreté et organisés en ateliers solidaires ou micro-entreprises autogérées d'artisanat. (FUNDACIÓN SOLIDARIDAD, Informe Anual 2002, Santiago, 2002.

Nous, pendant le temps de la dictature, on faisait des commandes d'arpilleras par centaines. Quand la démocratie est revenue, c'est comme si les arpilleras avaient perdu leur sens. Ça a été très compliqué de faire comprendre aux gens d'en dehors que même si le Chili n'était pas aussi pauvre que l'Afrique par exemple, il y avait quand même 2 millions de pauvres. C'est certain que c'est beaucoup moins que dans d'autres pays et on comprend que les agences internationales doivent prioriser mais notre travail à nous c'est de faire comprendre à ces gens-là que même s'il y a « seulement » 2 millions de pauvres ici, ce sont 2 millions de vies et c'est inacceptable que ce soit comme ça.
Zoé, entrevue Q, p. 1.

Aujourd'hui, la Fundación appuie 580 micro-entrepreneurs (Fundación Solidaridad, Informe Anual, 2002). L'ONG tente de répartir le plus équitablement possible au plus grand nombre d'artisans possible les commandes qu'elle reçoit pour que le plus grand nombre puisse avoir des revenus et puisse améliorer son niveau de vie. Mais avec un marché restreint, ce n'est pas si simple.

D'ailleurs l'Atelier Violeta Parra est depuis peu une micro-entreprise juridiquement reconnue. Les participantes actuelles ont présentement pour objectif d'augmenter le nombre de leurs membres. Elles constatent qu'un grand nombre de femmes de la communauté est présentement sans revenu et croient que l'atelier pourrait contribuer à améliorer leur niveau de vie. Elles savent cependant que pour ce faire, elles devront chercher de nouveaux canaux de commercialisation pour leurs produits, concevoir de nouveaux produits et créer des espaces où elles auront accès au marché.

4.2. APPUIS REÇUS

Présentement, l'Atelier Violeta Parra reçoit pour seul appui celui de la Fundación Solidaridad qui, en plus de se charger de la commercialisation des produits générés par l'Atelier, réalise aussi des formations portant sur différents thèmes, allant de la conscientisation et du développement personnel à la gestion d'entreprise.

Au cours de son histoire, l'Atelier Violeta Parra n'a jamais demandé l'appui de l'État, les participantes voyant d'un mauvais œil le « formalisme » exigé par les démarches pour l'obtention des fonds. Elles soulignent que les règles imposées par l'État sont trop rigides pour qu'elles puissent les respecter, que les règlements imposés par le gouvernement ne correspondent pas à leur réalité. En fait, les membres de l'Atelier croient que le monde populaire n'a pas beaucoup sa place au sein de l'État et que celui-ci n'y est ni représenté ni reconnu. Elles expliquent que cela est dû au projet global de la communauté, qui en est un de développement alternatif qui ne cadre pas très bien avec les priorités de l'État qui prône quant à lui les valeurs du libre marché, qui vont à l'encontre de l'approche adoptée par les *pobladores*. De plus, les femmes membres de l'organisation dénoncent le fait que le clientélisme est assez répandu chez les fonctionnaires et que, sans relations privilégiées, il est difficile d'avoir accès aux programmes et aux subventions. Pour des femmes de milieu populaire, il serait très difficile d'établir les liens nécessaires à l'obtention des fonds distribués par l'État.

4.3. INTÉGRATION ÉCONOMIQUE

Comme ces revenus ne leur permettent plus de vivre, quelques-unes d'entre elles exercent, parallèlement au travail de l'Atelier, la confection et la vente de vêtements. Une des membres a même réservé un petit espace de sa demeure où elle vend des produits de consommation de base aux gens du quartier (œufs, pain, crème glacée, etc.). L'Atelier en tant que tel se trouve aujourd'hui dans une dynamique de survie principalement. Or, puisque les membres ont des revenus générés par des activités réalisées en marge de l'Atelier, elles peuvent aller au-delà de la survie et subsister. Cependant, pendant la dictature, les femmes avaient des revenus qui leur permettaient de vivre convenablement et d'améliorer sensiblement leur niveau de vie. Malgré le fait que l'intégration économique des femmes de l'atelier ait connu des hauts et des bas, la représentante de la Fondation Solidarité qui les accompagne depuis tout ce temps croit que le cercle de la pauvreté a été brisé. Pour cette dernière, la pauvreté va bien au-delà des problèmes d'argent et de l'économie en général et pour arriver à l'intégration économique tant désirée il faut remettre en question aussi l'ordre social, avoir une approche globale de la lutte à la pauvreté.

Il faut cependant ajouter que le niveau de vie des gens du quartier s'est grandement amélioré. Aujourd'hui, le quartier est bâti en bonne et due forme et tel que l'avaient souhaité les habitants au départ. Ceux-ci sont propriétaires des terrains et de leurs maisons depuis 1993. Le quartier est maintenant relié au réseau d'égouts de la ville et il y a l'eau courante et l'électricité. Cela dit, le travail à l'Atelier et la conjoncture économique actuelle ne permettent pas d'amenuiser de façon significative les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres.

4.4. PARTICIPATION POLITIQUE

4.4.1. Au sein de la communauté

Les premiers pas vers l'action politique et les revendications ont été incertains. Il a été difficile au début de convaincre les gens du quartier que les choses pouvaient changer, autant au plan personnel et familial que communautaire. Lorsque les premières personnes se sont réunies pour former l'Atelier, elles ont été taxées de « communistes » ce qui, en temps de dictature, équivalait plus ou moins à une condamnation à mort et n'incitait pas du tout à la participation. Il a été très long de faire comprendre aux gens de la communauté que ceux qui se réunissaient n'étaient pas des subversifs et qu'il était plutôt logique de regrouper plusieurs personnes vivant un même problème. En travaillant conjointement, on rendait la réalité plus supportable. Les activités de l'Atelier ont été un lieu de discussion, de réflexion et d'échange sur les manières de pouvoir coordonner des activités de revendication et sur les enjeux des problèmes et en arriver à une unité et une solidarité qui ont redonné aux habitants du quartier un plus grand contrôle sur leur vie.

Comme nous l'avons vu, la peur empêchait les gens d'exprimer leur angoisse et leur colère et les forçait à s'auto-censurer. Le travail de l'Atelier Violeta Parra donnait enfin une voix aux participantes. De plus, plusieurs formations politiques ont été offertes par des ONG, notamment la Fundación Solidaridad et ont contribué à former des dirigeantes capables d'analyse et d'organisation et assez sûres d'elles pour se faire porte-parole d'un groupe. Nous croyons cependant que ces objectifs ont été atteints à différents degrés : toutes les femmes de l'Atelier Violeta Parra ne sont pas devenues des leaders communautaires accomplies, mais certaines personnes ont définitivement pu y arriver.

Les participantes nous ont par ailleurs déclaré que des individus autrefois très impliqués le sont beaucoup moins aujourd'hui. Il semble qu'un vent de déception au sujet de la politique plane sur la société chilienne en général. Les habitants des *poblaciones* et anciens militants ne semblent pas avoir été épargnés par ce courant. La corruption, un sentiment d'impuissance face aux problèmes sociaux actuels et une impression persistante que les choses n'avancent pas aussi vite qu'elles le devraient expliqueraient cette situation.

Les gens sont comme démotivés. En fait, c'est la politique en elle-même qui a démotivé les gens. On voit tous les politiciens corrompus et les gens disent : "On aurait dû rester avec la dictature ». Et je te dis, des fois on parle à des gens et la politique ne les intéresse plus du tout. Des gens qui avaient été organisés, conséquents dans leur lutte. On les voit aujourd'hui, renfermés, ils ne veulent plus rien savoir de personne, rien savoir des organisations, rien de rien. Ils ne participent même plus aux processus électoraux. Rien. Ils disent : "pourquoi? Un voleur de plus ou de moins..." Tu t'imagines? Qu'ils sont tous des voleurs et que c'est bien dommage mais que c'est ça la classe politique chilienne. Nadia, Entrevue N, p. 13.

Même si leur objectif d'avoir accès au logement a été atteint, d'autres revendications ont mobilisé et mobilisent encore les membres de l'Atelier Violeta Parra. Pendant la dictature, l'Atelier organisait des réunions afin de parler politique dans le but de préparer les gens au retour de la démocratie. Il leur fallait connaître les principaux partis afin de pouvoir avoir une idée claire de ce qui leur conviendrait le mieux lorsqu'ils seraient appelés à aller voter. L'Atelier a aussi participé à la campagne référendaire qui a précédé le départ de Pinochet. Les membres de l'Atelier organisaient alors des rencontres publiques où elles expliquaient les conséquences de voter en faveur ou contre le départ des militaires. L'Atelier a aussi appuyé et participé à un nombre incalculable de marches et d'activités organisées par le mouvement des femmes, des

travailleurs ou par l'Association des parents de détenus-disparus.¹⁹ L'Atelier a des liens avec une panoplie d'organisations locales. À l'heure actuelle, les membres de Violeta Parra luttent contre la privatisation des écoles primaires et pour l'accès à des bourses permettant aux enfants des quartiers défavorisés d'avoir droit à des repas pendant la journée scolaire, plusieurs d'entre eux étant issus de familles très pauvres ne pouvant pas assurer leur alimentation. Les participantes à l'Atelier revendiquent aussi l'accès à la santé pour les personnes à faible revenu et le retrait de la taxe municipale servant au ramassage des ordures ménagères qui est hors de portée d'une grande partie de la population de la commune. En fait, l'Atelier Violeta Parra passe continuellement d'une logique économique (vouloir générer du travail et des revenus pour les membres) à une logique de militance et de revendication. Bref, tout comme au début, les revendications sociales et le désir d'intégration économique sont indissociables.

Malgré tous leurs apprentissages et leur longue expérience de militance, les femmes de l'Atelier ne sentent pas qu'elles ont un pouvoir politique quelconque au-delà de la sphère locale et ce, même si elles ont participé au processus de mobilisation lors du référendum et que l'option du NON qu'elles défendaient a finalement remporté la victoire. En fait, elles se sentent assez impuissantes face aux décisions prises par le gouvernement central. La représentante de l'ONG qui les appuie semble en accord avec cette perception. Personne ne remet en question les impacts personnels que la participation au sein du groupe peut avoir généré. Cependant, les retombées du travail de l'atelier sur la scène politique sont moins évidentes. Il est difficile pour des gens de la classe populaire de se faire entendre par la classe dirigeante : des différences culturelles très profondes entre les classes sociales semblent à l'origine de cette situation. Par ailleurs, une professionnelle d'une ONG nous a expliqué que le rôle politique des ateliers comme l'Atelier

¹⁹ Agrupación de Familiares de Detenidos-Desaparecidos (AFDD).

Violeta Parra s'est peut-être exclusivement limité à permettre aux gens de pouvoir supporter un peu plus longtemps le désordre et les privations.

Je crois que... C'est triste ce que je vais te dire, mais selon moi, ces initiatives ont servi avant tout à pouvoir en supporter un peu plus. Surtout dans les premiers temps de la démocratie quand les militaires menaçaient encore de reprendre le pouvoir. On se disait qu'on ne pouvait pas sortir dans la rue pour manifester, c'était beaucoup trop risqué. Les groupes ont servi à pouvoir endurer un peu plus longtemps cette répression. À mon avis, ils ont contribué à la stabilité sociale des premiers temps de la démocratie. Je ne pense pas qu'ils aient contribué à reconstruire la paix comme toi tu te l'imagines, de manière créative et participative. Cela, je ne pense pas.
Zoé, entrevue Q, p. 3.

Quant à savoir si des expériences comme l'Atelier Violeta Parra ont été assez importantes pour précipiter la chute de la dictature, les opinions sont partagées parmi les sujets de l'étude. Les acteurs n'hésitent pas à croire que oui, leurs organisations étaient assez bien organisées et nombreuses pour pouvoir avoir eu un impact. Parmi les professionnels des ONG, les avis sont plus mitigés cependant. Pendant que certains croient que les OÉP ont eu un rôle politique important, d'autres émettent des réserves à ce sujet:

Je pense que ces héros [elle fait ici référence aux participants à des ateliers et initiatives populaires] ont eu tout le soutien émotionnel, la force dont avait besoin le pays pour exiger la démocratie. Il aurait été impossible de l'obtenir sans ça. Ils ont joué un rôle essentiel en ce sens. En même temps, ils ont vécu une amélioration importante de l'estime d'eux-mêmes parce que c'était eux les acteurs. Des acteurs qui pouvaient... qui étaient présents dans la vie politique pour vrai. Juliana, Entrevue J, p. 2-3.

Je ne pense pas que ces organisations aient eu un contenu revendicatif du point de vue typiquement politique. Ce ne sont pas des organisations où il y avait une opposition claire au régime. C'est des gens qui souffrent à cause du régime, qui ont une vision critique du régime mais qui sont directement orientés vers une action sociale et économique. Pas politique. Pascual, Entrevue P. p. 1-2.

4.5. INCLUSION SOCIALE

Nous croyons qu'un des apports les plus significatifs de l'Atelier Violeta Parra a été de conquérir des espaces pour les femmes. Les participantes nous ont avoué que, à l'époque de la prise de terrain, les femmes qui y prenaient part étaient très soumises à leur mari. Plusieurs étaient victimes de violence conjugale, un très grand nombre d'entre elles ne pouvaient sortir seules sans l'autorisation de leur conjoint et bien peu avaient eu accès à un emploi rémunéré. Les femmes étaient nettement confinées à l'espace privé, au domicile familial, responsables d'élever les enfants et de prendre soin de leur époux. Or, les activités de l'Atelier ont changé bien des choses. Premièrement, les revenus produits via la fabrication d'*arpilleras* ont libéré les femmes en leur donnant une indépendance économique dont elles n'avaient jamais pu bénéficier auparavant. En fait, les hommes se trouvant au chômage, elles se retrouvaient donc dans un rôle de pourvoyeuses, de soutiens économiques pour leurs familles. En fait, on peut dire que tout le processus de développement local vécu dans ce quartier a été l'initiative de femmes. Les hommes se sont joints au mouvement une fois le cheminement bien enclenché.

En second lieu, leur participation les a mis en contact avec l'extérieur, les a fait sortir du domicile familial et rencontrer d'autres femmes avec des problèmes semblables mais cela leur a aussi permis de participer à plusieurs ateliers de formation. Formation technique, bien entendu, mais également portant sur l'estime et l'affirmation de soi, les droits des femmes, etc. Les participantes nous ont d'ailleurs affirmé que ces formations ont fait en sorte que les femmes n'acceptaient plus n'importe quoi, étaient plus en mesure de mettre des limites mais aussi de se valoriser et de valoriser leur travail. De plus, leur lutte a mis les femmes en contact avec les autorités, leur a appris à s'exprimer en public, à négocier, leur a permis de gagner leur vie et de

faire vivre leur famille. En lui-même, tout ce processus ne peut qu'avoir eu un impact positif sur leur image d'elles-mêmes ainsi que sur la communauté toute entière.

Finalement, leur expérience a aussi influencé les relations entre les sexes des jeunes générations. Il serait présomptueux de penser que l'Atelier Violeta Parra a fait disparaître le machisme et les abus envers les femmes du quartier mais les membres de l'Atelier nous disent voir des changements significatifs entre les comportements de leur génération et de celle de leurs enfants. Les jeunes femmes d'aujourd'hui sont plus autonomes et indépendantes et croient en elles. L'exemple de leurs mères organisées, batailleuses et luttant année après année pour le respect de leurs droits en est sans doute pour quelque chose. D'ailleurs, une des participantes de l'Atelier n'a pas 30 ans et est la fille d'une des membres fondatrices de l'Atelier. Cette dernière nous a confié que pour les jeunes de sa génération, l'expérience portée par leurs mères est une fierté pour toute la communauté mais aussi pour les jeunes, qui ont le goût de s'impliquer. Aussi, est-ce étonnant que la *junta de vecinos*²⁰ locale soit dirigée par un tout jeune homme, lui aussi fils d'une des femmes ayant participé dès le début à la prise de terrain?

Ce qui frappe de l'expérience de l'Atelier Violeta Parra c'est qu'il a permis le raffermissement des liens sociaux à l'intérieur du quartier. Aujourd'hui encore, celui-ci est un terreau fertile pour nombre d'organisations tels groupes de jeunes, club sportif ou culturel, qui

²⁰ Les Juntas de vecinos sont des organisations territoriales qui représentent les habitants d'un même quartier et dont l'objectif est de promouvoir le développement de la communauté, de défendre les intérêts et de veiller au respect des droits des citoyens en collaboration avec l'État et les municipalités (site Internet du Gouvernement du Chili, consulté le 3 mars 2005). Elles ont d'abord vu le jour en 1968 sous le règne d'Éduardo Frei qui, pour la première fois, reconnaissait juridiquement des organisations populaires locales qui existaient depuis le début du siècle. Dans les années 1970, les *Juntas de vecinos* se sont beaucoup politisées : certaines d'entre elles luttant contre la propriété privée et pour la collectivisation des terres, d'autres appuyaient le gouvernement socialiste d'Allende. Pendant le régime militaire, les *Juntas de vecinos* existaient toujours, mais elles étaient grandement contrôlées et les dirigeants étaient nommés par l'État. C'est en 1989, lors du retour de la démocratie, par le biais de la ratification de la loi 18 893 qu'elles ont adopté la forme qu'elles ont aujourd'hui (Poza, 1990 : 5-6).

ont tous réussi à se tailler une place dans la vie communautaire. Tous les habitants se connaissent et comparent leur milieu de vie à une grande famille. L'entraide est chose courante, que ce soit pour récolter des fonds pour venir en aide à une voisine malade ne pouvant défrayer elle-même les coûts de son hospitalisation, pour apporter du soutien moral à une femme aux prises avec un mari alcoolique ou pour évincer un revendeur de drogue installé dans le quartier et semant le désordre²¹, tous les moyens sont bons pour se donner un coup de main et s'appuyer. Les relations entre les voisins sont très étroites et le sentiment d'appartenance au quartier est fort. Les gens se souviennent qu'ils sont issus du même milieu et qu'ils ont lutté ensemble pendant des années, pris dans une partie de bras de fer contre le régime militaire. Ces relations ont tissé des liens solides entre les gens et l'Atelier Violeta Parra, tout comme les autres organisations sociales en place à ce moment, y ont joué un rôle de catalyseurs.

L'Atelier Violeta Parra est aussi un véhicule de préservation de la mémoire. Les *arpilleras* en elles-mêmes sont des objets qui demeurent et qui font en sorte que les gens se rappellent les situations pour le moins problématiques vécues pendant la dictature. Les membres du groupe sont aussi des témoins privilégiés qui transmettent à leurs enfants et petits-enfants leur histoire et celle de la communauté. Mais au-delà de cela, les participantes sont aussi appelées à prendre part à des actions qui ont pour but de préserver la mémoire nationale, condition si importante au retour de la paix. À quelques reprises déjà, elles ont été invitées à parler de leur expérience dans des cérémonies publiques et à rappeler aux citoyens la raison de leur existence en plus de les inciter à lutter pour encore plus de justice, la transition vers la démocratie n'ayant pas réussi à annihiler l'exclusion et les inégalités sociales ni à rendre justice aux victimes du régime militaire.

²¹ Entrevue N.

L'Atelier a également été une inspiration pour plusieurs groupes qui sont nés suite à la riche expérience de ce dernier. En effet, pendant la dictature, la revue *¿Qué pasa?*²² a publié un article sur l'expérience de l'atelier où les femmes racontaient ce que signifiait la confection d'*arpilleras* et relatait le contexte d'émergence de l'atelier. Plusieurs personnes issues de plusieurs communes ont voulu établir des liens avec les membres de l'Atelier Violeta Parra. Ainsi fût fait. À plusieurs reprises, les femmes rencontraient les nouveaux groupes en formation pour leur expliquer l'importance de l'organisation communautaire dans leur milieu. Très vite, de nombreuses associations sont nées, poussées elles aussi par le désir de vivre différemment et d'exiger le respect de leurs droits.

Malgré tous les apports significatifs énumérés plus haut, nous avons perçu un sentiment d'exclusion persistant. Par exemple, l'exclusion économique dont elles sont victimes existe encore même si leur niveau de vie s'est beaucoup amélioré. Effectivement, la pauvreté reste grande, le taux de chômage préoccupant, le décrochage scolaire commun dans un quartier où encore aujourd'hui des dizaines d'enfants vont à l'école le ventre vide. Elles notent des grandes distances et beaucoup d'incompréhension entre les classes sociales.

De plus, les membres de l'Atelier ont exprimé une vive impression de rejet du système judiciaire et politique envers les *pobladores*. Elles avancent que les *pobladores* ne sont pas adéquatement protégés par la justice chilienne. Encore aujourd'hui, les gens peu scolarisés et sans les bonnes relations que possèdent les biens nantis se retrouvent gravement dépourvus devant les tribunaux. De plus, elles n'ont pas tellement confiance en la démocratie vécue au Chili aujourd'hui car elles croient, tout comme leurs homologues de l'Atelier de cuir Don Luis,

²² La revue *¿Qué pasa?* est un supplément publié dans le quotidien La Tercera.

que celle-ci ne sera pas totale et la paix vraiment installée tant que la lumière ne sera pas faite sur le cas des détenus-disparus. Une des membres conclue en disant que le Chili est un pays qu'on peut qualifier de « tranquille », mais non pas en paix, justement pour cette raison.

CHAPITRE 5

TROISIÈME ÉTUDE DE CAS :

COORDINATION VILLA O'HIGGINS²³

NOMBRE D'EMPLOYÉES : dans les années 1980, jusqu'à 300 femmes;
en 2004, environ 75 employées réparties en 6 ateliers.
TYPE DE PRODUIT : artisanat (*arpilleras*)
ANNÉE DE CRÉATION : 1974
LIEU D'IMPLANTATION : Commune de La Florida (Santiago), 403 753 habitants
ORGANISATIONS QUI APPUIENT : Fondation Solidarité (Vicaria de la Solidaridad),
SOL²⁴, Gouvernement du Chili

La Coordination de la Villa O'Higgins a vu le jour en 1974 lorsque plusieurs femmes de la Villa O'Higgins, *población* située dans la commune de La Florida au Sud de Santiago, se sont réunies dans le but de trouver une solution à la dure crise économique qui secouait le pays après le Coup d'État.

Avec ses 403 753 habitants (Anuario de Demografia, 1997), la commune de la Florida, située au sud-est de la capitale, est de loin la plus peuplée de la région métropolitaine. Comme la plupart des communes établies dans la périphérie de Santiago, La Florida est une ancienne zone agricole consacrée à la culture du raisin. L'arrivée du chemin de fer en 1891 a permis le transport des produits agricoles vers le centre de la capitale mais aussi l'établissement des premiers habitants, les travailleurs chargés de l'entretien du réseau ferroviaire tout neuf. C'est cependant dans les années 1940 que les gens commencent à s'installer plus massivement à l'intérieur des frontières de la commune. Dans les années 1950, l'installation des nouveaux arrivants est plus

²³ Coordinadora Villa O'Higgins

²⁴ Solidaridad con Organizaciones Locales, Solidarité avec les organisations locales

organisée et donne naissance à des quartiers où habite aujourd'hui la classe moyenne. Dans les années 1960, le gouvernement chilien adopte une politique d'appui au logement social. Cette période est riche en prises de terrain de toutes sortes, à l'origine de plusieurs quartiers populaires qui existent aujourd'hui (dont la Villa O'Higgins dont il sera question dans cette partie du mémoire). Du début des années 1960 et ce, jusqu'à la fin des années 1970, la population croît très rapidement. Dans les années qui suivirent, plusieurs investissements privés dans la construction immobilière ont été réalisés (Ilustre Municipalidad de La Florida, 2004). Aujourd'hui, La Florida est une commune assez hétérogène économiquement. On y retrouve encore des quartiers populaires mais plusieurs nouveaux quartiers beaucoup plus riches ont été bâtis récemment.

5.1. MISE EN CONTEXTE

Les conjoints des femmes membres de l'Atelier avaient perdu leur emploi et il était urgent de trouver une manière de survivre. L'idée de former des ateliers d'artisanat est née de cette façon. Plusieurs types d'activités étaient offerts : broderie, tricot, couture, etc. Mais afin de dénoncer les violations graves aux droits humains perpétrées par les militaires, les femmes ont aussi commencé à coudre des *arpilleras*. Le travail des femmes dans les ateliers reflète la conjoncture sociale et politique extrêmement violente vécue dans les quartiers populaires de l'époque. La directrice de la coordination décrit la situation :

Le soir, on se couchait bien tranquilles et le matin on se levait avec la police à la porte de la maison. Ils arrivaient toujours avec les militaires. À la porte de la maison avec des mitraillettes. Ils faisaient des descentes le visage peint en noir. Mais avec qui ils étaient en guerre? Avec personne! Ils sortaient les hommes des maisons et ils les regroupaient sur le terrain de soccer. Là, les militaires les emmenaient et ils les faisaient disparaître. Emilia, Entrevue E, p.7-8.

5.2. APPUIS REÇUS

Tout comme dans le cas de l'Atelier Violeta Parra, les *arpilleras* conçues par la Coordination Villa O'Higgins sont envoyées à l'extérieur du Chili par le biais de la Vicaría de la Solidaridad où elles sont vendues dans des réseaux de commerce équitable et de solidarité avec le Chili. Lors du retour de la démocratie, les appuis de l'extérieur ont été réduits à néant, laissant les membres des ateliers pratiquement sans revenus. Les ONG, tout comme la plupart des Chiliens sans doute, n'avaient pas prévu d'effet négatif au retour de la démocratie. Ils croyaient au contraire que le retour à un État de droit donnerait des opportunités aux gens qui avaient travaillé dans les organisations sociales ou au sein d'ateliers solidaires. Mais ils s'étaient trompés : le monde avait changé et le modèle économique imposé par les militaires était là pour rester. Une travailleuse d'une ONG relate :

Sérieusement, on a jamais prévu ce qui s'est passé. On pensait que la démocratie nous apporterait juste des bonnes choses. Juste pour te dire, quand la démocratie est revenue, des femmes d'un atelier nous ont fait une arpillera avec un gros arc-en-ciel qui était le symbole de la lutte anti-dictatoriale et sur l'arpillera c'était écrit : « Bienvenue démocratie ». Et nous, dans les mois qui ont suivi le retour de la démocratie on a eu des gros problèmes de financement. Pendant des mois on a pas eu de salaire ici. À chaque soir avant de partir, on se réunissait et on se partageait les quelques pesos qu'on avait et qu'on utilisait pour payer notre transport pour retourner chez nous. Et là, on allait en face de l'arpillera et on disait en riant : Bienvenue démocratie! C'était bien drôle en tout cas. Zoé, Entrevue Q, p. 1-2

À cause du retrait des appuis internationaux, l'histoire se répète : les associées ne pouvant plus subvenir à leurs besoins quittent l'organisation en quête de travail en dehors de celle-ci. De plus de 300 membres dans les années 1980, la Coopération en regroupe aujourd'hui entre 75 et 80, qui se répartissent en 6 ateliers qui regroupent des femmes de différents secteurs de la commune et qui exercent différents types d'artisanat : couture, tricot et *arpilleras*. Les femmes qui décident de demeurer dans le groupe doivent souvent se tourner vers un revenu parallèle.

Les femmes organisées de la Coopération ont eu la chance d'avoir reçu des appuis variés et utiles. D'abord, le fait d'avoir l'aval de la Vicaría de la Solidaridad, organisation faisant partie de l'Église catholique et donc passablement respectée par la Junte, les protégeait jusqu'à un certain point du harcèlement et de la violence perpétrée par les forces policières. Lors d'une discussion informelle avec une des membres de la Coopération, on nous a révélé que lors d'affrontements violents avec les forces de l'ordre, lorsque les choses s'envenimaient et que l'armée ou la police étaient sur le point de faire une entrée massive ou de s'adonner à des arrestations multiples, quelques représentants du clergé sortaient alors et allaient se placer directement devant les manifestants dans le but de protéger leurs ouailles. À plusieurs reprises, les soldats ou les policiers rebroussaient chemin sans demander leur reste. De plus, la Vicaría fournissait des denrées alimentaires à la cuisine populaire locale qui comptait dans ses rangs un grand nombre de femmes de la Coopération Villa O'Higgins ainsi que leurs familles. Les produits étaient financés par la coopération internationale et distribués par des représentants du clergé dans les cuisines collectives locales.

La Fundación Solidaridad organisait continuellement des ateliers de formation pour appuyer les femmes dans leur travail mais également dans le but de leur donner une meilleure estime d'elles-mêmes et de comprendre mieux les raisons des conditions politiques, sociales et économiques avec lesquelles elles devaient maintenant composer. Les thèmes étaient variés et étaient choisis en lien avec le contexte au sein duquel les travailleuses des ateliers évoluaient quotidiennement. Il y avait des cours plus techniques sur la couture ou le tricot mais ces cours techniques n'étaient en fait qu'un prétexte. On souhaitait avant tout aller « au-delà de la machine à coudre »²⁵ et avoir une approche plus globale dans les interventions pour que les secteurs touchés par l'exclusion sociale puissent établir un dialogue le plus égalitaire possible avec l'État et avec les autres entrepreneurs. Pour en arriver là, les acteurs locaux doivent comprendre le monde dans lequel ils vivent. Il y avait donc des ateliers sur les droits humains, sur le nouveau système politique chilien et sur le modèle économique imposé par les militaires. Chaque femme a reçu ces enseignements comme elle a pu mais la Fundación Solidaridad s'est toujours fait un devoir de transmettre des connaissances dans ce sens.

Pendant quelques années, les ateliers ont aussi reçu l'appui d'une ONG suédoise qui a financé l'envoi de coopérants ayant reçu le mandat de les aider dans l'administration de la Coopération. En 1983, les membres des ateliers réussissent à acheter, grâce à l'ONG Solidaridad con Organizaciones Locales (SOL) qui a fourni une partie des fonds, une petite maison dans le quartier où elles peuvent organiser des réunions et travailler. Jusque-là, elles se regroupaient dans des locaux prêtés par l'Église ou par la cuisine collective locale ou encore au domicile d'une des associées. Cette maison, bien qu'appartenant légalement à la Coopération, est ouverte à la communauté et sert aujourd'hui de lieu de rencontre pour nombre

²⁵ Entrevue J, p. 11

d'organisations locales : regroupement de mères adolescentes, de vendeurs ambulants, de personnes âgées, groupe de rock ou organisation produisant des produits faits à base de plantes médicinales. Depuis le retour de la démocratie, la Coordination a aussi reçu des subventions de la Municipalité. Il y a quelque temps, le Gouvernement a offert 6 ordinateurs neufs à la Coordination. L'objectif des membres, comme dans le cas de la maison, est de donner accès à l'équipement informatique à toute la communauté. L'association a déjà reçu un appui financier de la municipalité, mais celui-ci n'a pas été reconduit pour l'année 2004. Les apports économiques des municipalités sont très bas et les membres de la Coordination voudraient faire adopter une motion par le Conseil municipal qui assurerait qu'une petite partie du budget municipal (1 %) aille aux groupes de femmes de la commune. Les membres des ateliers critiquent cependant le fait que les exigences bureaucratiques sont très pointues et qu'il est difficile, pour une organisation telle la leur, de mettre la main sur tous les documents nécessaires au dépôt officiel d'une demande de subvention.

Les ateliers sont aussi en lien étroit avec un député socialiste avec qui elles organisent des journées de débats et d'information. De plus, elles ont de bonnes relations avec un des conseillers municipaux qui les appuie en leur facilitant l'accès au Conseil Municipal, qui les aide à distribuer les documents qu'elles font circuler auprès de tous les conseillers pour que ceux-ci soient au courant de leurs préoccupations.

5.3. INTÉGRATION ÉCONOMIQUE

Il est difficile d'évaluer dans quelle mesure les activités de la Coordination Villa O'Higgins contribuent à l'intégration économique des membres qui y prennent part car plusieurs d'entre elles ont un travail parallèle à l'atelier. Par exemple, la directrice de l'association est aussi propriétaire d'une micro-entreprise de confection de vêtements. Elle est également bénéficiaire d'une subvention du FOSIS qui lui a permis d'acheter un photocopieur. Elle offre donc un service de photocopie aux gens du quartier. Néanmoins, on peut parier que si les femmes doivent se tourner vers des revenus supplémentaires à l'extérieur de l'atelier c'est que ces derniers ne sont pas suffisants et ne permettent même pas la survie.

Quoi qu'il en soit, les associées de la Coordination déclarent vivre mieux qu'il y a 30 ans. La hausse du salaire minimum dans les dernières années y est certainement pour quelque chose. Nous avons par ailleurs remarqué que plusieurs des enfants de ces femmes fréquentent ou ont fréquenté l'université.

Comme dans le cas de l'atelier Violeta Parra, la fonction économique des ateliers est inextricablement liée aux fonctions sociales et politique. Cependant, parce que les revenus ne permettent plus de vivre, l'aspect revendication sociale prend lentement le dessus :

Avant, on se réunissait pour un seul objectif : travailler et renverser la dictature. Dans ce temps-là. Et maintenant on a aussi un objectif commun: travailler et défendre les droits des femmes. Parce que la femme vit beaucoup de discrimination au Chili. Dans toutes les sphères de sa vie : social, politique, au travail, dans tout. En fait, aujourd'hui notre objectif est moins travailler que de défendre nos droits parce qu'il y a peu de travail. On veut conquérir de nouveaux espaces dans la société. C'est ça qu'on veut. Emilia, Entrevue E, p. 9.

Un des changements importants remarqué par les intervenants qui appuient cette organisation est le fait que les membres de la Coordination ont acquis au cours des années, des connaissances en économie et sur les mécanismes du marché, inconnues d'elles auparavant. En effet, elles comprennent mieux les exigences de celui-ci et sont plus au courant qu'avant du fonctionnement des canaux de distribution de leurs produits. De plus, elles ont compris que le modèle économique ultra-libéral, imposé par les militaires pendant la dictature, n'est pas exclusif au Chili, bien au contraire. Elles savent que le néo-libéralisme est un mouvement mondial. Elles comprennent maintenant que les militaires latino-américains n'ont été que des acteurs ayant pour mission d'imposer ce modèle sur le continent. Les femmes ont acquis des connaissances générales sur les impacts de la mondialisation. Le défi de taille est de savoir comment elles pourraient se positionner dans ce nouvel environnement pour être capable de tirer leur épingle du jeu.

5.4. PARTICIPATION POLITIQUE

Ce qui attire l'attention dans le cas de la Coordination Villa O'Higgins, c'est le dynamisme des revendications menées par ces femmes. En fait, tout comme dans le cas de l'Atelier Violeta Parra, les aspirations des intégrantes de la Coordination ne se limitent pas à la sphère économique. Dans le cas de la Coordination Villa O'Higgins, le cheval de bataille est le droit des femmes. L'organisation est d'ailleurs partie prenante de plusieurs réseaux: comme l'Union communale des groupes de femmes, une organisation qui regroupe des associations de femmes de la commune de La Florida; REMO, le regroupement national des groupes de femmes, Cordillera, un collectif de groupes de femmes et SOL qui réunit plusieurs

organisations locales. La directrice des ateliers a aussi participé au Forum Social Mondial à Porto Alegre en 2002, dans le but de tisser des liens avec des organisations semblables oeuvrant à l'extérieur du Chili. La directrice de la Coordination est en même temps dirigeante de la *Junta de Vecinos* locale.

On ne peut manquer de mentionner également que la Coordination a été protagoniste d'activités politiques lors de la campagne référendaire de 1989. Le rôle des associées a été de mettre sur pied, conjointement avec le député socialiste avec qui elles collaborent régulièrement aujourd'hui, des ateliers de formation qui avaient pour objectif d'informer les gens sur les enjeux du plébiscite mais également de les familiariser avec le mode de scrutin, une grande partie de la population n'ayant jamais voté. En fait, la Coordination a toujours eu des liens avec des politiciens de gauche, même aux moments les plus noirs de la dictature lorsque les partis politiques devaient réaliser leurs activités dans la clandestinité.

Les femmes des ateliers ont aussi été les initiatrices de la campagne participative d'asphaltage des rues de la *población* y il a quelques années. Elles ont mesuré elles-mêmes les rues à paver, récolté les fonds nécessaires auprès des voisins et chargé quelqu'un d'administrer le pécule amassé. Aujourd'hui, toutes les rues sont asphaltées.

Malgré tout le dynamisme qu'on peut y voir, il nous a paru évident que cette militance politique ouverte n'est pas partagée par tous les membres de l'association. Loin de là. Ce sont avant tout les dirigeantes qui participent et qui organisent les activités à caractère politique. On nous a confié que lors des journées organisées par le député socialiste avec qui l'organisation

collabore, seules quelques femmes y participaient. De plus, lors de notre première visite où la majorité du groupe était présente et où nous avons présenté la recherche et posé quelques questions générales, seules quelques femmes répondaient à nos questions. Nous avons même senti que certaines questions concernant la politique dérangeaient quelques membres de l'association. Nous ne nous étions pas trompée : lors des entrevues individuelles, on nous a raconté que le fait de participer ou non et de se présenter comme un groupe faisant de la politique était justement un des grands thèmes litigieux que la Coordination tente de débattre et de résoudre sans succès depuis des années . Alors que certaines conçoivent le groupe simplement comme un atelier de production où on a la chance de gagner des sous et de se rencontrer entre femmes pour discuter, d'autres vont plus loin et croient que l'existence même de l'association est une revendication politique : des femmes vivant une situation économique précaire qui s'organisent est un acte politique. De plus, elles ne voient pas comment elles pourraient passer sous silence les problèmes que vivent les femmes et ne pas utiliser l'énergie du groupe pour mener leurs revendications. D'ailleurs, au cours de l'analyse finale de ce mémoire, nous approfondirons davantage le thème des différents degrés de participation politique au sein des OÉP.

La Coordination Villa O'Higgins est reconnue légalement comme étant une organisation sociale municipale. Ce statut juridique a un impact sur les activités du groupe car la loi interdit aux associations sociales de faire de la politique. En fait, cela signifie que le groupe ne peut se dire en faveur d'un parti politique ou d'un autre ou s'adonner au prosélytisme politique. Les revendications en faveur des femmes ou de la justice sociale ne sont pas de la politique partisane et ne sont donc pas interdites par la loi. Malgré cela, plusieurs

femmes refusent de s'adonner à quelque activité politique que ce soit et ce, au grand dam des dirigeantes qui croient que la Coordination n'est ni neutre ni apolitique et qui s'évertuent à trouver mille tribunes pour faire entendre leurs voix. Depuis le départ des militaires, la plupart des membres refusent la confrontation avec qui que ce soit. Les leaders de l'Atelier nous ont expliqué que pour les participantes, ce choix est plus commode. Elles ne croient pas que leurs collègues aient peur, mais plutôt qu'elles ne sont pas particulièrement intéressées à s'impliquer.

Nous sommes cependant d'avis que l'expérience de vie et de lutte acquise au cours des années dans le sillage de la Coordination a été extrêmement bénéfique et formateur et ce, même si la participation politique n'est pas vraiment généralisée au sein du groupe. Pour certaines femmes, la participation au sein de l'atelier leur a permis d'accéder directement à d'autres postes de leadership social, comme c'est le cas de la directrice de la Coordination qui joue aussi le rôle de dirigeante de la *junta de vecinos*.

Les femmes ont appris à parler, elles sont beaucoup plus organisées et elles ont un savoir-faire organisationnel bien plus poussé que les femmes ordinaires d'un quartier populaire. (...) Il y a plusieurs cas où les femmes des ateliers sont celles qui dirigent aussi les juntas de vecinos parce que les autres femmes ne sont pas capables de le faire : elles ne sont pas assez solides et n'ont pas l'expérience des femmes des ateliers.
Zoé, Entrevue Q, p. 2.

Toutes les femmes ne sont pas devenues dirigeantes sociales, mais la Coordination a tout de même été une bonne école où on a été en mesure de former les membres afin qu'ils utilisent leur droit de parole. De plus, une des grandes réussites de la Coordination et des organisations qui l'ont appuyée a été d'avoir réussi à briser la peur, à mettre les femmes suffisamment en

confiance pour qu'elles mettent en pratique leurs nouveaux acquis et ce, dans un contexte où même les militants les plus braves et les plus aguerris hésitaient avant de s'exprimer en dehors de la sphère privée par crainte de représailles.

Pour moi, les ateliers ça a servi à me former, à apprendre à parler en public, à me laisser aller et à dire ce que je voulais dire. De ne plus avoir peur de qui était à côté de moi et de qui pouvait m'écouter. Non. Elles m'ont appris à dire ce que je voulais dire, à dire ce que je pensais. Entrevue E, p. 12.

D'autre part, l'expérience de revendication permet aussi aux membres d'avoir une vision plus globale des problèmes et de ne plus percevoir ceux-ci comme exclusivement personnels et de développer vraiment une conscience sociale et une envie de changer les choses. Les membres du groupe sont capables de voir au-delà de leur propre situation et de se battre pour faire améliorer le sort des autres.

Je crois qu'il faut penser aux gens qui manquent. Il y a des gens qui ont déjà eu leur mort, qui savent où il a été enterré et tout ça. Mais il faut penser aux autres. Pas seulement... Si je retrouve mon fils, penses-tu vraiment que je vais arrêter de lutter? Ben non. Il faut que je me batte pour les autres pour que tout ça ne recommence pas. Isidora, Entrevue I, p. 11.

Certains jeunes ont aussi commencé leur parcours militant dans le sillage de la Coordination de la Villa O'Higgins. Cette dernière leur a donné le goût de s'impliquer dans la communauté et les femmes qui ont mis sur pied l'association sont pour elles des modèles. La Coordination a été capable d'attirer quelques jeunes femmes et ainsi, former la relève. Lors de la rencontre de groupe qui a précédé les entrevues individuelles avec les dirigeantes de la Coordination, la benjamine de l'association nous a par ailleurs expliqué :

J'ai une autre perspective de la Coordination parce que je suis arrivée ici très jeune. Je les écoute parler ce soir, de comment elles ont réussi à faire tout ça, d'avoir la maison, d'avoir maintenu la pertinence de l'organisation et je les admire vraiment. Je te jure, je les admire beaucoup. (...) Je veux toujours apprendre d'elles, et je les écoute, et je les écoute car ce sont des personnes adultes qui ont une grande sagesse... Parce que pour moi, cette époque-là c'est un autre monde. Je peux presque pas croire qu'elles ont passé par tant de choses. Parce que moi, je suis arrivée ici quand j'étais petite. J'ai été élevée pendant la dictature. J'arrivais ici en uniforme d'école. J'étudiais dans ce temps-là et mon père me disait tout le temps: "tu ne peux pas parler dans la rue, tu ne parles pas dans l'autobus et tu fais attention avec qui tu parles". Alors je suis arrivée ici et j'avais très peur. Je suis arrivée ici avec une des fondatrices de l'organisation. Elle m'amenait avec elle parce qu'elle savait que je voulais quelque chose mais je ne savais pas quoi moi-même. Je suis arrivée ici à 15 ans, du Lycée de Rancagua sans la permission de mon père parce que mon père est de droite. Entrevue E, p. 12.

Il est cependant difficile pour certains de croire que les ateliers comme ceux regroupés au sein de la Coordinadora Villa O'Higgins ont un véritable poids politique. Si les ONGs qui les accompagnent et les professionnels qui les entourent ne réussissent pas vraiment à influencer les politiques, comment des femmes sans beaucoup d'éducation formelle, en provenance de « l'autre Chili » peuvent-elles avoir une incidence sur les grands enjeux en cours dans la société chilienne? Comme le dit un des intervenants, les OÉP serviraient avant tout à assurer la stabilité sociale :

Elles contribuent à une certaine stabilité sociale. Pendant qu'ils travaillent tous, ils contribuent à la stabilité sociale. Je pense que c'est terrible de dire ça, mais c'est comme ça. Yoann, Entrevue K, p. 11-12

Selon cette optique, les OÉP n'auraient pas d'influence sur la politique nationale, le travail des gens oeuvrant dans le secteur de l'économie populaire servirait davantage à « endormir » les travailleurs. Possédant un travail qui leur permet de survivre, ils sont moins enclins à exiger des changements économiques et sociaux qui déstabiliseraient le fonctionnement traditionnel de la société chilienne. On peut aussi croire que ces organisations n'ont pas vraiment eu la capacité de

transformer la société mais que le travail réalisé dans les associations a changé la vie des gens qui y ont participé et celles de leurs familles immédiates, ce qui est déjà beaucoup.

D'un autre côté, certains croient que l'État doit maintenant tenir compte des leaders communautaires car dans certains quartiers, les autorités ne savent plus à quel saint se vouer : les problèmes sociaux vécus dans ces districts les dépassent et les groupes locaux et leurs dirigeants ont un pouvoir et l'État leur reconnaît une expertise comme jamais il ne l'avait fait auparavant.

Les intégrantes de la Coordinadora croient, quant à elles, qu'elles sont et qu'elles ont été un acteur politique et qu'elles ont précipité le départ des militaires :

On a mis Pinochet dehors. Nous les femmes on l'a fait tomber. Ça a été une belle fête quand on l'a mis dehors. Emilia, Entrevue E2, p. 11

Cet optimisme attire beaucoup l'attention car pour la première fois, le sentiment d'exclusion du politique nous a semblé moins fort que celui existant au sein des autres organisations participantes à l'étude. Comme dans les autres cas, les problèmes liés à l'impunité ont été soulevés tout au long des entrevues. Le cas des détenus-disparus qui est évoqué en filigrane à travers les discussions semble ici aussi avoir eu des répercussions sur la confiance des gens envers l'État et la justice et avoir beaucoup blessé et marqué les répondants. Cela dit, l'impression générale qui se dégage ici est le fait que les dirigeantes de l'organisation croient que les choses se sont améliorées : le gouvernement se préoccupe davantage des *pobladores* et des personnes à faible revenu et la démocratie, tout en étant encore imparfaite et pleine de défauts gagne tout de même du terrain. On nous a en effet fait remarquer que la démocratie vécue au

Chili est beaucoup plus stable et mieux installée qu'il y a quinze ans et que plus personne n'a peur que les militaires reprennent le pouvoir. Les gens apprennent tranquillement à s'exprimer et à perdre leur peur, certains responsables de violations aux droits humains ont été traduits en justice, les corps de certains disparus ont été retrouvés et remis à leurs familles, l'ex-dictateur a été emprisonné pendant plusieurs mois il y a quelques années (au moment d'écrire ces lignes, ce dernier vient d'ailleurs de perdre son immunité et pourrait éventuellement subir un procès pour les crimes commis pendant l'Opération Condor). Ces événements auraient été impensables il y a quelques années. On nous a expliqué que le retour à la démocratie est un processus continu, qui se construit et est étendu dans le temps.

Il y a beaucoup de gens qui disent qu'il n'y a pas de démocratie en ce moment. Surtout le Parti Communiste. Mais je ne suis pas d'accord avec eux. Parce qu'après 15 ans, on ne peut pas demander des miracles. Et la démocratie, ça se travaille, c'est tout un processus. On n'arrive pas du jour au lendemain à la démocratie, ça marche pas comme ça. C'est tout un processus. Isidora, Entrevue I, p. 11.

5.5. INCLUSION SOCIALE

Une des grandes victoires de la Coordination a été de faire prendre conscience aux femmes qu'elles avaient des droits, de leur donner accès à un travail rémunéré, de devenir l'unique soutien financier de la famille dans bien des cas et d'avoir des contacts avec l'extérieur. Après leur passage au sein du groupe, plusieurs femmes n'acceptaient plus certaines situations (violence de la part du conjoint, restriction dans les allées et venues) tandis que d'autres n'exigeaient pas nécessairement de changements immédiats mais savaient que ce qu'elles vivaient n'était pas normal et que tôt ou tard elles devraient agir pour leur bien ou celui de leurs enfants. Ainsi, si le travail de conscientisation, fait dans le cadre des activités du

groupe, n'a pas toujours réussi à faire changer les comportements, il a au moins servi à faire réfléchir et à faire croire en une possibilité de changement.

D'autre part, la Coordination de la Villa O'Higgins a contribué et contribue encore aujourd'hui à préserver la mémoire. Les membres des ateliers ne centrent plus leurs préoccupations sur les événements commis pendant la dictature. La situation politique a changé, le temps a passé et comme nous l'avons vu, leurs revendications se sont élargies, laissant place à une lutte davantage centrée sur les droits des femmes que sur les conséquences de la dictature sur ses victimes. Le groupe a su adapter ses demandes au contexte et c'est très bien ainsi. Cependant, les membres de l'Atelier participent régulièrement à des actes symboliques de commémoration où elles témoignent de leur expérience et expliquent la genèse de leur parcours et de leur travail au sein des ateliers solidaires. Nous voyons cependant que leur rôle de gardiennes de la mémoire va plus loin. Lors d'événements politiques ou sociaux, elles se mobilisent souvent pour appuyer ou pour rejeter les propositions faites par les acteurs politiques. Elles sont présentes pour dire aux gens : *« attention, on ne peut se résoudre à cela. Cela ressemble à une situation qu'on a déjà vécue. Vous souvenez-vous quand... »*. La Coordination de la Villa O'Higgins, tout comme d'autres organisations du même type, agit comme la conscience des communautés et permet non pas de ressasser de sempiternelles revendications mais de faire en sorte que les gens gardent en tête les événements passés et soient plus vigilants. Elles croient qu'elles devraient en effet avoir ce rôle de faire en sorte que les gens se souviennent mais elles ont parfois des doutes sur le succès de telle entreprise car les dirigeantes de la Coordination sentent aussi que bien des gens ont la mémoire courte, et agissent comme si rien ne s'était passé. Elles se demandent parfois si la majorité des gens a oublié ou si les revendications ont seulement été divisées entre les

nombreuses causes : une fois les militaires tombés, chacun retournait chez lui et se battait pour une raison différente (pauvreté, droits des femmes, écologie, etc.). On nous a d'ailleurs souvent fait remarquer que la société civile est très fragmentée au Chili, très affaiblie et que la capacité générale à faire des demandes sociales s'en trouve ainsi diminuée.

De plus, la hausse du niveau de vie et l'ouverture de l'espace politique donne une perception d'exclusion sociale moins forte :

Les choses sont moins hors de portée maintenant. Maintenant, on le voit plus proche. Nous, on est pas de ce Chili de l'autre bord, mais on le voit de plus proche et on sait qu'on peut arriver là. Isidora, Entrevue I, p. 9.

De plus, comme nous l'avons mentionné, les enfants de plusieurs membres ont eu accès à l'université grâce au travail économique et social réalisé à l'Atelier. Si les mères ont été exclues socialement et économiquement, il est à parier que la situation s'en trouvera adoucie à cause de l'accès de ces jeunes à une éducation supérieure et éventuellement à des emplois moins précaires et mieux rémunérés que ceux occupés par leurs parents.

CHAPITRE 6

QUATRIÈME ÉTUDE DE CAS

COOPÉRATIVE DE TRAVAIL ATELIERS SOLIDAIRES DE SAN BERNARDO²⁶

<p>NOMBRE D'EMPLOYÉES : dans les années 1980, jusqu'à 300 femmes en 2004, 30 membres</p> <p>TYPE DE PRODUIT : artisanat (crochet, tricot)</p> <p>ANNÉE DE CRÉATION : 1974</p> <p>LIEU D'IMPLANTATION : San Bernardo, 246 762 habitants</p> <p>ORGANISATIONS QUI APPUIENT : Fondation Solidarité (Vicaria de la Solidaridad), PET, CEPAC²⁷</p>

Les ateliers solidaires ont vu le jour en 1974 à San Bernardo, une commune située au Sud de la capitale chilienne. San Bernardo ne fait pas partie de la Ville de Santiago en tant que telle, il s'agit d'un territoire appartenant à la Région métropolitaine mais étant indépendant administrativement de la capitale. San Bernardo est une commune qui regroupe 246 762 habitants. L'endroit est aujourd'hui majoritairement urbain quoique quelques zones rurales demeurent.

Au cours des siècles précédents, San Bernardo était un petit village tranquille où des habitants fortunés de la capitale possédaient une maison d'été. En 1814, lors des guerres qui mèneraient à l'Indépendance, San Bernardo fut le théâtre de la Bataille des Trois Ruisseaux (Combate de Tres Acequias) qui opposa les troupes de Bernardo O'Higgins à l'armée espagnole. C'est d'ailleurs en son honneur que la commune choisit le nom de San Bernardo.

²⁶ Cooperativa de trabajo Talleres Solidarios San Bernardo

²⁷ Centre de professionnels pour l'action communautaire

La commune de San Bernardo a été fondée en 1821, date à partir de laquelle les terres commencèrent à être divisées et vendues à des particuliers. Plusieurs *poblaciones* ont été bâties dans les années 1950, mais c'est la construction de la route panaméricaine en 1964 qui amena une brusque augmentation du nombre d'habitants. À mesure que la population augmente, San Bernardo perd peu à peu sa fonction d'endroit de villégiature. Les grandes demeures coloniales qui caractérisaient l'endroit sont transformées en maisons à appartement ou sont détruites pour faire place à des édifices plus modernes. Dans les années 1980-1990, la commune reçoit un grand nombre de nouveaux arrivants, des gens originaires de communes du Grand Santiago pour la majorité. (Ilustre Municipalidad de San Bernardo, 2004)

6.1. MISE EN CONTEXTE

Lorsque leurs maris se retrouvent au chômage, un groupe de femmes désire trouver une manière de générer des revenus pour subvenir aux besoins de leurs familles. Le curé de la paroisse leur prête de l'argent en leur disant de faire ce qu'elles jugent pertinent. Elles se rendent compte que la majorité d'entre elles sait réaliser des travaux manuels : tricot et crochet. Elles se consacreront donc à ces activités. Le groupe initial compte environ 20 personnes. Le nombre de membres augmente vite cependant : les Ateliers solidaires de San Bernardo réussiront à donner du travail à plus de 300 femmes lorsque les appuis internationaux sont les plus forts. Pendant quelques années, plusieurs femmes ont un travail à temps plein et salaire régulier qui leur permettent de bien vivre. Actuellement, la coopérative compte environ 30 membres. Lorsqu'elles se retrouvent seules et sans l'appui des ONG, avec des commandes trop rares pour permettre aux membres de vivre, les associées partent les unes après les autres en quête de travail à l'extérieur de l'atelier.

En 1991, alors que le nombre de membres des ateliers a déjà commencé à diminuer et que les appuis de la part des ONG s'amenuisent, les participantes décident de se constituer en coopérative légalement constituée en pensant qu'elles pourront avoir accès plus facilement au marché en commercialisant collectivement leurs produits. C'est à ce moment que la Coopérative de travail Ateliers solidaires San Bernardo prend son envol. Pour le Chili, il s'agit de la première coopérative légalisée constituée et dirigée par des femmes. La Coopérative produit de l'artisanat traditionnel, confectionne des vêtements crochetés à la main, des robes de mariée, des couvre-lits, des nappes et des centres de table, des lampes et des tapis.

Le conseil d'administration de la coopérative est chargé de prendre les décisions. Il regroupe 7 membres dont la directrice de l'organisation ainsi que la comptable.

La coopérative possède un local pour entreposer le matériel, ranger les documents administratifs et se réunir. Il s'agit d'une petite maison prêtée par un parent d'une des associées, la coopérative n'ayant pas les moyens de défrayer quoi que ce soit pour le loyer.

6.2. APPUIS REÇUS

Lors de leurs débuts, les ateliers solidaires de San Bernardo ont eu l'aval de Caritas Chile qui leur a accordé de l'aide financière avec l'objectif qu'elles réussissent à produire des biens d'artisanat, dans le but d'augmenter les revenus des ménages.

Tout comme leurs collègues de l'Atelier Violeta Parra ou de la Coordination Villa O'Higgins, les associées exportent leurs produits à l'extérieur du Chili via la Vicaría de la Solidaridad et plus tard avec la Fundación Solidaridad. Elles participent à plusieurs formations offertes par le PET et le Centro de Profesionales para la Acción Comunitaria (CEPAC) qui les conseille et leur offre un appui technique pour l'amélioration de la qualité des produits lors de la mise sur pied de la coopérative en 1991. (Cooperativa de Trabajo Talleres Solidarios San Bernardo, Document d'information, s.d.)

Le soutien apporté par la plupart ONG est tombé d'un coup lors du retour à la démocratie ou encore le type d'appui change radicalement. Aux dires d'un des participants à la recherche, les organisations comme celle des ateliers solidaires sont devenues comme orphelines une fois la dictature terminée. Le travail d'appui et d'accompagnement que réalisaient les ONG locales et l'Église catholique cesse soudain. L'Église se retire en premier, jugeant que la société civile doit être protagoniste du processus de démocratisation. Elle croit que son mandat en est un d'évangélisation et que l'Église ne doit pas prendre la place des organisations de base ou des ONG qui, une fois la démocratie revenue, pourraient avoir une plus grande marge de manœuvre. Dans le cas des ateliers solidaires, on a retiré le soutien peu à peu en disant que l'organisation était prête à se prendre en charge. On croyait que les choses ne pouvaient qu'aller en s'améliorant avec le retour de la démocratie et que l'appui des ONG était moins nécessaire. Mais les ateliers manquaient de préparation et de formation et les choses ont été moins faciles qu'elles ne le paraissaient au départ.

Avec le retrait des ONG et le retour de la démocratie, les organisations doivent se mesurer à un nouvel acteur de taille avec qui elles avaient été en confrontation pendant les 17 dernières années : l'État chilien. Bien que démocratique et beaucoup plus enclin à donner un coup de main aux organisations sociales que leurs prédécesseurs militaires, la relation n'est pas sans heurts : en effet, la relation horizontale qui existait entre les ateliers solidaires et les ONG qui les supportaient disparaît. En fait, les participants des organisations sociales retournent dans une position inférieure, une position d'assistés. Les ateliers doivent maintenant participer à des concours pour avoir accès aux fonds. Les ONG qui les appuyaient reçoivent maintenant des subventions du gouvernement pour exécuter certains programmes. Elles n'ont plus l'indépendance d'action qui les caractérisait jadis.

Quand les organisations devaient prendre contact avec le monde des ONG qui était leur référent ou avec le monde de l'Église, c'était une relation horizontale. De plaintes, de réclamations, de « t'as volé l'argent, il est où? », bref, il y avait une relation horizontale, de « tu travailles pas comme tu devrais », de « qui convoque, nous ou vous autres? » ou de « comment on fait ça »... Et tout à coup, elles se retrouvent avec une relation verticale avec l'État et ça, ça vient compliquer beaucoup leur travail. Elles redeviennent un monde de pauvres. Ce monde héroïque est un monde qui, pendant la dictature, avait des principes solides de solidarité, de comprendre les droits humains... Un monde héroïque vraiment (...). Les concours, les programmes, tout fonctionne pareil comme le marché. Alors les relations sont différentes et elles [les membres des organisations] redeviennent des pauvres. Juliana, Entrevue J, p. 2.

Ici aussi les critiques envers l'État fusent. Les aides financières sont presque toujours refusées à la coopérative. En effet, selon le gouvernement, les femmes membres des ateliers ne sont pas dans le besoin. En fait, les associées revendiquent de nouvelles normes pour mesurer la pauvreté et des programmes mieux ciblés qui répondraient vraiment aux besoins de ceux qui y ont recours. Actuellement, les normes qu'utilise le gouvernement pour décider d'octroyer ou non des fonds ne tiennent pas compte de la réalité des quartiers populaires. Par exemple, le fait

d'avoir un plancher en céramique et non en terre battue peut faire pencher la balance et empêcher une famille d'avoir une subvention. Or, le niveau de vie des gens des quartiers populaires a augmenté depuis 10 ou 15 ans au Chili, mais les inégalités économiques grandissent tout de même année après année et la pauvreté, même si elle est moins apparente, n'en est pas moins omniprésente. Malheureusement, les politiciens et les gestionnaires de programmes ne le voient apparemment pas de cet œil.

6.3. INTÉGRATION ÉCONOMIQUE

La coopérative génère très peu de profits. En fait, les revenus produits par la coopérative ne permettent pas aux associées de survivre. La situation est tellement dure qu'on nous a dit que la coopérative jouait cette année ces dernières cartes et essaierait pour la dernière fois de commercialiser ses produits avant de se dissoudre. La majorité des femmes qui composent les ateliers membres a des activités économiques parallèles à celles de la coopérative comme la vente de pain, d'*empanadas*²⁸ ou de *humitas*.²⁹ Le seul salaire de l'administratrice est un dédommagement économique de quelques pesos qu'elle utilise pour se rendre au local de la coopérative pour travailler. Elles ne réussissent pas, encore aujourd'hui, à augmenter le volume des ventes.

N'ayant jamais eu à commercialiser leurs produits parce que les ONG s'en chargeaient, elles se retrouvent complètement démunies lorsque la coopération internationale cesse d'acheter les biens fabriqués dans les ateliers solidaires chiliens. Elles ne savent que produire, n'ont aucune

²⁸ Empanada : chausson frit ou cuit au four qui peut être rempli soit de viande, de fromage ou de fruits de mer.

²⁹ Humitas : pâte de maïs broyé cuite dans les feuilles de l'épi.

idée du processus de distribution et de vente. En fait, pendant des années, lorsqu'elles recevaient l'appui des ONG pour la commercialisation de leurs produits, elles étaient tellement loin de la réalité du marché qu'elles n'avaient aucune idée de l'endroit où les pièces d'artisanat qu'elles produisaient étaient distribuées ou des fluctuations de la demande ou de quoi que ce soit d'autre en lien avec la commercialisation. Parfois, les produits n'étaient même pas vendus, mais puisque les membres des ateliers étaient payés par les organisations lors de la livraison de la commande dans les bureaux de l'ONG (et non conditionnellement à la vente), elles ne s'en rendaient pas compte et ne s'en préoccupaient pas.

Parce que la capacité de produire, la qualité de production augmentaient tout le temps et il y avait une bonne production pour nourrir le marché. Et le marché, il était attisé par les appuis aussi mais nous autres, les rêveuses, on a pas tout de suite visualisé pourquoi on avait plus autant de ventes, en fait, c'était des ventes fictives qui restaient accumulées dans l'entrepôt de la Fondation, de El Sol, dans les boutiques où arrivait l'argent. Eux autres, ils savaient ce qu'ils faisaient. On leur demandait jamais ce qu'ils faisaient, on s'inquiétait jamais de ce qu'ils faisaient. Ce qui nous importait c'était produire et vendre. Domitila, Entrevue D, p. 4

Cette associée de la coopérative soulève d'ailleurs un élément crucial : les produits générés dans les ateliers de San Bernardo et dans toutes les organisations semblables, que ce soit les groupes d'*arpilleristas* ou les organisations de solidarité nés à l'époque de la dictature, vendaient leurs produits dans un marché parallèle qui n'obéissait pas aux mêmes règles que le marché capitaliste traditionnel. Les biens ne gagnaient pas en valeur à cause de la qualité, de leur utilité ou de la rareté. On les achetait pour la valeur symbolique qu'ils représentaient, pour appuyer une cause, par solidarité, compassion ou par charité chrétienne. Les prix, tout comme l'acte même de faire l'achat d'un bien produit dans un atelier solidaire, étaient symboliques eux aussi. Cela ne signifie pas que les produits étaient vendus à bas prix mais bien qu'il y a fort à parier que la

fluctuation des tarifs n'entraînait probablement pas de changements majeurs dans les ventes puisqu'on se procurait les produits d'artisanat pour appuyer une lutte et non à cause de leur accessibilité économique. Les ateliers qui confectionnent les marchandises à cette époque ne sont donc pas vraiment des entreprises au sens strict du terme. Elles n'en possèdent pas encore la logique en tous les cas. Le retrait de l'aide des ONG et des agences de coopération internationale sonne le glas du marché parallèle solidaire et oblige les ateliers coopératifs à se lancer pour la première fois dans le marché libéral traditionnel et à le faire seuls. Le défi est immense.

Les associées de la Coopérative de San Bernardo disent cependant qu'elles en ont assez de vendre les fruits de leur travail uniquement à des acheteurs qui se procurent les produits par solidarité. Elles veulent conquérir le marché et se plier à ses exigences. Pendant que certains croient que le discours libéral qui veut faire de tous les travailleurs du secteur de l'économie populaire des micro-entrepreneurs à tout prix est dommageable et affecte l'identité du travailleur et oriente ses actions, d'autres croient que l'entrée dans le marché a permis des gains jusque-là impossible à réaliser.

Les femmes, parce qu'elles avaient peu d'intérêt à se former, il fallait les obliger pour qu'elles améliorent leurs capacités techniques. Il y en avait toujours une qui se chargeait de tout pendant que les autres ne se forçaient pas trop. Maintenant les femmes comme celles-là savent que le marché est le cœur de l'affaire et qu'elles doivent savoir produire pour entrer dans ce marché-là. Maintenant les discussions, avant on parlait des sorties, maintenant on parle de comment vendre, des prix qui montent, de comment faire pour que leur mari et leurs enfants ne les dérangent pas trop quand elles travaillent à la maison, de comment trouver un endroit pour travailler, où acheter, où l'on peut recevoir une formation. En fait, c'est un autre monde. Une autre mentalité complètement. (...) Dans les années 1980, les femmes étaient comme enfermées et leur univers c'était les enfants et la lutte anti-dictatoriale. Maintenant, elles sont séduites par le marché et leur développement personnel. (...) Pour moi qui m'intéresse beaucoup au thème des femmes, ce sont des choses qu'on aurait jamais pu atteindre dans un autre contexte. Juliana, Entrevue J, p. 6-7.

Malgré cela, l'entrée des petits ateliers de production dans le marché capitaliste n'est pas simple et plusieurs obstacles guettent les travailleurs dans leur incorporation au sein de ce dernier. L'importation de vêtements en provenance de Chine et de Taiwan fait très mal aux petites entreprises telle la Coopérative de travail des ateliers solidaires de San Bernardo. Les prix offerts sont parfois la moitié de ce que la coopérative demande pour une marchandise semblable. De plus, les grands magasins leur font une compétition avec laquelle il est difficile de composer, dans le sens que ceux-ci offrent des types de paiements qui facilitent les ventes (les cartes de crédit, les paiements étalés sur plusieurs mois). La coopérative ne peut se permettre de les imiter et perd des clients. Les associées savent aussi que la nature des biens qu'elles produisent complique encore les choses. Ainsi, bien que la qualité de la marchandise soit indéniable, le fait de produire à la main est très long et peut parfois prendre plusieurs jours. Les prix qu'offre la coopérative doivent tenir compte du nombre d'heures réalisées tout en demeurant compétitifs. Or, cela n'est pas toujours compatible.

Tout ceci est sans compter qu'en raison de son statut d'entreprise légale, la coopérative se voit obligée de percevoir des taxes (19 %) et des frais d'administration sur toutes les ventes, ce qui fait monter les prix de 30 % du prix de vente initial, ce qui rend les ventes encore plus hypothétiques et difficiles. C'est pour cette raison que parfois les membres acceptent des commandes « privées » qu'elles ne vendent pas à travers la coopérative. C'est un avantage pour le client qui économise 30 % sur le prix total de son achat, bénéfique pour l'associée qui effectue la vente mais il est clair que cela nuit indubitablement à la coopérative qui perd des revenus dont elle aurait grandement besoin pour se redresser et être enfin viable.

En fait, les membres semblent regretter leur décision de s'être constituées en coopérative. Elles expliquent que le fait de prendre part à une entreprise légale les oblige à respecter plusieurs normes qu'elles ont de la difficulté à remplir, étant une petite association sans beaucoup de moyens. De plus, certaines institutions ont retiré leur appui financier parce que la coopérative est à but lucratif, ce qui a beaucoup affaibli l'entreprise.

Cependant, la coopérative n'a pas connu que des échecs dans ses ambitions d'intégration économique des membres. En effet, quelques femmes ont pu utiliser les connaissances acquises au sein des ateliers pour intégrer le marché du travail formel et améliorer leur niveau de vie de façon significative.

La relation des membres de la coopérative avec le capital est assez particulière et empreinte des traits solidaires qui caractérisent l'économie populaire et qui a peut-être été héritée des contacts avec le marché solidaire dont nous faisons précédemment mention. En effet, nous

avons été surprise d'apprendre que la dirigeante de la coopérative, afin d'aider ses collègues à arrondir leurs fins de mois, leur a appris à confectionner des plats cuisinés qu'elles peuvent vendre. Autrefois ces femmes étaient les clientes de la dirigeante. Aujourd'hui celles-ci sont en quelque sorte des « compétitrices » dans le marché des plats préparés. La responsable savait pertinemment qu'elle allait perdre une part de son marché en enseignant à cuisiner à ses voisines mais elle préfère leur donner un coup de main plutôt que de faire plus de profit. Les travailleuses n'ont pas pour objectif de maximiser les profits, mais de bien vivre. La logique est donc très différente de celle des entrepreneurs traditionnels.

J'ai enseigné la conservation des aliments, j'ai enseigné à faire des empanadas, j'ai enseigné à faire du pain de Noël. Les gens à qui je vendais savent faire tout ça maintenant et en vendent aussi. Ça ne me dérange pas d'avoir perdu mes clients. Je suis contente de voir que les gens que j'ai formés puissent gagner leur vie aujourd'hui. (...) Ça fait que je suis contente de faire ce que je fais et de faire ce que j'ai fait. En fait, je ne regrette pas du tout de donner de mon temps parce que je donne beaucoup de mon temps. Ça, je ne le regrette pas. En fait, si une femme me demande de lui montrer à faire quelque chose, je le fais. Ça n'a pas d'importance de savoir si elle a de l'argent ou non. S'ils en ont, ils me paient, si non, ils me paient pas. Je pense que si je sais quelque chose et que je peux le montrer, si la personne veut apprendre, c'est tant mieux.
Domitila, Entrevue D2 p. 8-9.

6.4. PARTICIPATION POLITIQUE

Dans le cas de la coopérative, la participation politique est beaucoup plus floue, difficile à distinguer et plus rare que celle qu'on pourrait voir chez d'autres organisations semblables ayant participé à l'étude. La coopérative fait partie de la confédération de micro-entrepreneurs au plan local. Les organisations s'y réunissent dans le but de postuler à des projets offerts par l'État. Cette union est cependant ponctuelle, lors de la préparation des demandes de financement et lors de la réalisation des projets (dans ce cas-ci des ateliers de formation).

En fait, la politique semble assez loin du travail fait par les membres de l'atelier. Les associées disent connaître les opinions politiques de chacune et les respecter quelles qu'elles soient et elles en parlent quand l'occasion se présente mais cela ne fait pas partie des préoccupations centrales de la coopérative. Les participantes se sentent loin du pouvoir à tel point que même les améliorations et les promesses liées au retour de la démocratie sont pratiquement passées inaperçues des membres de la coopérative.

Je pense que pour nous les gens de la classe ouvrière, le seul politicien qui nous convenait était Salvador Allende. Mais malheureusement ils ne l'ont pas laissé gouverner et on en est là. Mais depuis que j'ai l'âge de raison, j'ai toujours pensé que la démocratie avait été une grande traîtresse de la classe ouvrière. Entrevue D, p. 19

Malgré cela, lors qu'on demande aux membres de la coopérative leur perception de la démocratie qui prévaut aujourd'hui dans leur pays, la plupart se disent satisfaites et comparent immédiatement la situation actuelle à celle d'il y a 20 ou trente ans. Assurément, la situation est plus facile maintenant et tout le monde s'entend aujourd'hui pour dire que la démocratie vaut mieux qu'un régime autoritaire, mais au-delà de cela? Quels changements sont survenus et quels autres seraient nécessaires? Les membres de la coopérative ne peuvent l'expliquer. Cependant, plusieurs personnes travaillant dans des ONG nous ont confirmé que bien des gens aujourd'hui se disent très heureux de vivre en démocratie en se comparant aux années les plus noires de la dictature et qu'ils sont peu critiques face à la nature de la démocratie en cours dans leur pays et qu'au fond, ils se contentent de peu de chose. La société chilienne n'a pas pu se poser des questions fondamentales pendant des années sur le type de démocratie nécessaire au développement du pays. De plus, la fermeture des espaces politiques ainsi que la grave crise

économique les a affectés à un tel point que la situation actuelle leur paraît idéale et ils se disent satisfaits car en effet, tout pourrait être bien pire que maintenant. Certains nous ont même dit que les gens acceptaient la situation actuelle parce qu'ils avaient perdu foi en la possibilité de changement social ou politique. Les participantes comparaient aussi beaucoup le Chili aux pays voisins, à la Bolivie ou au Pérou par exemple, où la pauvreté, l'exclusion sociale et le travail informel sont des phénomènes beaucoup plus répandus. De la même façon, la crise économique qui a secoué l'Argentine nous fait croire que les Chiliens, qui vivent dans un pays qui avait un niveau de développement semblable à l'Argentine, ont un vif sentiment de « l'avoir échappé belle ».

Malgré la participation politique très sporadique, les formations auxquelles ont participé les associées de même que l'expérience acquise au cours des années de travail au sein des ateliers et plus tard de la coopérative ont été un grand apport dans tout ce qui a trait à la formation de dirigeants. La directrice actuelle de la coopérative n'a pas fréquenté l'école très longtemps. Les ateliers de formation lui ont permis de hausser son niveau d'éducation et de le compléter par une éducation non formelle en plus d'acquérir de nouvelles compétences en organisation, en gestion de groupe et en revendication de droits. En fait, les membres de la coopérative reconnaissent que rares sont ceux qui ont des capacités innées à diriger et à organiser. Pour elles, la coopérative a été une école pour y arriver.

On a dû apprendre à être dirigeantes parce que nous en fait on a pris des cours. Parce que moi par exemple, je ne parlais pas comme je parle maintenant. Je parlais juste pour moi. Mais j'ai appris et ils m'ont montré comment faire. Je pense que c'est bien utile un cours pour apprendre à être dirigeante parce qu'on ne naît pas dirigeant, je pense qu'ils nous l'ont montré. Je pense que par le fait d'avoir appris, d'avoir fait plein de formations, notre histoire ce ne sera peut-être pas un héritage en argent qu'on va laisser, économique. Je pense que notre héritage ça va être cette lutte-là pour être ici et toujours partager avec les autres. Domitila, Entrevue D, p. 3.

6.5. INCLUSION SOCIALE

La coopérative a réussi au fil des ans à se tailler une place de choix dans le monde de l'artisanat et a gagné plusieurs prix au Chili et à l'étranger pour la qualité exceptionnelle de leurs produits. Elles participent à des foires nationales et en Argentine et sont reconnues pour l'excellence et la finesse des pièces d'artisanat qu'elles confectionnent. En fait, on dit qu'elles ont su faire renaître certaines techniques de tissage traditionnel qui avaient été oubliées (Talleres solidarios de San Bernardo, Document de présentation, s.d.). La coopérative des ateliers solidaires de San Bernardo peut donc se vanter d'avoir eu un apport culturel appréciable.

Comme dans le cas de leurs collègues de l'atelier Violeta Parra, de la Coordination de la Villa O'Higgins ou de la Société Alimentaire O'Higgins, la coopérative a donné un grand coup de pouce à la cause des femmes et a contribué à améliorer leurs conditions de vie autant économiques que sociales. Les activités des ateliers solidaires et de la coopérative ont permis un support émotionnel certain, une prise de conscience des droits pour être capable de s'opposer à leur conjoint quand cela était nécessaire et ont été un excellent moyen de gagner une nouvelle indépendance économique.

Le fait de ne pouvoir vivre des revenus des ateliers n'a pourtant pas donné lieu à la fermeture définitive de ceux-ci qui perdurent jusqu'à maintenant. Les membres organisent des vacances en commun à tous les étés et se rencontrent tous les mercredis après-midi depuis 28 ans pour discuter de travail lorsqu'il y en a ou pour prendre le thé en bonne compagnie lorsque les commandes se font attendre. L'aspect social prend peu à peu le pas sur les retombées économiques :

Je pense que dans le fond ce qu'on voulait c'était faire de l'argent. Dans le fond, je pense que c'était ça. Mais à l'heure actuelle, avec les années, on s'est rendu compte que ce groupe humain là, plus que pour l'argent, on se réunit parce qu'on est contentes de se regrouper. On a appris à faire des choses et en fait, on a découvert qu'on était capables d'aller bien au delà de ce qu'on pensait pouvoir faire.

Domitila, Entrevue D2, p. 2.

La coopérative est un groupe très solide où les liens de solidarité, d'entraide, de collaboration et d'amitié sont très forts. Les associées se connaissent bien, se viennent en aide mutuellement lorsque nécessaire, se réunissent pour des projets communs. L'expérience de travail des ateliers et plus tard de la coopérative a été un catalyseur qui a servi à renforcer des relations déjà bien établies par des réseaux de voisinage. Il est indéniable que la coopérative comme entreprise a de sérieux problèmes et nous croyons qu'il est possible que celle-ci se dissolve éventuellement. Cependant, il serait étonnant que le fameux « groupe humain » auquel les répondantes ont fait référence tout au long des entrevues, lui, disparaisse. Après vingt-huit ans de rencontres hebdomadaires ininterrompues, il serait étonnant qu'il en soit autrement.

CHAPITRE 7

CINQUIÈME ÉTUDE DE CAS

SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE O'HIGGINS³⁰

NOMBRE D'EMPLOYÉES : en 2004, 45 employés, dont 3 administratrices, une nutritionniste et une quarantaine de personnes chargées de la transformation des produits

TYPE DE PRODUIT : repas pour les cafétérias d'écoles primaires et secondaires

ANNÉE DE CRÉATION : 1992

LIEU D'IMPLANTATION : Commune de La Florida (Santiago), 109 373 habitants

ORGANISATIONS QUI APPUIENT : PROSAM³¹, JUNAEB³²

La Société alimentaire O'Higgins est située dans la commune de Quinta Normal au nord-ouest du centre-ville de Santiago. Avec ses 109 373 habitants (Anuario de Demografia, 1997), cette commune peuplée principalement d'ouvriers de la classe moyenne et de familles à faibles revenus renferme plusieurs zones industrielles et commerciales. Malgré sa vocation industrielle, la Quinta Normal est l'hôte du parc du même nom, un des poumons principaux de la capitale.

Contrairement aux autres organisations étudiées dans le cadre de cette étude, la Société alimentaire O'Higgins est moins ancrée dans le milieu car elle a ouvert ses bureaux dans cette commune seulement en septembre 2003. Au cours des années précédentes, la Société alimentaire avait pignon sur rue au centre-ville de Santiago. Cependant, l'organisation a vu le jour dans la commune de La Florida, plus particulièrement dans la Villa O'Higgins, la même

³⁰ Sociedad Alimenticia O'Higgins

³¹ Programme d'action pour les femmes, une ONG qui a pour mission « d'enrayer la pauvreté en mettant sur pied des stratégies de développement à partir d'une approche de genre afin de promouvoir l'égalité des opportunités y d'améliorer les conditions et la qualité de vie de femmes de secteurs populaires ». PROSAM, Document interne.

³² Association nationale d'aide scolaire et de bourses. Organisme gouvernemental ayant pour mandat de fournir entre autres des bourses permettant aux enfants et aux jeunes de familles à faible revenu de recevoir leurs repas gratuitement durant la journée scolaire.

población d'où est issue la Coordination Villa O'Higgins. D'ailleurs, tout comme cette dernière, la Société alimentaire a tiré son nom de son quartier d'origine.

7.1. MISE EN CONTEXTE

Les cuisines collectives ont joué un rôle très important au Chili dans les années 1980. D'organisations dont l'objectif de départ est de donner accès à l'alimentation à de nombreuses familles touchées par la crise économique qui secoue le pays après l'arrivée au pouvoir des militaires en 1973, elles se transforment vite en creuset d'activités communautaires : nombre d'ateliers d'*arpilleras* ou de centres d'accueil pour personnes âgées ont vu le jour, portés par des dirigeantes de cuisines collectives (Document de travail, Société Alimentaire O'Higgins, 2003). Avec le retour de la démocratie, la grande majorité des cuisines ferment leurs portes. L'expérience acquise par les femmes travaillant dans les cuisines collectives met en lumière l'importance de l'organisation communautaire. C'est sans doute pour cette raison que certaines cuisines collectives optent pour la reconversion plutôt que le retrait définitif (Document de travail, Société Alimentaire O'Higgins, 2003).

C'est dans ce contexte que la Société alimentaire O'Higgins a ouvert ses portes en 1992. Des femmes dirigeantes de cuisines collectives décident de démarrer de petites entreprises de préparation de repas destinés aux cafétérias des écoles situées dans les quartiers défavorisés. En fait, la Société Alimentaire O'Higgins n'est pas la seule à voir le jour : en tout, ce sont 8 petites entreprises qui surgissent à la même époque. Elles sont toutes portées par des anciennes dirigeantes de cuisines populaires et leur famille. Les techniciens et techniciennes (on les appelle

les « manipulateurs » car ce sont eux qui manipulent et préparent les aliments) ne sont pas de la famille cependant.

En 2003, les 8 entreprises préparaient 2,63 % du nombre total de rations distribuées par la JUNAEB. Elles exerçaient leurs activités dans 6 communes de Santiago et employaient plus de 400 femmes. (PROSAM, 2003) En ce qui concerne la Société Alimentaire O'Higgins, elle donne du travail à 45 personnes et distribue 3500 rations alimentaires par jour. La Société Alimentaire O'Higgins est une entreprise formelle et légalisée. Il aurait été impossible de faire autrement : travailler dans le secteur alimentaire exige le respect de normes d'hygiène strictes et la détention d'un permis de salubrité émis par l'État. Sans cela, il leur aurait été impossible de recevoir des contrats provenant du Gouvernement. Il faut aussi ajouter que la Société Alimentaire O'Higgins veut maintenant instaurer le système de gestion de la qualité ISO 9001-2000. Il s'agit en fait d'une innovation dans ce secteur : aucune autre entreprise concessionnaire ne possède cette certification à l'heure actuelle. La Société Alimentaire O'Higgins serait donc pionnière en ce sens. L'entreprise est dirigée par un conseil d'administration regroupant 3 personnes : une administratrice, la superviseuse ainsi que la directrice de l'organisation. L'entreprise bénéficie également des services d'une nutritionniste qui aide à planifier les menus offerts.

7.2. APPUIS REÇUS

Passer d'un statut de groupe d'entraide à celui d'entreprise (formelle en plus) est un défi de taille. Heureusement, la Société Alimentaire O'Higgins a pu compter sur des appuis significatifs. Le Programa de Acción con Mujeres (PROSAM) a joué un rôle de promoteur de

ces entreprises auprès de la Junta Nacional de auxilios escolares y becas (JUNAEB) pour que celle-ci accepte de faire affaire avec les 8 micro-entreprises. Jusque-là, la JUNAEB ne travaillait qu'avec de grands entrepreneurs.³³ Le FOSIS a octroyé un crédit lors du démarrage de la Société Alimentaire O'Higgins. Cet appui a été très important car les promotrices disposaient d'un très faible capital de départ. Maintenant, les 8 entreprises se regroupent afin d'acheter certains produits en commun. La petite taille de chacune des organisations fait en sorte que les prix qu'elles sont en mesure d'offrir sont plus élevés. Le fait de se regrouper diminue les coûts et les rends plus compétitives.

Pour la Société alimentaire O'Higgins, il a toujours été difficile d'avoir accès au crédit et d'obtenir l'aval des banques pour leurs activités. Ces dernières refusent de donner des crédits parce que le risque est très grand. En effet, qui aurait parié que des femmes qui possédaient une faible scolarisation et aucune expérience des affaires auraient un jour pu diriger une entreprise viable et génératrice de profits? Mais il n'y a pas que le risque financier, il y a aussi l'écart culturel entre les classes sociales, la façon de parler, de s'habiller, de présenter, qui joue sur la crédibilité et qui a influencé les décisions des banquiers.

Lors des entrevues avec les représentantes de la Société Alimentaire et avec celle de l'ONG qui les a appuyées, il a été souvent question du rôle que devrait jouer l'État chilien pour appuyer les micro-entreprises. Ici aussi on critique les programmes gouvernementaux qui sont très rigides, ne laissant pas de place à la créativité et au caractère distinct de ces entreprises. Les petits commerces ou les organisations sociales qui font des demandes de subvention doivent

³³ La JUNAEB distribue les contrats dont elle dispose à des entreprises privées qui se chargent d'offrir le service de cafétéria dans les écoles qui reçoivent l'appui de l'État.

soudain entrer dans une dynamique qui conditionne l'action en fonction des fonds disponibles offerts par l'État. Les micro-entreprises reçoivent donc du financement et participent à des programmes qui ne répondent pas toujours à leurs besoins. Lorsque les micro-entreprises ont enfin accès à l'argent attribué par l'État, plusieurs entrepreneurs, par manque de formation, n'utilisent pas les fonds à bon escient. L'attribution des fonds devrait donc, logiquement, être faite conjointement avec une formation en gestion d'entreprise, ce qui n'est malheureusement pas le cas présentement. Ce que critiquent les gens du milieu, c'est le fait que le gouvernement cherche à transformer sur papier les entrepreneurs populaires en entrepreneurs capitalistes traditionnels sans tenir compte des réalités dans lesquelles baignent les promoteurs d'entreprises populaires : faible scolarisation ou préparation à la gestion d'entreprise, logique particulière en relation avec le capital, etc.

Nous on les appelait "petites entreprises économiques". Parce qu'on pense que pour être vraiment une micro-entreprise il faut plein d'autres facteurs par exemple l'appui de l'État, il faut des instruments de renforcement direct, il faut un système de crédit. Je pense qu'on en sait pas beaucoup sur la micro-entreprise en fait. Y'a personne qui veut vraiment savoir en fait. On dit qu'ils sont bien importants parce qu'ils fournissent 80 % des emplois du pays mais personne ne pense vraiment à la micro-entreprise. On pense beaucoup à la grande. La pensée théorique est plus dirigée vers l'international, vers l'exportation. Martha, Entrevue M. p. 12

Certains croient que les ONG auraient ici un rôle à jouer : celui d'appuyer et d'exercer un suivi constant aux micro-entreprises populaires. Cela aurait un effet bénéfique sur la préparation et la formation des micro-entrepreneurs, ceux-ci seraient en mesure de gérer plus efficacement les fonds qui leur sont alloués, mais cela empêcherait par la même occasion une mainmise de l'État dans les affaires internes des entreprises, les rendant plus dépendantes du pouvoir central.

Nous sommes à mille lieues cependant d'une omniprésence de l'État dans les affaires internes de la Société alimentaire O'Higgins. Car, il ne faut surtout pas penser qu'elles ont droit à un traitement de faveur de la part de la JUNAEB. Loin s'en faut. Une fois les entreprises insérées dans le système, elles ont été soumises aux mêmes règles et normes que les grands concessionnaires. Le gouvernement ne veut pas s'immiscer car il dit ne pas pouvoir se permettre d'exercer de la « compétence déloyale » aux autres entreprises du secteur. Pour le gouvernement, le fait de voter des lois spéciales pour les micro-entreprises ou pour les entreprises d'économie solidaire est une manière d'intervenir sur les lois du marché en faisant du dumping et n'est pas souhaitable. Ils ne tiennent nullement compte des apports sociaux de ces organisations.

Les ONG ont donc un rôle de promoteurs de ce type d'entreprises innovatrices. Or, les ONG ont peu à peu perdu leur pouvoir d'emmener ce genre de débat et de faire du lobbying car leurs activités ont été beaucoup réduites à cause du manque de financement dont elles sont victimes. Les professionnels regrettent cette époque où les entreprises populaires étaient accueillies avec respect et entretenaient des relations égalitaires et horizontales avec eux. Les organisations doivent aujourd'hui faire face au marché et à l'État. On est maintenant bien loin de l'horizontalité et du dialogue.

7.3. INSERTION ÉCONOMIQUE

Au cours des années et malgré des embûches en tous genres, l'entreprise a quand même réussi à croître et à dégager une certaine accumulation. En fait, les propriétaires ont choisi

délibérément d'engager plus de travailleurs pour donner accès au marché du travail à un plus grand nombre de gens plutôt que d'augmenter les salaires des employés déjà en poste.

Il est par ailleurs indubitable que le niveau de vie des femmes initiatrices de la Société alimentaire s'est beaucoup amélioré grâce à leur travail : elles vivent dans des maisons plus confortables (c'est-à-dire avec un plancher en dur et non plus en terre battue comme il y a 30 ans), leurs enfants ont eu un accès plus systématique à l'éducation, elles ont des revenus adéquats et plus stables. La représentante de PROSAM croit cependant qu'il ne faut pas crier victoire trop vite, que le travail réalisé au sein du négoce a sans aucun doute contribué à enrichir les femmes mais d'autres facteurs pourraient aussi être responsables de la situation. Il faut donc apporter quelques nuances. En effet, même si ces personnes vivent mieux, les écarts économiques entre les classes sociales se creusent encore au Chili. Les pauvres sont dans une situation moins critique qu'il y a 30 ans où les gens mourraient littéralement de faim. Cependant, leur situation stagne pendant que les riches s'accaparent d'une proportion encore plus grande de la richesse. La hausse du niveau de vie pourrait aussi être causée par l'accès à meilleurs prix aux biens de consommation courante. Dans les années 1970, le fait d'acquérir une radio, un téléviseur ou une automobile exigeait qu'un travailleur sacrifie une plus grande proportion de son salaire. Aujourd'hui, avec l'entrée sur le marché de produits en provenance de grandes manufactures, les prix sont plus bas et les produits plus accessibles. Il serait donc tentant de dire que si ces femmes ont accès à ces biens de consommation, c'est qu'elles ne sont plus pauvres. Il ne faut pas commettre l'erreur de mesurer la pauvreté avec des indicateurs qui ne sont pas adaptés à la réalité d'aujourd'hui. La pauvreté est une problématique qui comprend plus que des problèmes économiques. Il est d'ailleurs surprenant de savoir que ces femmes se perçoivent

encore comme pauvres et qu'elles disent ne pas remarquer une différence si importante entre leur niveau de vie d'avant et celui dont elles bénéficient aujourd'hui. On a tenté d'expliquer cela par le fait que leurs attentes ont changé. Les gens ont un accès plus facile aux médias et peuvent plus qu'avant se comparer aux autres.

Les responsables de l'organisation, de même qu'une grande partie des gens des organisations de base du Chili et des professionnels des ONG qui les appuyaient, ont compris très tard les enjeux de la mondialisation. Le capitalisme à outrance, imposé pendant la dictature, leur donnait une vision à plus court terme et leur faisait croire que le problème était causé par le régime au pouvoir et qu'une fois la démocratie de retour, tout redeviendrait comme avant. Elles ont compris plus tard que ce n'était pas le cas, que le système néo-libéral s'étendait plutôt qu'il ne disparaissait et que le départ des militaires et de ses sbires n'y changerait strictement rien.

La Société alimentaire O'Higgins doit donc lutter jour après jour afin de se tailler une place dans son secteur d'activité. Périodiquement, la JUNAEB fait des appels d'offre afin de distribuer les contrats disponibles. La Société O'Higgins et les 7 autres micro-entreprises se retrouvent en compétition avec de grandes entreprises qui sont en mesure d'offrir de meilleurs prix à cause de leur taille et dont les propriétaires possèdent une solide expérience des affaires. Si la Société O'Higgins a réussi à tirer son épingle du jeu, une entreprise issue des cuisines collectives a quant à elle dû fermer ses portes à cause de problèmes administratifs et de difficultés à rencontrer les normes de salubrité exigées par l'État.

Cette entreprise, de même que les 7 autres organisations nées des cuisines populaires, a été l'instigatrice de plusieurs changements significatifs dans le secteur. Au départ, les propriétaires des grandes entreprises ne prenaient pas très au sérieux le travail des micro-entreprises parce qu'issues des cuisines collectives et dirigées par des femmes. Bien vite, les choses ont changé : les petites entreprises innovaient en offrant pour la première fois des repas frais et de meilleure qualité que ceux offerts par les grandes organisations qui s'étaient bornées à distribuer de la nourriture en conserve. De plus, les micro-entreprises offraient des salaires et des conditions de travail plus avantageux que ceux en vigueur chez leurs concurrents. Les 8 entreprises ont sans doute réussi à survivre en profitant de cette niche laissée de côté par les grands entrepreneurs.

L'insertion dans le marché et l'obligation d'obéir aux règles qui le régissent ont modifié les relations que les 8 entreprises entretenaient les unes par rapport aux autres. La JUNAEB fonctionne de telle manière que les établissements doivent entrer obligatoirement en compétition afin de décrocher les contrats nécessaires à leur survie. Pour cette raison, les relations ne sont pas aussi solidaires et faciles qu'elles l'étaient il y a de cela quelque temps. Le marché isole chaque entreprise.

7.4. PARTICIPATION POLITIQUE

PROSAM, qui a appuyé l'entreprise jusqu'à tout récemment, a souvent organisé des activités de formation politique. Les ateliers étaient surtout en lien avec les questions de genre et développement. Le but n'était pas seulement de faire changer les comportements mais aussi et

surtout de réfléchir sur ceux-ci et sur leur impact dans la vie des femmes, dans celle de leur famille et dans la communauté. Il y a aussi eu des occasions où on touchait au politique en tant que tel. On voulait que les femmes se sentent enfin sujets de droit et partie prenantes du processus politique. Des visites au Congrès national et des cours sur le fonctionnement de l'État étaient alors proposées.

Il y a quelques années, à l'époque où l'entreprise avait encore ses bureaux à La Florida, les dirigeantes avaient accepté de se joindre à l'association locale des micro-entrepreneurs. Cependant, leur participation à ce groupe n'a pas duré car il y avait des litiges au niveau de la direction ainsi que des disputes politiques au sujet des élections municipales qui approchaient et où s'opposaient des conseillers de divers partis. Les discussions partisans générant des pratiques douteuses avaient alors gagné l'association. Les propriétaires de la Société O'Higgins, voyant que dans ces conditions elles n'avaient pas grand intérêt à poursuivre leur implication, prirent la décision de s'en retirer. Aujourd'hui, installées dans un nouveau quartier, elles ne participent pas encore à un tel regroupement et ne pensent pas le faire dans un avenir rapproché.

La Société O'Higgins a pris part au cours des années à toute une panoplie d'activités liées de près ou de loin au retour de la démocratie : marches avec les familles de détenus-disparus ou de prisonniers politiques, manifestations de protestation contre les politiques d'impunité ou en faveur des droits des femmes. Malgré tout, depuis le retour de la démocratie, ces actions se font de plus en plus rares dans la société chilienne en général.

La participation politique au Chili est très faible. Quelques-uns de nos répondants croient que les gens ont des attentes face aux politiciens que ceux-ci ne remplissent pas et ce, quel que soit le parti auquel ils appartiennent. Par exemple, PROSAM a jadis organisé un événement public qui réunissait plusieurs organisations sociales dans le but de discuter de la démocratie, mais les politiciens invités ne se sont jamais présentés. Les citoyens sentaient que leurs revendications n'étaient pas écoutées. Lorsqu'on se sent exclu d'un processus, on a moins tendance à vouloir s'y impliquer. On nous a souvent confié qu'au Chili, la démocratie est très imparfaite :

Dans le fond, c'est une démocratie très restreinte. Tu y as accès mais jusqu'à un certain point seulement. Tu cognes à des portes, tu cognes à des portes mais tu sais toujours que tu vas juste atteindre un certain niveau. Il y a entre guillemets ce qu'ils appellent une « démobilisation. Fabiola, Entrevue F p. 13.

En fait, plusieurs participants nous ont fait remarquer que même si la société civile est très peu organisée et mal en point au Chili. De nouvelles formes de participation politique peut-être moins visibles ont fait leur apparition depuis quelques années : des mouvements de jeunes plus loin des partis politiques traditionnels, mais qui portent quand même des revendications en faveur de changements profonds dans la société, des groupes de *pobladores* qui se réapproprient la culture et les arts, des étudiants qui s'engagent dans une lutte pour l'alter-mondialisation jusqu'au mouvement évangéliste³⁴ qui prend de plus en plus de place dans certaines communautés et qui fournit une aide matérielle et un appui émotionnel. En fait, le grand défi est

³⁴ Nous savons que le mouvement évangéliste a des vues opposées à celles des altermondialistes, des groupes d'artistes engagés ou des dirigeants communautaires d'un quartier populaire. Nous concevons ce regroupement comme un « contre mouvement ». Nous voulons simplement montrer que la société civile chilienne s'organise, non seulement autour de forces de gauche progressistes mais aussi autour de mouvements plus conservateurs.

de faire en sorte que la politique, celle qui mène directement aux processus électoraux, puisse suivre le mouvement et s'adapter à ces nouvelles réalités.

Malgré la présence de ces nouveaux acteurs sur la scène politique, certains croient que la participation n'est pas plus importante parce que la peur est encore très présente et qu'encore aujourd'hui, elle fait craindre les bouleversements et les changements sociaux et brime par le fait même la participation.

On vient de sortir de la dictature, du chaos, de plein de choses. Les gens ont peur de retourner à ça. La société civile est très conservatrice et a peur des changements parce que ses changements-là ont été très brutaux. C'est pas un hasard. Les gens ont peur. Même si plusieurs personnes... des analystes vont te dire que non, moi je suis convaincue que les gens ordinaires sont morts de peur. Ils ont peur de dire qu'ils sont d'accord avec les changements. Un poblador très sage m'a déjà dit : « si tu te rends compte, les coûts des changements, qui les paient? Qui les paient vraiment? Le peuple les paie. Les riches s'enfuient à l'étranger avec leur fortune. Qui se retrouve à être affecté par la mort, par la faim? C'est nous». Je pense qu'il y a un espèce de jeu vraiment dramatique et subtil de la part de la droite, dans les médias ou on nous dit tout le temps : « hé, attention. Attention vous autres... » Martha, Entrevue M. p. 20

Nous croyons que la Société alimentaire O'Higgins a une participation politique importante même si cette dernière n'a pas opté pour des revendications traditionnelles. En effet, leur choix d'opter sciemment pour une façon alternative de pratiquer le commerce est une militance en soi. En effet, cette dernière sous-entend une remise en question claire des substrats qui supportent le capitalisme traditionnel et qui régissent la société occidentale moderne. Les dirigeantes de l'entreprise prônent quant à elles la solidarité, l'insertion et l'émancipation des femmes plutôt que la rentabilité à tout prix.

Malgré cela, les responsables de l'organisation voudraient être en mesure de prendre part plus souvent à des mouvements de revendication. Elles assistent ponctuellement à des activités lors de la journée internationale des femmes ou de la fête du travail par exemple, mais elles voudraient faire plus. Par exemple, elles désireraient offrir des journées de formation sur la condition féminine aux travailleuses de l'entreprise, mais le temps et surtout l'argent manquent. L'entreprise possède tout un potentiel de formation et de promotion sociale qu'elle n'utilise pas au maximum parce que la plupart de l'énergie et des ressources est destiné à la lutte pour la survie de l'entreprise.

Ici encore cependant, une insatisfaction face à la façon actuelle d'exercer la politique et une grande méfiance envers l'État plane à cause de l'impunité qui règne depuis la fin de la dictature. Certains sont d'avis qu'en plus de la peur, l'autoritarisme est encore bien présent dans la vie politique et dans le quotidien et cela mine la politique en général où l'objectif principal est de rebâtir des consensus qui engloberaient la majorité des chiliens.

Un des aspects de la culture chilienne c'est l'autoritarisme. C'est impressionnant. Le Pinochet que chaque Chilien a en lui, c'est terrible. Ils sont anti-Pinochet mais ils sont comme lui dans leur manière d'être. (...) Parce qu'ils ont dans leur mémoire les 30 ans³⁵ pendant lesquels il dirigeait. Ils ont vu comment il faisait et ils reproduisent ça. Briser ce « pattern »-là, c'est une lutte profonde. Leonardo, Entrevue L. p. 20

7.5. INCLUSION SOCIALE

Un trait commun à ces 8 micro-entreprises et ce qui clairement les caractérise, est le fait qu'elles soient socialement responsables. Les promotrices de l'entreprise reconnaissent qu'elles

³⁵ Dans les faits, la dictature n'a duré « que » 17 ans. Nous avons conservé le discours original pour montrer qu'elle avait paru très longue à cette personne.

priorisent l'embauche de femmes monoparentales pour que celles-ci puissent avoir un revenu digne et améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs enfants. L'entreprise n'a pas les moyens d'avoir sa propre garderie. Cela dit, l'entreprise aide les femmes à trouver un endroit où les enfants peuvent passer la journée et quand cela est impossible, les mères sont autorisées à garder leur bébé avec elles sur les lieux de travail. La Société alimentaire facilite aussi le retour aux études des employées en donnant des horaires souples aux travailleuses qui étudient. L'organisation offre aussi de la formation technique qui est utile pour le travail réalisé au sein de l'organisation mais qui a aussi permis à plusieurs femmes de trouver un emploi à l'extérieur de l'entreprise. Cette dernière a donc un mandat d'insertion avoué. La Société Alimentaire O'Higgins offre aussi des paniers de nourriture de dépannage pour les familles du quartier qui en ont besoin ainsi qu'à des foyers de personnes âgées. L'entreprise possède même sa propre équipe de baby football (Document de travail, Société alimentaire O'Higgins, 2003). Il faut aussi souligner le fait que l'équipe de direction ressent un profond sentiment d'engagement et de responsabilité envers les travailleurs. Ainsi, bien qu'elles avouent trouver la tâche lourde parfois, elles savent qu'elles ne peuvent laisser tomber car trop de gens dépendent d'elles.

Comme dans les cas des autres organisations constituées de femmes ayant participé à l'étude, la Société alimentaire O'Higgins a été un solide instrument qui a servi à redonner leur liberté aux femmes et à reprendre confiance en elles.

Il faut toujours être attentif à ce qui se passe, à ce qu'on peut faire, de quelle manière on peut aider à sortir une femme de la maison, enfermée entre 4 murs et de lui dire : « regarde, t'es capable, t'es capable de faire ça, t'es capable de l'apprendre. Tu peux aller plus loin ». On a sorti plein de femmes de la maison parce que comme je te disais, les hommes les laissaient assister à rien. Rien. Elles allaient à une réunion et ils [les conjoints] les attrapaient et tout revolait en l'air. Nous, on a fait perdre la peur aux femmes. Elles se sont rendu compte qu'elles pouvaient faire des choses par elles-mêmes et ne plus avoir peur. Heidi, Entrevue H. p. 7.

L'organisation a aussi permis aux femmes de conquérir un secteur d'activité réservé traditionnellement aux hommes : en effet, les femmes dirigeantes d'entreprises d'alimentation sont rarissimes.

La Société O'Higgins a aussi montré à tous que les *pobladores* pouvaient diriger des projets structurants et avoir du succès. La réussite de l'entreprise leur montre qu'en dépit de tous les problèmes auxquels ils font face chaque jour (pauvreté, exclusion, peu de scolarisation, entrée dans l'économie de marché difficile), il est possible, lorsqu'on sait s'entourer des bonnes personnes, de changer des choses. Au Chili, où les différences entre les classes sociales sont fortes, c'est un apport non négligeable qu'il faut à tout prix souligner.

Les dirigeantes de l'entreprise (et celles des 7 autres entreprises homologues) ont su transmettre à leurs enfants leurs préoccupations et leur façon novatrice de travailler. En effet, les enfants de ces dernières ont obtenu des postes clé au sein des négoce : ils sont administrateurs, magasiniers, responsables de l'approvisionnement. Dans une des entreprises, la directrice actuelle est la fille d'une des anciennes responsables des cuisines collectives. Mieux préparés et plus scolarisés que leurs mères, ces jeunes ont pourtant à cœur encore aujourd'hui les valeurs de

solidarité, d'entraide et de réciprocité qui constituent les bases des 8 commerces. Cela se traduit par exemple par la gestion d'entreprise qui se fait toujours en faveur des femmes ou par l'organisation d'activités de loisirs pour les gens du quartier.

CHAPITRE 8

ANALYSE

8.1. INTÉGRATION ÉCONOMIQUE

En premier lieu, l'ensemble des données recueillies montrent qu'il existe au Chili deux façons de percevoir les petits entrepreneurs populaires. Alors que la gauche traditionnelle les voit comme un instrument servant à occuper à tout prix les individus sans emploi pour canaliser les énergies négatives de ces personnes, d'autres y voient plutôt un réel potentiel de développement.

En outre, ce qui attire principalement l'attention et l'élément qui ressort avec force de ces cinq exemples d'organisations économiques populaires est sans contredit la grande difficulté qu'éprouvent les promoteurs de ces expériences à générer des surplus et de l'accumulation. En fait, si on se fie à ce que disent Donovan, González (2004) et Herrera (2003), nos résultats ne sont pas étonnants et reflètent la réalité. En effet, bien peu de micro-entrepreneurs en arrivent à consolider leur entreprise, encore moins nombreux sont ceux qui réussissent à faire croître leur négoce. Donovan et Gonzalez (2004) soulignent le fait qu'au Chili, le nombre de micro-entreprises a augmenté entre 1990 et 2000, cependant, leur chiffre d'affaires a diminué. Bien que les micro-entreprises existent indépendamment du régime politique ou du cycle économique, il n'en demeure pas moins que ces dernières ont beaucoup de difficulté à acquérir une stabilité et à produire de l'accumulation. Reste à savoir pourquoi.

Razeto (1993) croit que les micro-entreprises ont de la difficulté à capitaliser à cause du peu de préparation dont peuvent se prévaloir les promoteurs. En effet, il ne faut pas oublier que la très grande majorité des micro-entreprises naissent dans l'urgence, par nécessité. Les gens n'ont souvent aucune préparation technique : ils improvisent, souvent sans avoir de connaissances en comptabilité, en commercialisation, sans bien connaître le marché, etc. Razeto ajoute que les micro-entreprises sont fragiles à cause du faible capital dont elles disposent lors du démarrage : il est difficile de faire face aux imprévus, d'offrir de la technologie de pointe et donc d'être vraiment compétitif. Razeto (1993), tout comme Hidalgo (2003, cité dans Donovan et Gonzalez 2004), Allan San Juan et Lamadrid Alvarez (2001) sont aussi d'avis que ce qui fait obstacle à la bonne marche des micro-entreprises populaires chiliennes est le peu de connaissances en gestion dont disposent les micro-entrepreneurs. Il est parfois très délicat pour les entités qui les appuient de donner un coup de main dans ce domaine car qui dit gestion dit rentabilité. Or, puisque les micro-entreprises ont des fonctions qui vont au-delà de la sphère économique, il faut tenir compte non seulement de la rentabilité économique mais aussi de la rentabilité sociale qu'elles génèrent. Ceux qui sont chargés de voir à l'appui à la micro-entreprise ne doivent pas s'en tenir aux principes traditionnels de gestion, ils doivent être novateurs et trouver des façons de respecter le caractère distinct de ces entreprises, ce qui en soit est un défi (Allan San Juan et Lamadrid Alvarez (2001).

8.1.1. L'appui des pouvoirs publics

Nous sommes d'avis que, ce qui, entre autres, fait obstacle au développement des micro-entreprises chiliennes, est le faible appui que reçoivent ces dernières de la part de l'État central ainsi que le peu de reconnaissance que celui-ci leur accorde.

Plusieurs participants à l'étude nous ont expliqué qu'il était pratique politiquement pour l'État chilien de faire croire que tous les petits entrepreneurs populaires étaient de potentiels hommes d'affaires capables de posséder des entreprises en santé et de générer de l'accumulation. Or, pour Corragio (1999), c'est justement la chose à ne pas faire. Il avance qu'il est primordial de préserver la culture propre au secteur de l'économie populaire. Pour lui, un des écueils qui guettent les intervenants qui ont pour mission l'appui à la micro-entreprise est de s'acharner à concevoir les organisations économiques populaires comme des entreprises sous-développées qu'il faut à tout prix faire entrer dans le marché formel. Par exemple, ce dernier suggère qu'une des grandes erreurs commises est d'insister pour séparer le budget de l'entreprise du budget domestique. Cela a un impact important car cela tend à dissocier l'entrepreneur populaire de sa famille ou de sa communauté alors que cet enchevêtrement est ce sur quoi repose le commerce à la base et peut le déstabiliser.

Pour plusieurs micro-entrepreneurs, le gouvernement du Chili choisit délibérément de les appeler « micro-entrepreneurs » car de cette façon, ils cadrent mieux dans le modèle économique néolibéral et donne une image différente de la réalité populaire. Le fait que le concept de micro-entreprise englobe maintenant autant des entreprises économiques populaires que des entreprises de la classe moyenne complique les choses. En effet, la nouvelle dénomination a « noyé » les

OÉP, rendu invisibles leurs revendications, leur identité et leurs caractéristiques particulières. Puisque, dans ces conditions, les programmes ont été conçus à partir d'unités productives n'étant pas nécessairement représentatives du monde populaire, nous croyons que les politiques appelées à encadrer les micro-entreprises ne sont pas adaptées aux réalités du monde populaire : elles n'ont tout simplement pas été conçues pour lui au départ.

De plus, l'État étant incapable d'offrir des emplois à tous et non-désireux de s'ingérer dans les lois qui régissent le libre marché, il cherche à projeter l'image (autant à l'intérieur de ses frontières qu'à l'étranger), d'un pays regorgeant « d'entrepreneurs », ce qui n'est pas faux au demeurant mais qui cache une réalité plus complexe : un grand nombre de micro-entrepreneurs s'insère dans une logique de survie ou de subsistance. La majorité ne produit pas d'accumulation. Pire, plusieurs micro-entrepreneurs rencontrés dans le cadre de cette recherche sentent que le discours public les culpabilise et les rend responsables des problèmes qu'ils peuvent avoir : on louange leur imagination et leur souplesse, leur capacité à s'organiser avec peu de ressources et à générer du travail. Cependant, lorsque les problèmes économiques persistent dans ces conditions, les micro-entrepreneurs sentent que ce que sous-tend ce discours est que si les obstacles demeurent et si l'entreprise ne peut survivre économiquement c'est parce que les promoteurs n'ont pas fait tout ce qu'ils ont pu, parce qu'ils n'ont pas fait assez d'efforts pour améliorer leurs produits ou pour innover. Jamais on ne remet en cause le système économique avec lequel les micro-entrepreneurs doivent composer jour après jour.

En fait, nous avons pu constater que les intervenants du milieu (PET, PROSAM, Fondation Solidarité) de même que les entrepreneurs eux-mêmes, sont somme toute assez

critiques face aux programmes d'aide à la micro-entreprise offerts par l'État. Le représentant du FOSIS qui a pris part à cette recherche avoue qu'il y a 4 ans, le thème des micro-entreprises ne faisait pas du tout partie des préoccupations de l'État. Bien que le Chili soit un des rares pays d'Amérique latine à s'être doté d'une politique d'appui à la micro-entreprise, cette dernière est assez récente et ne rejoint au fond qu'un petit nombre de micro-entrepreneurs (Donovan et Gonzalez (2004) parlent de 10 %). Jusqu'à tout récemment les programmes gouvernementaux avaient pour cible la petite et la moyenne entreprise. La micro-entreprise n'y était nullement représentée. Petit à petit cependant, les dirigeants tendent à se rendre compte qu'une politique efficace d'appui aux entrepreneurs populaires pourrait en effet aider à enrayer une partie de la pauvreté. Les différents partis politiques qui forment la Concertation y sont de plus en plus sensibles et se prennent à souhaiter le renforcement de tout ce qui touche à l'économie sociale, solidaire ou populaire dans les prochaines années. Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté et dans la pauvreté extrême a été grandement réduit depuis quelques années. On sait cependant qu'une politique d'appui à l'économie populaire aurait pu améliorer la qualité de vie de bien des gens et faire diminuer encore plus le nombre de personnes à faible revenu. Cela dit, les agents de l'État savent fort bien que les programmes actuels sont insuffisants et que le fait que ceux-ci aient été créés sans vision globale, sans véritable planification, fait en sorte que leur impact soit minime (au cours de la dernière année, le FOSIS disposait d'environ 8 millions de dollars pour l'ensemble des micro-entrepreneurs qui bénéficient de son appui). Dans la plupart des cas, les micro-entrepreneurs reçoivent les fonds avec beaucoup d'enthousiasme mais, ne sachant pas vraiment comment s'en servir, sans suivi, un très petit nombre (moins de 10 % aux dires du représentant de l'État ayant participé à l'étude) réussit à améliorer sa situation de façon durable grâce aux subventions offertes.

En fait, ce qui, selon nous, fait problème est le choix de l'État chilien à n'offrir qu'une politique d'appui qu'aux micro-entrepreneurs ciblée aux deux extrêmes c'est-à-dire qui s'adresse aux mieux nantis et aux plus pauvres : ceux qui se situent dans une logique de survie. En ce qui concerne l'appui aux micro-entrepreneurs qui font partie de la portion la plus riche du secteur, l'État conçoit ce soutien comme étant plus rentable car les travailleurs qu'il regroupe ont plus de chance d'avoir la possibilité de faire croître leur négoce et ainsi contribuer activement à l'économie de marché. Dans le cas des entrepreneurs les plus pauvres, l'État intervient pour des questions morales : parce qu'il est inacceptable de laisser des gens dans la misère sans leur porter secours. Or, ces programmes ne demeurent que des solutions de dernier recours qui ne sont pas porteuses de développement. D'autre part, l'État rate sa cible en polarisant ainsi ses interventions car la grande majorité des micro-entreprises chiliennes fait partie d'un segment qui se situe entre la prospérité de ceux qui réussissent le mieux et la grande précarité des autres. Dans ce contexte, la grande majorité des micro-entreprises ne sont pas admissibles aux programmes élaborés par l'État.

De plus, nous croyons qu'en plus du manque de ressources dont ont parlé plusieurs des sujets ayant participé à la recherche, un manque flagrant de volonté politique contribue à la faiblesse des programmes. Comment ces derniers peuvent-ils être efficaces et bien ciblés si tous savent pertinemment que l'État considère l'appui aux OÉP comme de la compétition déloyale et une intervention indue sur le marché? Les politiques d'appui à la micro-entreprise sont condamnées à être faibles et mal adaptées si l'État ne souhaite pas s'y investir réellement. Corragio (1999) souligne que le succès du secteur de l'économie populaire dépend non

seulement de la perception que les promoteurs ont de leur travail et de leurs capacités (le niveau d'espoir, qui anime un groupe, ou les perspectives d'avenir influencent fortement la prise de décision) mais aussi de la perception de l'État et de la société des compétences des micro-entrepreneurs.

Un des participants nous a confié que le rôle de l'État devrait être celui de régulateur puisque le marché exclut et continuera de mettre au ban de plus en plus de travailleurs. Comme il le fait (de moins en moins il est vrai) dans le cadre des lois qui régissent le travail, l'État devrait être en mesure de réguler le marché et ses exigences pour que les micro-entrepreneurs ne soient pas aussi dépourvus devant ce géant qu'est le marché globalisé. On nous a surtout suggéré que le gouvernement devrait intervenir dans tout ce qui touche à la sous-traitance et dans les relations entre les grandes et les micro-entreprises. Idéalement, l'État ne devrait plus s'investir dans des programmes d'urgence avec une vision à court terme mais bien dans des projets d'appui à la production et à l'innovation technologique. En fait, le grand défi est de réinventer l'État, rien de moins. On ne peut plus compter sur sa présence comme aux années où on le qualifiait d'État providence. La conjoncture politique a changé mais l'exclusion économique demeure –pire, elle s'accroît. On doit donc trouver de nouvelles manières de faire en sorte que l'État mette son grain de sel, tout en tenant compte des réalités propres à la société moderne. Autrement dit, en dépit de l'arrivée de forces de gauche au pouvoir, l'État chilien demeure imprégné d'une pensée et de politiques néo-libérales. Mais ce n'est pas tout, au Chili, même dans les années qui ont suivi la dictature, la société civile n'a pas réussi à se faire interlocutrice de l'État. À l'inverse, au Québec, depuis les années 1980, plusieurs initiatives partenariales ont été réalisées entre le secteur public, privé et associatif, donnant naissance à une approche de développement local

concerté (Favreau, 2003) et permettant à la société civile de gagner en pouvoir en étant fortement engagée dans la gouvernance locale. Dans une telle conjoncture, les mouvements sociaux cessent de ne s'occuper que des enjeux dits "sociaux" pour s'impliquer peu à peu dans des projets alliant à la fois l'économique et le social, permettant ainsi de briser le mythe selon lequel l'économie ne peut qu'être capitaliste néo-libérale. Pour illustrer ce propos, Favreau (2003: 20) écrivait:

En somme, le secteur communautaire, à partir d'une demande d'élargissement de la démocratie, est parvenu à faire émerger de nouvelles solutions à la crise de l'emploi et à celle de l'État-providence et des communautés locales en difficulté. Ce faisant, il crée un nouveau type de relations entre l'État et la société civile, entre le local et le national, entre « l'économique » et le "social », entre travail rémunéré (l'emploi) et le travail non rémunéré. Cette dynamique nouvelle s'inscrit dans le cadre plus général d'un nouveau contrat social en voie de se constituer dans certaines entreprises entre le patronat et les syndicats sur le plan régional, entre les municipalités et l'État central, sur le registre des communautés locales (quartiers et villages), entre citoyens, leur communauté locale et l'État, et sur le plan de l'environnement, entre les communautés locales, l'État et les entreprises.

Au Chili, plusieurs micro-entrepreneurs souhaiteraient que l'État se fasse acheteur des produits comme il le faisait autrefois, à l'époque de l'Unité Populaire. Ce serait sa façon à lui d'appuyer les OÉP. Or, de nos jours l'État ne le fait que dans de rares cas, servant toujours le même argument, à savoir que ce serait intervenir dans le libre marché et faire de la compétition déloyale aux autres entreprises. De plus, on entend souvent dire que les micro-entrepreneurs seraient incapables de produire en assez grandes quantités pour combler les besoins de l'État. Ce à quoi les micro-entrepreneurs répondent qu'en se regroupant et en s'associant on pourrait remédier assez facilement à cet obstacle. On nous a aussi parlé de problèmes de nature « culturelle » entre les réalités populaires et celles exigées par l'État et le marché formel. En fait, le fait que les OÉP soient informelles fait peur à ceux qui pourraient éventuellement recourir à

leurs services : les horaires sont flexibles ainsi que les prix, la qualité inégale, les innovations difficiles à réaliser par manque de capital ou de technologie, etc. Un fonctionnaire nous disait d'ailleurs à ce sujet :

Je crois qu'il y a une vision à l'intérieur de la communauté nationale, un peu de remise en question et de méfiance envers le monde de la micro-entreprise. Je pense que c'est à cause de l'explosion qu'il y a eu et du fait que plusieurs ont tenté de survivre en trompant les gens. C'est pour cela que le monde de la micro-entreprise n'est pas très prestigieux. Maintenant, l'État, on parle toujours que l'État devrait acheter les produits des micro-entrepreneurs... Les fonctionnaires de l'État, même les plus de gauche et les plus impliqués, sont paniqués à l'idée de faire affaire avec un micro-entrepreneur qui n'arrivera pas à temps et que le fonctionnaire ait des problèmes après ça avec son patron. Qui avait engagé des micro-entrepreneurs pour organiser un cocktail mais qui sont arrivés une heure en retard et que le cocktail soit déjà fini. (Leonardo, Entrevue L, p. 14.)

En outre, les micro-entrepreneurs ont besoin d'un appui constant afin de « professionnaliser » les services offerts, dans le but d'améliorer les aspects où les micro-entrepreneurs ont traditionnellement plus de difficulté à exceller : gestion de la qualité, recherche et développement, relation avec le client, etc. Les promoteurs apprennent en travaillant, ce qui n'est pas mal en soi, mais nous croyons que des appuis plus ciblés pourraient éviter bien des écueils.

Les municipalités ont aussi leur rôle à jouer : plus proches des citoyens et connaissant mieux les besoins du milieu, elles seraient en mesure de rediriger et de distribuer les fonds de manière plus efficace et efficiente que le fait l'État à l'heure actuelle.

Donovan et Gonzalez (2004) croient quant à eux que l'accès aux programmes gouvernementaux est rendu difficile par le petit nombre d'OÉP capables de se plier aux

exigences de l'État en matière de présentation des projets en vue de leur examen pour l'obtention d'une subvention. Cela présuppose l'existence de ressources de promotion de l'entreprise sur lesquelles de très rares micro-entrepreneurs peuvent compter.

Certes, nous savons également que l'État fait quotidiennement face à un problème de taille : comme nous l'avons vu cours des chapitres précédents, l'économie populaire ou le monde de la micro-entreprise est un secteur extrêmement hétérogène. Cela complique beaucoup l'élaboration de politiques efficaces pouvant être utiles au plus grand nombre : il faut que les normes la régissant arrivent à satisfaire aux exigences et aux besoins à la fois du producteur de miel qui réussit à exporter comme du vendeur ambulant de crème glacée.

Finalement, nous ne pouvons passer sous silence une très forte méfiance des micro-entrepreneurs envers l'État. Nous approfondirons le sujet un peu plus loin, mais nous pensons que les programmes mis sur pied par le gouvernement ne réussissent pas à rejoindre les gens car ceux-ci, ayant été habitués à faire sans lui, à entretenir des relations conflictuelles envers lui, à s'en méfier et à en avoir peur, n'ont pas le réflexe de se diriger vers ce dernier pour lui demander de l'aide.

8.1.2. Association de micro-entrepreneurs : réseaux faibles

Le faible taux de participation aux associations de micro-entrepreneurs remarquées dans le cadre de cette étude est, selon nous, un autre élément qui rend les micro-entreprises chiliennes moins stables qu'elles le devraient. Nous pensons d'une part que le fait de se regrouper leur donnerait un pouvoir politique plus grand que celui qu'elles détiennent actuellement, nous

croyons aussi que travailler ensemble peut être bénéfique économiquement. Comme l'explique Benavente Jaque (1993), les regroupements permettent d'avoir un accès plus facile à l'information, à la technologie, à la formation, au crédit et au marché, éléments essentiels à la bonne santé d'une entreprise. Il faut aussi souligner que certains micro-entrepreneurs décident de se regrouper afin de posséder un volume de production suffisant pour pouvoir exporter.

Dans les entrevues que nous avons réalisées, une minorité de micro-entrepreneurs étaient membres de tels regroupements et lorsqu'ils en faisaient partie, c'était souvent pour réaliser un projet ponctuel, à court terme. Monsalves (1999) souligne d'ailleurs cet état de fait. Apparemment, il est très rare de voir se rencontrer des micro-entrepreneurs pour autre chose que pour des activités ponctuelles : il faut que l'association ait des répercussions à court terme pour que ceux-ci acceptent de se joindre à leurs homologues. Très rares sont les associations où les membres se rassemblent pour échanger des informations, développent un sentiment d'appartenance et des réseaux au fil du temps par le biais d'une association. Évidemment, pour posséder un pouvoir de négociation quelconque, il est impératif que l'objectif de telles associations aille au-delà de rencontres occasionnelles. Les micro-entrepreneurs doivent créer des alliances, demander des changements dans les politiques. Ce qui, en soi, est un exercice de longue haleine. Benavente Jaque (1993) croit par ailleurs qu'il est plus facile pour les dirigeants de moyennes et grandes entreprises de se regrouper car ceux-ci ont une expérience du marché que les micro-entrepreneurs n'ont pas. Monsalves (1999) explique qu'à cause de manques dans la capacité de gestion et la faible scolarisation des micro-entrepreneurs, ces derniers ont peu la capacité de faire du lobbying, d'aller chercher des appuis et de faire connaître leur cause. Cela

dit, il existe tout de même des associations de micro-entrepreneurs au Chili. Il est vrai que peu nombreux sont les petits entrepreneurs populaires qui y prennent part.

Monsalves (1999) tente aussi d'expliquer le peu d'intérêt qu'exerce l'association chez les micro-entrepreneurs par un sentiment d'impuissance face au modèle économique en place qui fait en sorte que les micro-entrepreneurs se sentent démunis face à ce dernier et ne croient pas qu'ils aient un pouvoir de changer les choses que ce soit en travaillant seul ou au sein d'un regroupement quelconque.

D'autre part, Monsalves (1999) a remarqué une grande méfiance des micro-entrepreneurs envers leurs semblables. Ils ont peur de voir leurs idées copiées. Bref, ils ne sont pas convaincus du tout que l'association peut leur être bénéfique. Au contraire, ils sont d'avis qu'elle peut leur faire plus de mal que de bien. La concurrence prime sur la coopération. La question que nous devons nous poser est donc la suivante : d'où vient cette méfiance que ressentent les micro-entrepreneurs? Nous ne croyons pas que ce sentiment soit exclusif aux propriétaires d'organisations économiques populaires. En fait, au cours de cette recherche, nous n'avons pas particulièrement senti cette méfiance envers les homologues. Nous faisons l'hypothèse que la plupart des expériences étudiées étaient des ateliers solidaires ayant survécu durant presque 30 ans à tous les obstacles possibles. Conséquemment, nous croyons avoir été en contact avec des individus qui étaient au départ déjà particulièrement convaincus des bienfaits et des avantages de l'association.

Donc, le renforcement des réseaux de micro-entrepreneurs pourrait mener au renforcement du secteur et lui donner plus de force dans ses fonctions, quelles qu'elles soient.

8.1.3. Rôle des ONG et transition démocratique

Ce qui a d'abord attiré notre attention, lors de la compilation des résultats d'entrevue, est la grande dépendance, en milieu chrétien surtout, qu'entretenaient (et qu'entretiennent encore dans certains cas) les OÉP envers les ONG. Les membres des entreprises populaires ne savent pas toujours qui achètent les produits, ne connaissent pas leurs clients et certaines ne s'y intéressent pas tellement. Le fait qu'elles aient pratiquement toujours compté sur les ONG pour faire les contacts à l'extérieur pourrait être un obstacle à leur intention de conquérir les marchés.

Les ONG ont sans nul doute voulu bien faire en tentant de protéger les organisations avec lesquelles elles travaillaient. Les innombrables ateliers de formation témoignent des efforts des professionnels pour rendre les participants et leurs groupes plus indépendants. Cependant, nous ne pouvons que rester surprise d'apprendre que, pendant des années, certains groupes n'avaient aucun contact avec le marché et ne savaient pas exactement où étaient distribués les produits élaborés dans les ateliers solidaires. On peut aussi se demander si les disparités entre les classes sociales, entre professionnels et *pobladores*, ont pu être adoucies au cours des années et du travail effectué côte à côte si cette dépendance a perduré. À tout le moins, cela n'a pu qu'entraver leur insertion dans l'économie de marché et leur capacité d'accumulation lors du retrait des ONG.

Il serait injuste cependant de jeter la pierre aux travailleurs des ONG. Nous savons que ces derniers ont dû composer avec un contexte politique particulièrement difficile qui a grandement compliqué leur travail. Nous savons aussi que la clientèle de certaines organisations était très défavorisée, présentant des taux importants d'analphabétisme, de monoparentalité, de marginalité et ayant toujours été exclue de la vie politique, sociale et économique.

Nous nous devons aussi de souligner l'impact des changements brusques dus au retour de la démocratie, que très peu de gens des ONG avaient pressenti, croyant que la démocratie n'apporterait que des bonnes choses et le retour du monde « d'avant ». Or, l'ordre social et économique qui a été brisé lors du coup d'État est disparu à jamais. Le Chili du début des années 1990 était différent de celui des années du régime militaire, mais différent aussi de ce que les gens avaient connu dans les périodes précédant la fin tragique du règne de l'Unité Populaire. Les 17 années de dictature n'ont pas été qu'une parenthèse. Les institutions économiques, sociales et politiques d'aujourd'hui en sont encore marquées. Il existe aujourd'hui un fort décalage entre le gouvernement au pouvoir (de gauche) et les appareils d'État qui sont ceux d'un régime autoritaire ultra-libéral. En d'autres termes, il faudra bien plus qu'un changement de régime pour en arriver à des changements réels au plan des politiques économiques ou sociales. Les ONG, tout comme la société chilienne en général, ont dû s'adapter à cette situation et travailler tout en tenant compte de cette réalité. Ce qui a été un défi considérable que peu d'organisations peuvent se vanter d'avoir relevé sans heurts.

On peut donc dire que le retour à la démocratie, bien qu'étant porteur d'espoir et de jours meilleurs, n'a pas toujours été simple. Il existe des groupes qui ont mal vécu la période de

transition, pour les raisons énumérées plus haut, mais aussi parce que certains de leurs membres étaient trop jeunes pour avoir connu la démocratie, elle était pour eux un rêve à atteindre, mais n'avait jamais été une réalité. D'autres avaient pu faire l'expérience de la démocratie avant la dictature, mais ils en avaient été éloignés pendant des années. Dans les deux cas, il y avait beaucoup de choses à apprendre ou à réapprendre. Cependant, lorsque les groupes réussissent à s'adapter à cette nouvelle démocratie, ils peuvent ressentir un sentiment de citoyenneté fort grisant et important pour continuer la mobilisation (Welch, 2001). Le retour à un État de droit signifiait aussi la fin de la clandestinité et de l'illégalité des partis politiques : une fois ceux-ci de retour sur la scène politique, il a fallu que les organisations populaires redéfinissent la place qui leur était conférée au sein du débat social, ce qui constituait un défi supplémentaire (Oxhorn, 1995).

Dans ce contexte où l'État hésite à s'impliquer dans l'appui à la micro-entreprise, le rôle des ONG s'est transformé. Les OÉP se retrouvent soudain seules, sans leurs alliées de toujours. Lors du retour de la démocratie, de nombreux professionnels ayant œuvré au sein d'ONG ont quitté ces dernières afin de grossir les rangs des nouveaux fonctionnaires que le nouvel État démocratique voulait engager ou sont partis travailler dans les universités qui reprenaient vie et regagnaient en dynamisme avec le retour des libertés politiques. En effet, les ONG ont été pendant des années les gardiennes de la vie académique et ont en quelque sorte remplacé le rôle des universités en gardant dans leurs rangs plusieurs chercheurs très compétents. Le départ de travailleurs qui constituaient souvent les meilleurs éléments et le pilier des organisations les ont beaucoup affaiblies (Hojman, 1993).

Ainsi, si les ONG ont été pendant la dictature des lieux de résistance au régime, des espaces de débat où la liberté d'opinion et de conscience étaient possibles, les ONG chiliennes d'aujourd'hui ont, pour la plupart modifié leur rôle pour devenir des agences de développement économique local. Elles ont perdu une partie de leur indépendance et exécutent des projets conçus par le gouvernement. Herrera (2003) identifie en fait deux périodes dans l'histoire des ONG chiliennes. Il qualifie d'ONG de *première génération* celles qui partageaient globalement des valeurs et surtout un projet commun : exiger un changement de régime. La deuxième génération d'ONG débute dans les années 1990 où l'homogénéité des valeurs et des objectifs était plus grande à cause de la disparition de l'objectif collectif. En fait, à partir de cette période, les organisations commencent des partenariats avec l'État où à effectuer des tâches de mise en œuvre de programmes planifiés par ce dernier. Aux dires d'Herrera, dans les années 1990, le monde des ONG est méconnu et non reconnu au plan institutionnel. Il explique ce manque par une faible présence de traces écrites pouvant nourrir les interrogations de certains, de même que par une ignorance généralisée du travail réalisé par ce dernier et des secteurs de la société qu'il représente. De plus, cette période était également marquée par une plus grande instabilité idéologique et financière. Tous ces éléments ont contribué à affaiblir le réseau non-gouvernemental (Herrera, 2003).

Dans la nouvelle conjoncture, les ONG perdent les subventions en provenance de l'étranger et les contacts privilégiés qu'elles avaient avec ces réseaux d'appuis et de marché parallèle qui mettaient de l'avant la solidarité plutôt que la rentabilité, l'entraide et la coopération plutôt que la compétition. La situation change drastiquement lorsque l'État chilien entre en scène et change les règles du jeu en organisant des concours pour l'octroi des subventions. Les

ONG, tout comme ont dû le faire les organisations économiques populaires, doivent s'insérer pour la première fois dans le marché et se plier à ses règles, aussi restrictives soient-elles. Désormais, les ONG doivent penser rentabilité, efficacité et se battre entre elles pour l'obtention des fonds : leur survie en dépend. Ces changements affectent beaucoup le secteur, sa façon de travailler, les idéologies qu'il endosse de même que les engagements qu'il avait autrefois avec les personnes ou les organisations qui bénéficiaient de ses services (Hojman, 1993).

8.1.4. L'appui de l'Église catholique

Ce qui a également retenu notre attention est le rôle important qu'a joué le courant progressiste de l'Église (communautés de base, théologie de la libération), dans l'appui aux OÉP pendant la dictature. En fait, le clergé n'a pas offert son aide aux seules OÉP : il a donné un bon coup de main au mouvement populaire en général. Que ce soit en aidant à financer les projets par le biais de fonds appartenant à congrégations situées à l'étranger, ou par les efforts faits sur le terrain pour rassembler les gens, les appuyer dans leurs efforts de mobilisation, les participants à l'étude, qu'ils soient croyants ou non, pratiquants ou non, nous ont dit devoir une fière chandelle à certains membres du clergé catholique, en particulier ceux de la Vicaria de la Solidaridad.

Favreau et Fréchette (1994) font remarquer que ce qui se passe au Chili pendant la dictature en ce qui a trait aux appuis en provenance de membres du clergé en faveur de la théologie de la libération est le reflet de ce qui se produit dans plusieurs autres pays d'Amérique latine (Nicaragua, Mexique, Guatemala, Pérou, etc). En effet, à partir du Concile Vatican II, mais avec encore plus de vigueur à partir du début des années 1970, certains secteurs de l'Église

catholique, très influencés par le discours et les revendications du mouvement populaire en cours dans les sociétés latino-américaines, remettent en question la légitimation du pouvoir en place et adhèrent à la théorie de la dépendance des pays d'Amérique latine envers les États-Unis pour expliquer la pauvreté vécue dans les quartiers populaires. Mais avant tout, ce qui caractérise ce courant, c'est l'option préférentielle pour les pauvres et la croyance que les opprimés doivent être les sujets de leur propre libération. Dans toute l'Amérique latine, cela donne lieu à des projets de solidarité, d'entraide et à une lutte constante pour la justice sociale. L'appui aux ateliers solidaires se situait donc parfaitement dans cette perspective.

Ce n'est pas tout, l'Église a permis de protéger physiquement les communautés, souvent en prenant de grands risques. L'Église était particulièrement efficace car elle bénéficiait d'une certaine immunité, la Junte hésitant grandement à s'attaquer à l'Église catholique et à ses représentants. De plus, plusieurs membres du clergé avaient acquis une solide expérience d'organisation communautaire dans les quartiers défavorisés qui s'avéra fort pertinente lorsque vint le temps de mettre sur pied ou de soutenir les organisations émergentes. Dans plusieurs cas, l'Église catholique a été l'instigatrice de projets communautaires, la première à réunir les gens, à faire de l'éducation populaire. Se réunissant dans les lieux de culte, les gens arrivaient à surmonter leur peur et souvent à s'organiser afin d'assurer leur survie et celle de leur famille. Mazurana et Mc Kay (1999) croient quant à elles que l'Église aurait eu un impact direct sur la participation des femmes car cette dernière constitue un lieu où il est « socialement acceptable » de s'impliquer et de militer.

8.1.5. Accès au crédit

Ce que fait remarquer Herrera (2003), c'est que les micro-entrepreneurs ont somme toute peu accès au crédit et ce, malgré que plusieurs institutions offrent des programmes dirigés à la micro-entreprises. Certaines banques ont même des filiales exclusivement réservées à la micro-entreprise. Cependant, les couches les plus précaires du secteur se prévalent rarement de leurs services.

Ici encore, la différence entre le Chili et le Québec est flagrante, où de nombreuses initiatives ont été mises sur pied par plusieurs partenaires issus des secteurs privé, public et associatif afin de faciliter la mise sur pied de petites entreprises ou d'entreprises collectives. Nous pensons entre autres aux Sociétés locales d'investissement et de développement de l'emploi (SOLIDES), créées par le Fonds de solidarité des travailleurs et la Fédération Québécoise des municipalités et ayant pour mandat d'autoriser des prêts, de faire l'acquisition de parts privilégiées ou de garantir des prêts qui serviront à consolider ou à mettre sur pied des projets novateurs dans les communautés (Favreau, 2003).

L'accès au crédit est important car elle contribue à dynamiser les activités, à assurer leur développement et parfois à pouvoir utiliser des technologies de pointe. Au Chili, le crédit à la micro-entreprise devrait être facilité, or il est parfois difficile à obtenir parce que les garanties demandées sont trop élevées. Les micro-entrepreneurs ne sont pas des clients très prisés des banques parce que les montants demandés sont bas et à cause du risque que leurs emprunts comportent. D'autre part, les responsables des prêts dans les banques voient d'un bien mauvais œil le mode de gestion particulier des micro-entreprises qu'ils considèrent comme un frein à la

survie économique des unités productives qu'ils financent. Leur relation particulière avec le capital, leur propension à vouloir créer du travail plus qu'à maximiser les profits leur fait peur et les empêche parfois de donner leur accord pour l'attribution d'un prêt.

En fait, ce que propose Herrera (2003) c'est non seulement l'attribution du crédit à la micro-entreprise, mais aussi la mise sur pied de programmes de micro-crédit. L'auteur fait clairement la différence entre les deux concepts. Pour lui, le micro-crédit est une somme d'argent octroyée à un promoteur d'une OÉP en échange de la promesse d'un remboursement du montant prêté et des intérêts générés par celui-ci dans une période de temps prédéterminée. Le micro-crédit comporte, quant à lui, des caractéristiques particulières : les montants prêtés sont très bas (souvent moins de 150 \$ US), les échéances de remboursement sont courtes, le créancier a des visées sociales avouées (il veut donner accès au capital à des personnes pauvres ou il souhaite éviter que ces dernières aient recours à un usurier qui contribuerait à les appauvrir encore plus), enfin, les prêts ne demandent pas vraiment de garantie, ils reposent sur la confiance envers la personne qui en fait la demande.

Quant à Fall, Favreau et Larose (2004), ils croient en l'importance de finances solidaires qui inclut le micro-crédit, mais aussi les cercles d'emprunt, les mutuelles et l'épargne solidaire qui jouent un grand rôle dans le développement économique communautaire et en ce qui a trait non seulement à la survie, mais à la consolidation et à la croissance des micro-entreprises.

Elle [l'épargne solidaire] permet aussi de soutenir des dépenses d'infrastructure (accès à l'eau potable, accès à l'électricité, système routier...) Elle permet d'éviter la dépendance chronique d'une dette étrangère tellement énorme qu'elle peut conduire à la paralysie d'un pays ou à une faible marge de manœuvre. L'épargne locale est donc un puissant facteur pour le démarrage ou la consolidation de PME et pour la transformation d'activités économiques de survie en entreprises disposant d'une capacité d'accumulation. Par ricochet, elle est un facteur de stabilité politique. (Fall, Favreau et Larose, 2004 : 25).

8.1.6. L'économie populaire dans un marché mondialisé

Un des grands enjeux actuels et un thème souvent abordé au cours des entrevues réalisées dans le cadre de ce mémoire est la place des micro-entrepreneurs dans le contexte de la mondialisation. Les micro-entrepreneurs semblent très peu outillés pour faire face à la conjoncture actuelle. L'importation de produits en provenance de l'étranger (Asie du Sud-Est en particulier) affaiblit beaucoup les petites entreprises populaires chiliennes. Ces dernières ne sont pas en mesure d'offrir des prix équivalents à ceux de la grande entreprise à cause du volume de production qui est plus réduit, de l'accès limité à la technologie moderne et du peu de préparation technique dont bénéficient les promoteurs.

Cependant, la situation actuelle, bien que critique, n'est pas irréversible. Corragio (1999) avance quant à lui que, tout comme il est possible de générer des changements sociaux, il est possible de changer les normes et la culture économique. Le modèle actuel n'est pas le seul qui puisse exister. La lutte en faveur de l'économie populaire, sociale et solidaire est en fait une lutte qui consiste à ébranler le monopole tenu par le capitalisme et plus récemment par le néo-libéralisme. Pour Fall, Favreau et Larose (2004) l'économie sociale et solidaire, qui prend

souvent sa source au sein de l'économie populaire, de même que les initiatives innovatrices de développement, sont les maillons d'une grande chaîne en émergence peut-être même une vague de fond porteuse de changement social. Aussi, parce que les initiatives économiques populaires mettent à l'agenda des valeurs comme la démocratie, la solidarité et la coopération, elles offrent une alternative au néo-libéralisme et proposent une nouvelle forme de développement qui se caractérise par son fort enracinement dans les communautés locales. Pour en arriver là cependant, le travail en réseau est nécessaire. Ce dernier serait une des conditions qui permet aux petits entrepreneurs populaires de faire face à la mondialisation. Les auteurs soulignent l'importance de se regrouper non seulement à l'intérieur d'un même pays, mais au niveau international.

Parce que ces réseaux mettent de l'avant des préoccupations non-marchandes, sont des instruments d'information et d'éducation et qu'ils contribuent à alimenter en permanence le débat avec les États et les institutions internationales sur les risques que l'avenir comporte et sur la nécessité d'une mondialisation équitable.
(Fall, Favreau, et Larose, 2004 : 7)

De plus, la conjoncture politique dans laquelle nous sommes plongés favorise l'émergence de nouveaux acteurs issus du mouvement écologique, des femmes, des jeunes, etc. La fin de la Guerre froide a mis à mal les grandes idéologies comme le socialisme ou le développementisme. S'en est suivie une perte des certitudes et des repères idéologiques qui avaient jusque-là balisé les initiatives de solidarité (Fall, Favreau, et Larose, 2004).

8.2. PARTICIPATION POLITIQUE

8.2.1. L'économie populaire véhicule de participation politique?

Il est clair que la participation aux activités des micro-entreprises a mené les membres vers une plus grande capacité à s'organiser et à prendre la parole. Nous avons pu vérifier que les entreprises étudiées, surtout à cause de leur statut collectif, ont été d'excellentes écoles de formation de leaders populaires et de militants en plus d'avoir été des lieux d'apprentissage technique et académique. Néanmoins, il faut souligner l'important décalage entre la participation politique des dirigeantes des organisations et celle des autres membres des groupes. Si les premières sont engagées, articulées politiquement et convaincues de l'importance de leur action, les autres se joignent aux activités militantes avec moins d'enthousiasme, voire, elles n'y voient pas beaucoup d'intérêt. Nos résultats sont conformes à ceux de Schild (1994 : 69) qui explique que les dirigeantes des groupes veulent faire des associations des lieux de formation, de lutte et d'apprentissage alors que la plupart des membres n'y voient qu'une opportunité économique. Selon Schild, cela s'expliquerait par le fait qu'une grande partie des femmes des ateliers est analphabète: les ateliers exigent des connaissances en lecture et en écriture que les membres ne possèdent pas. Elles ne sont donc pas très motivées à entreprendre de telles activités parce qu'elles se placent en situation d'échec. En d'autres mots, les personnes qui deviennent dirigeantes sont celles qui, au départ, sont le mieux préparées pour les activités militantes. D'une certaine façon, il s'agirait de « l'élite » du groupe. Nous croyons cette explication plausible mais nous tendons davantage à croire que, dans tous les groupes, il existe des divers degrés

d'implication. On y retrouve les *militants* qui possèdent un niveau de conscience élevée, ils s'impliquent beaucoup et défendent les enjeux pour lesquels ils revendiquent. Ils constituent le noyau dur de l'action. Viennent ensuite les *membres* des groupes qui sont des gens qui s'impliquent à l'occasion, qui partagent les idéaux et les enjeux qu'exige l'action. Le quatrième élément de l'action collective est la *masse* qui se distingue des membres par son adhésion faible ou nulle aux objectifs ou aux enjeux, qui participe peu ou pas aux activités, et surtout, qui n'est pas organisée. Bref, de toutes les organisations ou mouvements, ce ne sont pas tous les individus qui reçoivent les enseignements et le message de la même manière et avec la même force. L'économie populaire n'en est pas moins pertinente dans un processus de mobilisation. Il est normal que les gens s'impliquent à des degrés différents. Nous croyons par ailleurs que dans le cas d'une situation extrême, comme dans le cas d'une dictature, l'urgence de la situation fait entrer dans les rangs des organisations sociales des gens de la masse qui, autrement, n'auraient jamais participé à de tels regroupements. Lorsque la situation redevient normale, ces gens qui avaient joint le groupe, plus menés par l'angoisse que par un engagement profond, retournent d'où ils sont venus.

Nous avons par ailleurs remarqué au cours de cette étude, que non seulement les personnes s'impliquent à des degrés différents, mais les communautés vivent un processus semblable : Alors que certaines regroupent peu d'organisations et ont peu de projets communs, d'autres brillent par leur effervescence et sont le théâtre de luttes et de mobilisations continues. À titre d'exemple, dans la présente recherche, nous avons remarqué un dynamisme particulier dans la commune de La Florida où deux (2) des cinq organisations étudiées en étaient originaires. Par ailleurs, la littérature (Reyes et Scalpello, 1998) fait également état de projets de

développement local menés dans cette commune qui ont réussi à mobiliser autour d'un objectif commun (amélioration des conditions de vies à Los Quillayes, *población* de La Florida) plusieurs acteurs locaux. Bien entendu, on peut se poser la question à savoir pourquoi certaines communautés sont si dynamiques alors que d'autres ont tant de problèmes à s'organiser autour d'un enjeu collectif.

Duperré (2004) s'est penchée sur cette question et explique les conditions de constitution des acteurs collectifs. Certaines ont particulièrement retenu notre attention. En effet, pour que la mobilisation se fasse, il faut que l'action prenne sa source dans l'expérience personnelle des participants. Nous croyons que cet aspect a été la grande force du mouvement des *pobladores*, et particulièrement au sein des organisations collectives étudiées dans le cadre de cette étude. Les actions menées reposent sur les conditions de vie particulières à ces derniers et ceux-ci choisissent des actions qui leur ressemblent. De plus, cette auteure met de l'avant l'importance des réseaux pour la mobilisation. Ces derniers jouent un rôle prépondérant dans la mobilisation car ils permettent la transmission de l'information qui est nécessaire à une meilleure compréhension de la conjoncture et des enjeux, éléments essentiels lorsque vient le temps de saisir les occasions d'action d'une lutte (Duperré, 2004). Cet élément était sans doute un des atouts des organisations étudiées dans le cadre de cette recherche : bien entourées et s'entourant d'alliés divers, elles réussissaient de cette façon à mieux cibler leurs actions car elles avaient une vision plus complète du contexte au sein duquel elles évoluaient. Cela est sans compter l'avantage du partage d'expertise et de ressources dont elles ont pu bénéficier en travaillant en étroite collaboration avec leurs multiples partenaires. Outre l'expérience individuelle et les réseaux, l'auteure propose la construction culturelle à l'intérieur du groupe comme condition à la

mobilisation. Cet aspect comprend, entre autres, l'opposition autour d'un enjeu. Cette opposition serait un catalyseur autour duquel se constitue l'identité d'un groupe (Duperré, 2004). Cela expliquerait que la mobilisation se soit affaiblie une fois la démocratie revenue : l'objet d'opposition (les militaires, la dictature) disparaît. Les groupes ayant fondé leur action et leur identité autour de cette question se retrouvent soudain avec une lutte qui a perdu son sens. Ainsi, comme l'explique Duperré (2004 : 79), des changements dans l'environnement externe ont un impact non négligeable sur les groupes militants. Les organisations doivent aussi avoir une capacité d'adapter leurs stratégies militantes au nouveau contexte : sans cela, la cohésion et la raison d'être du groupe peuvent être gravement mises en péril (Duperré, 2004). Nous croyons que cela pourrait en partie expliquer les problèmes de mobilisation qu'ont vécu les groupes lors du retour de la démocratie : non préparés à la nouvelle réalité, avec moins d'appui que par les années passées, il est possible que les stratégies employées aient été rendues désuètes et mal adaptées au nouveau contexte, rendant leur action peu efficace, les résultats plus mitigés et la motivation plus faible.

Quoi qu'il en soit, la conclusion qu'on peut en tirer c'est que l'économie populaire peut en effet mener à une participation politique. Elle y réussit comme le feraient d'autres types de regroupements. La militance dépendrait donc moins du type d'organisation de départ que des autres facteurs mentionnés précédemment. En fait, l'économie populaire constituerait un espace de rencontre et de renforcement de la société civile nécessaire au rétablissement de la démocratie. Comme certains participants nous ont fait remarquer, la démocratie et la paix sont des processus à long terme, qui nécessitent des efforts et un certain dynamisme de la société civile. Engelhard (1996 : 40) disait d'ailleurs à ce propos :

Le social pour une bonne part, doit se reconstruire lui-même dans une certaine tension créative et porteuse de sens. Se reconstruisant, il reconstruira le politique. Cette reconstruction ouvre de nouvelles perspectives démocratiques, celle de la démocratie citoyenne. La démocratie citoyenne [...] est, en première approximation, une société à responsabilité généralisée, celle des groupes, des personnes et de l'État. L'État ne devient pas responsable par miracle. C'est la société civile responsable qui l'y contraint.

Dans un autre ordre d'idée, il faut se questionner à savoir si les comportements politiques des Chiliens sont réellement différents de ceux des citoyens des autres pays. Ce n'est un secret pour personne, la politique partisane attire de moins en moins de gens que ce soit au Chili ou ailleurs. Par contre, jusqu'à tout récemment, la politique partisane a toujours coloré les relations entre les institutions et entre les groupes sociaux au Chili et a interféré pendant longtemps dans les institutions et les organisations. Or, avec l'entrée en force de la mondialisation, les États perdent du pouvoir. Cela pourrait expliquer la faible participation politique partisane : les citoyens sentent que le processus électoral ne leur donne pas de réel pouvoir sur les décisions qui sont de toute façon prises à l'extérieur des frontières de leur pays d'origine et s'en désintéressent peu à peu. Les partis politiques répondent de moins en moins aux ambitions des citoyens, d'où l'importance de l'entrée en scène de nouveaux acteurs, qui font la politique autrement, dans les espaces comme le Forum Social Mondial de Porto Alegre ou les réseaux internationaux de tous acabits.

En conclusion, il est clair que les entreprises étudiées n'avaient pas toutes la même densité politique. Par contre, notre étude a permis de démontrer que les OÉP permettent la création d'emplois et donnent la chance aux travailleurs de vivre, en évitant la marginalisation, l'anomie et la désaffiliation et en préservant la dignité des personnes. Si elles ont peu d'activités

politiques proprement dites, nous croyons qu'elles ont permis le renforcement de la cohésion sociale et d'éviter l'isolement dans un quartier durement touché par la répression. Par ailleurs, dans le cas des entreprises possédant un caractère plus revendicatif, l'amélioration des conditions économiques a permis aux groupes d'aller plus loin et de s'engager sur le chemin de l'action politique. Encore ici, plusieurs niveaux de participation ont été atteints : la prise de parole et capacité d'organisation, le développement de la communauté locale et finalement la participation à des enjeux nationaux et internationaux.

Des auteurs comme Fréchette (1997, 2000) et Deslauriers (1998) font remarquer une situation semblable dans le contexte d'études portant sur les cuisines collectives. En effet, en plus de posséder des fonctions de nutrition évidentes, les cuisines collectives servent aussi à briser l'isolement, à changer l'image qu'on a de sa propre personne, à créer des liens, et à favoriser « l'empowerment » des membres. D'ailleurs Fréchette (1997, 2000) dégage de ses enquêtes que trois (3) types de cuisines collectives existent soit celles centrées sur la nutrition, sur l'entraide et l'utilisation du groupe et enfin sur une approche de développement communautaire (Fréchette, 1997). La première a pour objectif la lutte contre pauvreté et ses répercussions (soit la dégradation de la santé physique) à cause d'une alimentation déficiente. Par les actions menées dans les cuisines, il faut en arriver à la sécurité alimentaire des familles défavorisées et à briser l'isolement social. Il faut bien comprendre que dans ces conditions, la cuisine collective n'est pas utilisée dans une stratégie globale d'intervention. La cuisine collective utilisée dans une fin d'entraide se veut un endroit où la participante pourra trouver du soutien. L'acte de cuisiner en groupe sert à développer des relations d'aide mutuelle entre les participants. Le troisième type de cuisine collective décrit par Fréchette ressemble beaucoup à la

dynamique qu'on retrouve dans les ateliers collectifs présentés dans ce mémoire dans le sens que l'activité économique (cuisiner en groupe dans le cas des cuisines collectives ou produire des pièces d'artisanat dans le cas des ateliers solidaires) sert de tremplin pour la réalisation d'activités à caractère plus social ou politique. Par exemple, les groupes sont souvent liés à des processus d'intervention locale globaux, à des projets qui dépassent le cadre économique. Dans certains cas, l'expérience acquise au sein des groupes sert par la suite à l'insertion du participant sur le marché du travail.

8.2.2. Impunité et participation politique

En terminant, nous ne pouvions passer sous silence un thème récurrent qui transparait tout au long de la recherche et notamment des entrevues : celui de la méfiance qu'éprouvent les sujets de l'étude par rapport à l'État chilien et au type de démocratie instaurée au cours des dernières années³⁶. Cet aspect ressort dans la plupart des entretiens effectués, autant chez les micro-entrepreneurs, que chez les travailleurs des ONG ou auprès du représentant de l'État. Nous avons également relevé un sentiment d'échec face aux impacts attendus du mouvement populaire. Pourtant, plusieurs gains importants ont été faits : le référendum, contre lequel s'était mobilisé le mouvement populaire au prix de grands sacrifices, a été gagné. Nous pensons que certains individus n'ont peut-être pas su évaluer à sa juste valeur la force et la portée du mouvement et les impacts que celui-ci a eu sur l'ensemble de la société et sur les changements subvenus dans les dernières années.

³⁶ Cette méfiance a été remarquée également par les chercheurs du PNUD (1998). Non seulement les Chiliens montreraient des taux très bas de confiance envers l'État, mais ils démontreraient un grand cynisme envers la politique et le type de démocratie instauré en plus d'une très faible confiance envers les autres citoyens et ce, malgré la croissance économique et l'ouverture des espaces politiques. Nous avons pu observer quelque chose de semblable : il est très courant d'entendre les Chiliens se plaindre de la criminalité dans leur pays. Or, le taux de criminalité au Chili demeure un des plus bas d'Amérique latine.

Par contre, le thème des détenus-disparus revient dans chaque entretien sans exception et nous fait croire que l'impunité est sans doute responsable de la grande méfiance et du sentiment d'avoir peu de pouvoir politique.

L'impunité est bien installée au Chili. Le retour de la démocratie a permis la mise sur pied de la Commission Vérité et Réconciliation et de plusieurs autres actions publiques qui visaient la réconciliation nationale, mais la déroute des militaires a également été suivie de lois qui amnistiaient les responsables de violations graves aux droits humains. Un très petit nombre d'entre eux ont été traduits en justice et condamnés, mais l'immense majorité n'a jamais été dérangée et poursuit sa vie sans trop s'inquiéter.

Or, nous savons que cette impunité est un frein au retour d'une démocratie véritable car il est clair qu'une des conditions au retour de la démocratie et plus tard de la paix sociale et la confiance qu'éprouvent les citoyens envers leurs institutions. En fait, à notre avis, le grand défi que devra relever le gouvernement chilien est celui de retrouver son autorité morale. Cela ne se fait pas sans des institutions publiques fiables et transparentes, des symboles collectifs qui rassemblent les citoyens...et une Constitution qui sert la démocratie et qui n'est pas en place pour protéger les intérêts de ceux qui ont perpétré le coup d'État comme c'est le cas à l'heure actuelle.

L'impunité va carrément à l'encontre du processus de démocratisation en contrevenant au principe qui stipule que les citoyens doivent être traités de façon égalitaire devant la loi. Le

message que l'État envoie dans ce cas est que certains individus ont plus de valeur que d'autres et méritent d'être protégés alors que leurs concitoyens sont laissés à eux-mêmes. Dans un pays comme le Chili, il serait difficile de ne pas associer cela aux relations sociales qui sont particulièrement inégales. L'impunité creuse le fossé entre les classes sociales, entre les citoyens « désirables » et ceux qu'il est préférable d'exclure. Selon De Lima Lopes (2000), l'impunité serait particulièrement dommageable car elle favoriserait des « comportements prédateurs » qui brisent la cohésion sociale et empêchent les gens de vouloir collaborer. De plus, selon Guillou (2003), l'impunité campe avec encore plus de force les victimes dans leur rôle : indirectement l'État leur dit qu'il ne peut pas tenir compte de leurs revendications et que celles-ci n'ont pas d'importance.

L'impunité est un obstacle à une citoyenneté pleine et entière. En effet, elle met un frein à l'envie de s'associer pour demander des changements sociaux. Les travaux de Beristein et Riera (1992) le prouvent. Dans une situation où des crimes majeurs n'ont pas été punis, l'image qu'on projette est que le pouvoir en place est tout puissant et qu'il est inutile d'agir et de s'organiser pour changer les choses : mieux vaut se taire et s'adapter pour survivre. Mais il y a plus. Le régime qui pratique la violation des droits humains justifie ces actes en expliquant que ceux-ci étaient nécessaires pour conserver l'ordre social. C'est en effet ce qu'on entend souvent au Chili de la part des organisations qui ont appuyé le Coup d'État. Ils disent quelque chose comme : « *oui, on a commis des atrocités, mais nous n'avions pas le choix. Il fallait bien enrayer le socialisme* ». Il arrive souvent que le régime accusé de violations des droits humains essaie de faire porter l'odieux de ces actions sur l'ensemble de la population en déclarant que toute la société est coupable et responsable (Beristein et Riera, 1992 : 28-29). Qu'on utilise une

ou plusieurs de ces tactiques, cela a pour conséquence l'installation plus en profondeur de l'impunité qui a son tour provoquera un sentiment général d'impuissance auprès de la population. Les gens croiront qu'il est inutile de s'impliquer en politique car tout est arrangé d'avance, qu'il ne vaut pas la peine d'intenter des procès parce que la justice est truquée voire qu'il ne faut pas souhaiter de changement car il est risqué.

Dans le cas du Chili, nous croyons qu'en plus de l'impunité qui entraîne un ramollissement des motivations militantes, l'imposition d'une économie ultra-libérale a mené à une réduction substantielle de la participation populaire. Le marché néo-libéral qui colore chaque aspect de la vie des Chiliens est porteur de valeurs qui vont à l'encontre de la coopération, de la participation et du désir de s'associer. On prône plutôt le chacun pour soi et la concurrence. Cette économie ultra capitaliste couplée à l'impunité est pour nous un cocktail néfaste qui ne peut qu'avoir des répercussions décuplées sur l'envie qu'éprouvent les citoyens de se lever ensemble pour réclamer le respect de leurs droits de citoyens.

8.3. INCLUSION SOCIALE

8.3.1. Les femmes et l'économie populaire

Lorsqu'on se consacre à l'étude de l'économie populaire, on ne peut passer sous silence l'exclusion autant sociale, politique ou économique dont sont victimes certains secteurs de la société chilienne, en particulier les *pobladores*. Les causes de l'exclusion peuvent être expliquées à partir des conflits entre les classes sociales, mais lorsque, comme dans le cas qui nous occupe, 4 des 5 études de cas présentées sont des expériences initiées par des femmes et dont les

membres sont exclusivement féminins, il est difficile de passer sous silence l'impact du genre dans la reproduction de la pauvreté et il faut nous questionner sur le rôle de l'économie populaire dans la vie des femmes qui ont pris part à des activités dans ce secteur. En fait, en analysant le contenu suite aux entrevues, nous avons remarqué que le thème des femmes était récurrent alors que nous n'avions pas prévu de questions sur cet aspect. Alors que le questionnaire de départ n'en fait pas mention, nous avons cru impératif de traiter ici de la question.

D'abord, lorsqu'on se penche de plus près sur les études de cas, ce qui surprend à première vue, c'est de constater que les femmes ayant participé à la recherche ont vécu une double oppression pendant la dictature : celles des militaires, bien entendu, mais aussi celle causée par une société patriarcale et machiste. En plus de la répression et de la violence politique, les femmes ayant participé aux ateliers vivent une exclusion quasi systématique de la vie publique : ayant peu accès au travail rémunéré et étant confinées physiquement à la sphère privée. Comme l'explique Cañadell (1993:51), les femmes qui participent à des expériences d'économie populaire comme des ateliers d'artisanat ou des cuisines collectives ont soudain accès au monde public grâce à leur travail. Si elles percevaient le monde et avaient jadis des contacts avec l'extérieur par le biais de leur mari, tout change lorsque celui-ci perd son emploi et qu'elles doivent à leur tour sortir de la maison pour gagner leur vie.

Les études de cas ont aussi montré qu'un des impacts certains de l'économie populaire dans la vie des femmes a été de modifier les rôles au sein du couple et dans la communauté (Allan San Juan, Lamadrid Alvarez, 2001; Fréchette, 1997; Schild, 1994). En effet, avec l'arrivée de la dictature, les hommes perdent leur emploi et les femmes se mobilisent afin de

généraliser des revenus pour la famille. Ces dernières se transforment donc du jour au lendemain en pourvoyeuses. Si certaines d'entre elles travaillaient avant que leur conjoint se retrouve au chômage, le salaire qu'elles ramenaient à la maison avait toujours été considéré comme un revenu d'appoint. Les choses changent lorsqu'elles se retrouvent seules soutiens de famille. Leur accès à un travail et à un revenu fixe leur donne un pouvoir économique jamais expérimenté auparavant. Les femmes gagnent donc en pouvoir et en indépendance, ce qui ne peut que modifier les relations qu'elles vivent dans leur couple. Allan San Juan et Lamadrid Alvarez (2001) expliquent que si un homme est exclu de l'économie formelle et décide de mettre sur pied une micro-entreprise, il conserve son rôle : celui de mari et de pourvoyeur. Or, si une femme fait la même chose, les rôles sont ébranlés car le rôle traditionnel qui lui est dévolu (celui de mère et d'épouse) se métamorphose. Bien sûr, la société chilienne est de plus en plus ouverte et accepte le choix de certaines femmes d'occuper des espaces non-traditionnels, mais les changements ne se font pas sans heurts. Allan San Juan et Lamadrid Alvarez (2001) croient qu'en plus de la résistance des hommes plus grande dans les classes populaires que dans les classes moyennes ou aisées, l'émancipation des femmes micro-entrepreneures se fait dans l'isolement le plus complet. En effet, la plupart des femmes travaillent seules, sans les appuis habituels. L'État qui, au départ, ne joue pas un grand rôle dans l'appui aux micro-entrepreneurs, est encore moins présent pour les femmes micro-entrepreneures. Les ONG se sont retirées depuis longtemps, et les entreprises fondées par les femmes ne sont pas encore vraiment reconnues socialement. On les qualifie toujours "d'activités de subsistance", ce qui comporte une connotation négative qui ne reconnaît pas au travail des femmes l'importance qui lui revient. (En effet, sans le salaire des mères et des épouses, de nombreuses familles vivraient en dessous du seuil de pauvreté et auraient un niveau de vie moindre avec toutes les conséquences que cela

comporte). Schild (1994) montre d'ailleurs que les organisations dirigées par des femmes sont des groupes où la survie économique a été le premier moteur de motivation des membres. Or, l'auteure croit que bien au-delà de ces fonctions monétaires, les cuisines collectives, ateliers solidaires ou autres organisations populaires de l'époque, ont permis une insertion indubitable des femmes aux plans politique et social. En fait, si la production d'un revenu pour la famille a été l'élément déclencheur qui a d'abord amené les femmes vers les organisations économiques populaires, elles y demeurent malgré le temps qui passe à cause des apports sociaux que celles-ci sont en mesure de générer.

De plus, Schild (1994) explique que nombreuses sont les participantes qui sont impliquées dans plus d'une association : elles sont à la fois membres de la cuisine collective, de l'atelier solidaire du coin, du groupe de catéchèse et du comité de citoyens. C'est un aspect qui a d'ailleurs été confirmé dans les entrevues réalisées dans le cadre de ce mémoire. Aussi, les travaux de Schild montrent que l'acte de s'associer pendant la dictature ne marque pas vraiment une rupture avec les époques antérieures : bien que la dynamique du mouvement populaire des années 1980 possède des caractéristiques qui lui sont propres, en général, les femmes qui prennent part aux regroupements ont souvent été impliquées dans des partis politiques, des comités de *pobladores* ou des groupes religieux pendant le mandat de l'Unité Populaire ou pendant les années 1960. La tendance à se regrouper et à participer n'est donc pas une cassure mais une continuité avec le monde « d'avant ».

Les initiatives d'économie populaire menées par les femmes, bien qu'ayant des visées prioritairement économiques au départ, ont eu le pouvoir de briser l'isolement des participantes,

de les faire réfléchir sur la place des femmes dans la société et de leur faire prendre conscience des oppressions qu'elles vivaient et des raisons qui les expliquaient. Ainsi, les membres des groupes sont passés d'individus ayant des problèmes personnels, à un groupe se défendant contre les affres de la répression politique et de la récession, à des organisations de femmes regroupant des participantes conscientes de leurs droits, capables d'identifier les causes sociétales des oppressions qu'elles vivent et étant en mesure de se mobiliser pour exiger et espérer des changements significatifs et valables. Chuchryk (1993) a réalisé des entrevues auprès de femmes chiliennes impliquées dans des groupes de défense de droits pendant la dictature (association de parents de disparus et autres) et rapporte que plusieurs femmes lui ont avoué que l'expérience dans les groupes, même si elle a parfois été douloureuse à cause du contexte politique, a aussi été une « libération », un lieu de prise de pouvoir et d'apprentissage incomparable.

Il est intéressant de constater que dans les cas étudiés, ce sont presque exclusivement les femmes qui se sont mobilisées pour sortir leurs familles de la misère. En fait, nous sommes d'accord avec Beaulieu et Boulianne (2004) Schild (1994) et Cañadell (1993) qui sont d'avis que les femmes sont souvent le moteur de l'action collective. Elles sont des catalyseurs de projets de développement local. Les études réalisées par Schild (1994) montrent que plus de 90 % des intégrants des organisations populaires dans les *poblaciones* chiliennes à l'époque de la dictature sont des femmes. Cañadell (1993) et Chuchryk (1993) expliquent le fait que les femmes se mobilisent et s'organisent plus facilement que les hommes car ce sont les hommes qui sont plus fortement et directement visés par la dictature. En fait, c'est un fait historique : les premiers groupes à se mobiliser contre la dictature au Chili ont été les parents de détenus disparus et de

prisonniers politiques, par le biais d'actes publics mais aussi par la production et l'exportation d'*arpilleras*. (Agosin, 1994; Cañadell, 1993). Puisque les militants politiques sont en majorité des hommes, se sont eux qui sont les premières cibles des militaires. Ce sont leurs mères, leurs épouses et leurs sœurs qui sont les premières à sortir dans la rue pour réclamer justice. Les travaux de Chuchryk (1993) auprès des membres des associations de défense de droits chiliennes tentent d'expliquer ce phénomène. Pour l'auteure, il était probablement moins risqué pour les femmes de se regrouper pendant la dictature parce que les militaires ne les prenaient pas au sérieux. L'auteure explique que les traditions machistes portées par la junte ne permettaient pas de concevoir que des femmes puissent être des acteurs politiques et changer les choses. Les femmes pouvaient donc faire un travail qui, s'il avait été exécuté par des hommes, aurait pu être beaucoup plus risqué. Des personnes qui ont participé aux recherches de Chuchryk ont expliqué que les hommes avaient souvent un emploi rémunéré qu'ils auraient risqué de perdre s'ils s'étaient engagés dans la lutte ouverte contre la dictature. D'autres prétendaient que « les femmes avaient plus de temps à consacrer à la lutte pour les droits que les hommes ». Ce qui nous fait penser, tout comme Chuchryk d'ailleurs, que la véritable raison de l'implication majoritaire des femmes chiliennes pendant la dictature repose sans doute sur leur identité de mère, grandement valorisée dans la société chilienne traditionnelle. Cette identité, basée sur le don de soi, les valeurs familiales, la responsabilité des femmes envers leur famille, l'abnégation et le sacrifice sont selon nous un terreau très fertile, qui a été plus fort que la peur, la violence et les menaces.

Dans un tout autre ordre d'idée, notre étude nous a permis de démontrer que les femmes interviewées ont vécu un changement drastique de mentalité au fil du temps. Elles veulent

s'insérer dans l'économie de marché, elles ne sont plus tellement intéressées par ce marché artificiel et parallèle au sein duquel les ONG écoulaient les produits qu'elles fabriquaient. Allan San Juan et Lamadrid Alvarez (2001) soulignent eux aussi cette tendance que Donovan et Gonzàlez (2004) n'associent pas exclusivement aux femmes micro-entrepreneures. Par exemple, jadis, pendant la dictature, la formation reçue dans les ateliers était souvent l'aspect le plus important des ateliers. À cette époque, d'une certaine façon, la formation devient plus importante que la réalisation de profits. La formation est une fin en soi, l'objectif ultime du travail fait en commun. Maintenant, c'est l'inverse. La formation est un outil qui sert à mieux servir le marché. L'objectif principal des micro-entrepreneurs modernes est de générer des profits plus intéressants, la formation sert à y arriver.

8.3.2. La mémoire

Comme nous l'avons vu au cours du chapitre 1, la mémoire est un des éléments qui favorisent le retour de la paix sociale et qui permet à une communauté de garder dans sa tête les événements passés afin de pouvoir poursuivre son évolution. La récupération de la mémoire ne signifie pas s'enfoncer inutilement dans des souvenirs douloureux ni de s'accrocher à son statut de victime. La préservation de la mémoire est nécessaire car elle permet le rétablissement d'une histoire commune (Guillou, 2003).

Nous nous sommes donc intéressées à l'étude de Duperré (2004) qui avance que ce qui renforce la cohésion est la capacité des individus à créer un mythe *fondateur*, des *personnages*, autour desquels la culture d'un groupe prend sa source, ce qui ne peut que rendre la lutte plus forte avec une portée plus grande. C'est en effet ce que nous avons senti dans les groupes

rencontrés : les membres des groupes parlent avec beaucoup de ferveur des débuts de leur organisation que même les participantes absentes ou très jeunes lors de événements connaissent. De plus, nous avons senti une très grande admiration des membres envers les militantes qui avaient été à l'origine des ateliers. Nous avons perçu cette admiration également chez les gens des ONG envers les promotrices des organisations. On les a d'ailleurs souvent qualifiés de « héros » en notre présence. Malgré cela, nous croyons que pour pouvoir dire que ces organisations sont les porteuses de la mémoire collective, il faut que leur expérience soit reconnue auprès d'une grande partie de la population et que des espaces publics où elles peuvent mettre à contribution leurs souvenirs et leur expérience existent. Pour les participants, il a été difficile de nous expliquer comment en dehors de la sphère privée elles exerçaient ce rôle de « gardiens de la conscience ». En effet, il ne fait aucun doute que les membres des organisations partagent ou ont partagé leur histoire à l'intérieur même du groupe ou de la famille, mais les espaces publics de débats se font rares. C'est pourtant à ce niveau qu'il faudrait agir. Bien évidemment, certains participants ont été invités à des actes commémoratifs symboliques où ils devaient partager leur histoire avec la population en général mais ces actions ne sont pas nombreuses.

On nous a souvent dit que les Chiliens ont la mémoire courte et plusieurs personnes croient que le pays « doit passer à autre chose » et cesser de se tourmenter avec les événements passés. La théorie de Wilde (1999) repose sur le concept de « *conspiration consensuelle* » qui se définit comme le refus de la classe politique chilienne d'entrer dans des débats de fond. Les études réalisées par l'auteur font état de la peur du Chilien moyen d'engager des conflits ouverts. Wilde pose l'hypothèse que ces derniers hésitent grandement à le faire car ils se rappellent de la

grande polarisation qui a précédé le coup d'État et les dures années qui les ont suivies. Bref, la classe politique autant que la population ne voit pas grand intérêt à parler de ces pénibles événements.

Pour notre part, nous sommes d'avis qu'au contraire, la société chilienne doit être en mesure de pouvoir discuter du passé pour pouvoir faire face à son avenir avec sagesse. Nous n'hésitons pas à penser que les organisations populaires ont leur mot à dire et une expérience de lutte (et de vie) à partager qui pourrait être profitable et faire avancer le débat politique. Il faut cependant des gens prêts à les écouter et à recevoir leur message.

CONCLUSION

Si le rôle des OÉP pendant la dictature a été maintes fois étudié et commenté, leur impact dans la période qui a suivi le départ des militaires ne semble pas avoir attiré l'attention des chercheurs. En fait, nous remarquons un grand vide dans la littérature scientifique sur tout ce qui touche au mouvement populaire chilien après la seconde moitié des années 1990. D'où notre intérêt à pousser plus loin l'investigation sur ce thème.

L'étude réalisée prouve que le travail au sein du secteur de l'économie populaire a permis aux promoteurs de générer des revenus qui leur ont permis de vivre et d'améliorer les conditions de vie de leur famille. Or, le retour de la démocratie qu'on croyait porteur de changements favorables aux micro-entrepreneurs n'a pas été suivi de réformes économiques significatives. Pire, l'économie ultra-libérale instaurée par les militaires a été renforcée, plongeant les entrepreneurs populaires dans un marché où ils doivent concurrencer des entreprises de toutes tailles et être soumis aux mêmes règles que ces dernières, souvent avec des moyens très modestes. L'État chilien commence à peine à reconnaître les apports des micro-entreprises. En fait, il nous semble que les instances dirigeantes, de même que les syndicats ou les partis politiques de gauche n'ont pas vraiment saisi l'essence de l'économie populaire : très peu de liens existent entre ces groupes et le mouvement de l'économie populaire.

De son côté, l'État a adopté plusieurs programmes qui s'avèrent encore insuffisants et peu adaptés aux réalités du milieu. En même temps, les ONG ne peuvent offrir le même appui qu'autrefois, ayant été mises de côté par les agences de coopération internationale et mettant sur

pied des projets conçus par l'État lors de concours organisés par ce dernier. Les ONG sont entrées depuis les quinze dernières années dans une logique économique qui a changé leur façon d'offrir des services. Le peu d'accès au crédit et la faible propension à s'associer pour travailler ont également contribué à un affaiblissement de la capacité de capitalisation des entreprises et ont été un frein à leur consolidation. Bref, les entreprises étudiées dans le cadre de cette recherche n'ont permis qu'une intégration économique très partielle des individus ayant œuvré en leur sein.

En ce qui a trait à la participation politique, il semble clair que le travail réalisé dans les entreprises a été un moteur important d'éducation au politique en général et dans plusieurs cas de participation politique ou d'engagement communautaire à proprement parler. Nous remarquons cependant que cette tendance est beaucoup plus marquée dans le cas des entreprises collectives. Nous savons par ailleurs que les micro-entrepreneurs ne sont pas encore considérés comme un acteur politique au Chili. D'un autre côté, nous savons le mouvement populaire responsable en partie du retour à la démocratie. Les milliers d'organisations, qu'elles aient un caractère social, culturel ou économique, par leurs luttes incessantes, ont précipité le départ des militaires. Ces organisations qui n'avaient cessé de pratiquer la démocratie au quotidien ont mis la table pour le retour des libertés politiques. Malgré tout, un fort sentiment d'exclusion du monde politique demeure chez les *pobladores*. Cela n'est pas étonnant par ailleurs : ceux-ci ont, historiquement, toujours été les grands exclus du système politique chilien. Si l'intégration des micro-entrepreneurs issus du milieu populaire n'a pas été totale du point de vue politique, il n'en demeure pas moins que de grandes avancées ont été réalisées dans ce domaine par la participation à des activités économiques populaires.

Un des grands potentiels de l'économie populaire démontré dans ce mémoire est sa capacité à favoriser l'émancipation des femmes en leur donnant accès au monde du travail et à la sphère publique, transformant du même coup les relations traditionnelles existantes, autant dans les couples que dans la communauté. Les OÉP ont aussi un potentiel de promotion de la mémoire collective, souvent sous-exploité il est vrai.

En fait, nous arrivons à la conclusion que l'impact des organisations économiques populaires dans le processus de retour de la paix au Chili a été plutôt mitigé pour toutes les raisons nommées plus haut. Nous tendons à croire qu'elles auraient pu y jouer un rôle plus actif si ces dernières avaient pu compter sur des appuis solides, permettant de consolider leur action. La création de réseaux, le développement des entreprises en organisations mettant de l'avant les principes de l'économie solidaire sont pour nous les clés de telle réussite. Par ailleurs, nous reconnaissons qu'il existe un seuil minimal à partir duquel les promoteurs d'initiatives économiques populaires arrivent à se mobiliser.

Même si ces entreprises n'ont pas eu l'impact que nous pensions trouver au départ, nous sommes convaincue que ces dernières ont permis aux individus, les composant, de traverser cette longue période de bouleversements en atténuant les répercussions négatives de telle expérience. Ainsi, si l'économie populaire n'a pas transformé le Chili comme nous l'avions imaginé, elle a au moins changé et amélioré de façon sensible la vie des gens qui y ont pris part et celle de leur communauté. En fait, même si l'apport concret de l'économie populaire solidaire est parfois difficile à mesurer, nous croyons que cette dernière constitue une remise en question du système

capitaliste traditionnel et réussit à proposer une manière différente de faire des affaires et de concevoir le développement. Pour nous, il s'agit là d'une des grandes réussites de l'économie populaire solidaire.

La détérioration des liens sociaux et la dégradation du tissu social sont des processus qui se font rapidement suite à l'entrée au pouvoir d'un régime répressif. Par contre, la reconstruction de la paix, de même que le renforcement de la société civile sont des exercices de très longue haleine. Ils exigent un désir de vivre ensemble, ainsi qu'une grande créativité et des efforts quotidiens de la part des citoyens pour y arriver. C'est ce que prouvent et pratiquent chaque jour les entrepreneurs populaires.

ANNEXE A

GRILLE D'ENTREVUE ENTREPRENEURS POPULAIRES

A. Contexte d'émergence, questions générales

1. Quand avez-vous démarré votre entreprise?
2. Pourquoi avez-vous démarré cette entreprise? Comment cette idée a-t-elle surgie?
3. Pourquoi avez-vous choisi ce type de produit ?
4. Pourquoi avez-vous choisi d'installer votre entreprise à l'endroit où elle est située maintenant?
5. Combien de travailleurs compte votre entreprise?
6. Comment les tâches sont-elles réparties?
7. Quel est le mode de prise de décision?
8. En ce moment, quel est le statut légal de votre entreprise?
9. Au cours de l'histoire de votre entreprise, quels appuis avez-vous reçus?
10. Selon vous, quels sont les éléments qui ont fait que votre entreprise ait pu survivre jusqu'à maintenant?
11. En général, quels obstacles avez-vous rencontrés?

B. Intégration économique

1. Diriez-vous que votre entreprise vous permet a) de survivre b) de maintenir votre niveau de vie (subsister) ou c) de générer des profits (accumulation)?

2. Grâce aux revenus produits dans votre entreprise, réussissez-vous à avoir accès aux services de santé, réseau d'éducation, services sociaux, logement décent?
3. Grâce aux revenus produits dans votre entreprise, réussissez-vous à avoir accès à une consommation nécessaire pour vous assurer un bon niveau de vie?
4. On entend souvent parler du « miracle chilien » dans les médias. Sentez-vous que les micro-entrepreneurs ont pu en bénéficier?
5. Quels types de relation entretient votre entreprise avec les entreprises locales du même secteur?
6. Quels types de relation entretient votre entreprise avec les entreprises locales d'autres secteurs d'activité?
7. Suite à votre expérience dans cette entreprise, avez-vous eu accès à des emplois donnant accès à des meilleures conditions de travail?

C. Participation politique

1. Participez-vous à des activités sociales, politiques ou culturelles? Pourquoi? Si non, aimeriez-vous y participer?
2. Participez-vous à une association de micro-entrepreneurs ou à des projets conjointement avec d'autres micro-entrepreneurs? Pourquoi? Si non, aimeriez-vous y participer?
3. Sentez-vous que le secteur de l'économie populaire au Chili a un certain pouvoir politique au Chili? Pourquoi?
4. Croyez-vous que, à cause de votre participation aux activités de l'entreprise, vous avez acquis des capacités de diriger un groupe, d'organiser des activités communautaires?

5. Avez-vous reçu des formations au cours de l'histoire de votre entreprise? Si oui, par qui et quels thèmes étaient abordés?
6. Selon vous, quelles sont les avancées et les réussites de la démocratie chilienne depuis 1990?
7. Comment la démocratie a-t-elle transformé votre travail?

D. Insertion sociale

1. Votre entreprise collabore-t-elle ou entretient-elle des liens quelconques avec des organisations sociales locales? Si oui, quel type d'activité ont été entreprises et quels en ont été les résultats?
2. Comment percevez-vous votre travail? Quels sont les avantages et les désavantages de celui-ci?
3. Comment votre travail est-il perçu par les gens de votre quartier ou de votre communauté?
4. Que vous a apporté votre travail au sein de votre entreprise?
5. Pensez-vous que les entreprises comme la vôtre ont eu un rôle à jouer dans la préservation de la mémoire?
6. Avez-vous, au cours de l'histoire de l'entreprise, participé à des actions publiques pour faire connaître aux gens l'essence de votre travail? Si oui, à quelle occasion et comment le public a-t-il réagi?
7. Y a-t-il une relève dans votre entreprise? Les jeunes s'intéressent-ils à ce que vous faites?

8. Quels sont les changements les plus significatifs survenus dans les quartiers populaires depuis 1990?
9. À votre avis, quels thèmes réussissent aujourd'hui à réunir les Chiliens? Sur quoi est basé le consensus social?
10. Certaines personnes croient que les entreprises économiques populaires ont joué un rôle dans le retour de la paix et de la démocratie au Chili, alors que d'autres croient que leur apport a été minime. Quelle est votre opinion à ce sujet?

ANNEXE B

GRILLE D'ENTREVUE ONG

A. Contexte d'émergence, questions générales

1. Quelle est la mission de votre organisation?
2. À quelle époque votre organisation a-t-elle débuté ses activités?
3. Quelle est la clientèle à laquelle votre organisme s'adresse?
4. Quels services offrez-vous?
5. Combien de travailleurs compte votre organisation?
6. Quels types de services ou de programmes offrez-vous aux entrepreneurs populaires?

B. Intégration économique

1. Les revenus produits dans les OÉP, que vous accompagnez, réussissent-ils en général à donner accès aux services de santé, au réseau d'éducation, aux services sociaux ou à un logement décent?
2. Les revenus produits dans les OÉP, que vous accompagnez, réussissent-ils en général à donner accès à une consommation nécessaire pour vous assurer un bon niveau de vie?
3. En général, diriez-vous que les entreprises, que votre organisation appuie, permettent aux promoteurs a) de survivre b) de maintenir leur niveau de vie (subsister) ou c) de générer des profits (accumulation)?
4. Selon vous, quels sont les éléments qui ont fait que les OÉP, que vous appuyez, aient pu survivre jusqu'à maintenant?

5. En général, quels obstacles rencontrent les entrepreneurs populaires? Quelles seraient les solutions?
6. Suite à votre expérience dans cet entreprise, avez-vous eu accès à des emplois donnant accès à des meilleures conditions de travail?
7. On entend souvent parler du « miracle chilien » dans les médias. Sentez-vous que les micro-entrepreneurs ont pu en bénéficier?
8. Quels types de relation entretiennent les entrepreneurs populaires avec les entreprises locales du même secteur?
9. Quels types de relation entretiennent les entreprises populaires avec les entreprises locales d'autres secteurs d'activité?

C. Participation politique

1. À votre connaissance, quelle est la proportion d'entrepreneurs populaires qui participe à des activités sociales, politiques ou culturelles? Selon vous, pourquoi plusieurs ne le font pas?
2. Quelle est la proportion de micro-entrepreneurs, que vous accompagnez, qui participe à une association de micro-entrepreneurs ou à des projets conjointement avec d'autres micro-entrepreneurs? Pourquoi, selon vous, plusieurs ne le font pas?
3. Sentez-vous que le secteur de l'économie populaire au Chili a un certain pouvoir politique au Chili? Pourquoi?
4. Comment la démocratie a-t-elle transformé votre travail? Aviez-vous prévu ces changements?

5. Quels sont les plus grands obstacles auxquels ont dû faire face les ONG dans les dernières années?
6. Comment la démocratie a-t-elle transformé le travail des micro-entrepreneurs?
8. Votre organisation donnait-elle des formations aux micro-entrepreneurs? Si oui, quels thèmes étaient abordés?
9. Croyez-vous que la formation reçue de même que l'expérience vécue au sein des OÉP ont permis donner des connaissances aux promoteurs en terme de leadership et de capacités d'organisation?
10. Selon vous, quelles sont les avancées et les réussites de la démocratie chilienne depuis 1990?

D. Insertion sociale

1. Quelle est la proportion des entreprises populaires appuyées par votre organisation collaborent-elles avec des organisations sociales du milieu?
2. Comment croyez-vous que l'entourage des entrepreneurs populaires perçoit leur travail?
3. Selon vous, quels sont les apports du travail réalisé dans les entreprises populaires?
4. Pensez-vous que les entreprises populaires ont eu un rôle à jouer dans la préservation de la mémoire?
5. Les entreprises que vous appuyez ont-elles participé à des actions publiques pour faire connaître aux gens l'essence de leur travail? Si oui, à quelle occasion et comment le public a-t-il réagi?

6. Y'a-t-il une relève dans les entreprises populaires que vous accompagnez? Les jeunes s'intéressent-ils à ce type de travail?
7. Quels sont les changements les plus significatifs survenus dans les quartiers populaires depuis 1990?
8. À votre avis, quels thèmes réussissent aujourd'hui à réunir les Chiliens? Sur quoi est basé le consensus social?
9. Certaines personnes croient que les entreprises économiques populaires ont joué un rôle dans le retour de la paix et de la démocratie au Chili, alors que d'autres croient que leur apport a été minime. Quelle est votre opinion à ce sujet?

BIBLIOGRAPHIE

- _____ (2003). **De Ollas Comunes a Empresas de Mujer**, Document de travail, Santiago.
- _____, (s.d.). **Les micro-entreprises populaires au Chili : au delà de l'économique?**, non publié.
- Agosin, M. (1994). « Pachwork of Memory ». **Report on the Americas**, No 27, mai-juin 1994, pp. 11-14.
- Agrupación de Familiares de Detenidos-Desaparecidos (1990), **Respuesta de la Agrupación de Familiares de Detenidos Desaparecidos a la Comisión de Verdad y Reconciliación**, Santiago, 26 p.
- Allan San Juan P., Lamadrid Alvarez, S. (2001). « Microempresas de mujeres pobladoras: sobreviviendo al neoliberalismo ». **Revista Economía y Trabajo**. Programa de Economía del Trabajo (PET), No. 11, p. 235-247
- Beaulieu, E., Boulianne M. (2004). **Mouvement des femmes, économie sociale et solidaire et développement local en Amérique latine**. Gatineau : Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, 29 p.
- Benavente Jaque, R. (1993). « Microempresa y asociatividad » **Proposiciones**, Sur Ediciones, No. 23, octobre 1993, Santiago, p. 470-485
- Beristain, C. et Riera, F. (1992). **Afirmación y Resistencia : la Comunidad como Apoyo**, Bilbao, 220 p.
- Boutros-Ghali, B. (1992). **Agenda pour la paix**, New York : Organisation des nations Unies, 20 p.
- Bureau International du Travail (2001). **Travail décent et économie informelle**, Genève : Bureau international du travail, 145 p.
- Cañadell R M. (automne 1993), « Chilean Women's Organizations Their Potential for Change » **Latin American Perspectives**, Issue 79, Vol. 20, No. 4, p. 43-60
- Candau, J. (1998) **Mémoire et identité**, Paris : Sociologie d'aujourd'hui. 215 p.
- Castel, O. (2003). **La dynamique institutionnelle de l'économie populaire solidaire dans les pays du Sud**, Gatineau: Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, 21 p.

Centre de documentation d'Amérique latine (1987). **Chili : un peuple debout**, Montréal : CEDAL. 47 p.

Chuchryk, P.M., (1993). « Subversive Mothers: The Women's Opposition to the Military regime in Chile », **Surviving beyond Fear: Women, Children and Human Rights in Latin America**, New York : Marjorie Agosin. pp. 86-97

Colletta, N.L., et Cullen M.L. (2000). **Violent Conflict and the Transformation of Social Capital, Conflict Prevention and Post-conflict reconstruction**, Washington : The World Bank, 139 p.

Comeau, Y. (2003). **Guide de collecte et de catégorisation des données pour l'étude d'activités de l'économie sociale et solidaire**, Gatineau : Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, 18 p.

Corragio, J.L. (1999) **De la Economía de los Sectores Populares a la Economía del Trabajo**, Seminaire « Economía dos Setores populares. Entre realidade e a Utopia, Organisé par CAPINA, CEADE, CERIS, CESE et l'Université Catholique de Salvador (UCSAL), Salvador de Bahia, Brésil, 8 et 9 novembre 1999.

David, C-P. (2000) **La Guerre et la paix, Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie**, Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 524 p.

De Lima Lopes, J. R. (2000). « Direitos humanos e tratamento igualitario: questões de impunidade, dignidade e liberdade » **Revista brasileira de ciencias sociais**, vol. 5, no. 42, pp. 77-10

Del Pino Corrieri, J. (1992-1993). « Análisis de las organizaciones económicas populares. 1989-1991 » **Economía y trabajo en Chile. Informe Anual**, Santiago : Programa de Economía del Trabajo (PET). pp. 222-241.

Deslauriers, J-P. (1991). **Recherche qualitative. Guide pratique**, Mc Graw Hill éditeurs, Thema, 141 p.

Deslauriers, J-P. (1998). **Les cuisines collectives, c'est plus que de la cuisine**, Gatineau : Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités. Université du Québec en Outaouais. 63 p.

De Soto, H. (1994). **L'autre sentier**, Paris : Éditions La Découverte. 243 p.

Donovan, P. et González, R. (2004). **Économie sociale, populaire et solidaire au Chili (1980-2003)**, Gatineau : Chaire de recherche en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais. 24 p.

Dubet, F., Tironi, E., Espinoza V., Valenzuela E (1989). **Pobladores : luttes sociales et démocratie au Chili**, Paris : Logiques Sociales. Lharmattan. 190 p.

Duperré M. (2004). **L'organisation communautaire : la mobilisation des acteurs collectifs**, Québec : Presses de l'Université Laval. 130 p.

Develtere P; Defourny J. et Fonteneau B, (1999). « Le fil conducteur de l'ouvrage : enjeux et chantiers de l'économie sociale » **L'économie sociale au Nord et au Sud**. Paris, Bruxelles : Couvertures économiques. De Boeck Université. pp. 11-24.

Enda Tiers-Monde. (consulté le 11 octobre 2003). **L'économie populaire urbaine, levier d'un autre développement**, www.enda.sn/ecopole/ecop6.html

Engelhard, P. (1996). **L'Homme mondial : les sociétés humaines peuvent-elles survivre?** Évreux : Arléa, 568 p.

Fall A.S; Favreau L. et G. Larose (dir). (2004). Mouvement citoyen, alternatives socioéconomiques et coopération internationale dans **Altermondialisation, économie et coopération internationale**, Québec, Paris : Presses de l'Université du Québec/ Karthala. pp. 1-21.

Fall A.S, Favreau L. et G. Larose (2004b). Altermondialisation, développement et démocratie : la contribution des organisations de coopération internationale (OCI) *dans* **Altermondialisation, économie et coopération internationale**. Québec, Paris : Presses de l'Université du Québec/Karthala. pp. 346-373.

Fall, A. S; Fonteneau B. et M. Nyssens (1999). « Le secteur informel: creuset de pratiques d'économie solidaire? », *dans* **L'économie sociale au Nord et au Sud**. Paris, Bruxelles : De Boeck Université. p. 159-179

Favreau, L. (2003), **Économie sociale et développement régional (1999-2000) : des pratiques et politiques publiques croisées?**, Gatineau: Chaire de recherche en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, 47 pp.

Favreau, L. et Fréchette, L. (1994), « L'organisation communautaire avec des communautés locales en Amérique latine », dans **Théories et pratiques de l'organisation communautaire**, Québec : Presses de l'Université du Québec, p. 415-436.

Favreau, L. et Fréchette, L. (2002), **Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale**, Québec : Presses de l'Université du Québec. 286 p.

Fréchette L., (1997). **Les cuisines collectives du Pérou : un itinéraire de 20 ans**. Gatineau : Groupe d'étude et de recherches en Intervention sociale, Université du Québec en Outaouais, 25 p.

Fréchette, L. (2000). **Les cuisines collectives : une intervention au carrefour de l'entraide et du développement local**. Gatineau : Groupe d'étude et de recherche en intervention sociale (GÉRIS), Université du Québec en Outaouais, 106 p.

Galeano, E. (1981). **Les veines ouvertes de l'Amérique latine**. Montevideo : Éditions Terre humaine, Plon. 467 p.

Geske M. et Bourque S. C. (2001) « Grassroots Organizations and Women's Human Rights: Meeting the Challenge on the Local-Global Link ». **Women, Gender and Human Rights a Global Perspective**. New York : Marjorie Agosin. p 246 à 267.

Gouvernement du Chili. (page consultée le 3 mars 2005). Elecciones municipales 2004. http://www.gobiernodechile.cl/elecciones/como_influye_voto.asp

Guillou, B. (2003). « Lutte contre l'impunité et processus de réconciliation » **La revue Nouvelle**. vol. 117, no. 11, pp. 25-29.

Hartel, C. (1996). « Les enjeux de l'économie sociale pour les femmes » **L'économie sociale et les femmes : garder l'œil ouvert**, Québec : Conseil du statut de la femme, pp. 25-31.

Herrera, J. A. (2003). **Crédito a la Microempresa en Chile. Una Revisión Cualitativa (1991-2001)**. Santiago : Programa de Economía del Trabajo (PET), 227 p.

Hojman D.E. (juin 1993). « Non-governmental Organisations (NGOs) and the Chilean Transition to Democracy ». **Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y Del Caribe**, juin 1993, No. 54. pp. 7-24.

Ilustre Municipalidad de La Florida. Municipalidad de la Florida en Internet (page consultée le 12 août 2004). www.laflorida.cl

Ilustre Municipalidad de La Pintana. Portail Municipalidad de La Pintana. (page consultée le 2 juillet 2004). www.pintana.cl

Instituto Nacional de Estadísticas. (1997). **Anuario de Demografía 1997**, Santiago: Servicio Registro Civil e Identificación, Ministerio de Salud, 448 p.

Klenner A; Ramírez A.; Razeto L. et R. Urmeneta (1990). **Las organizaciones económicas populares 1973-1990**, Santiago : Programa de Economía del Trabajo (PET). 223 p.

Larrechea, I. et Nyssens, M. (1994). « La economía popular: un desafío epistemológico ». **Revista de Economía y trabajo**, No. 3, Programa de Economía del Trabajo (PET), Santiago. pp. 103-117.

Mazurana, D. et Mc Kay, S. (1999). **Les femmes et la consolidation de la paix**, Montréal : Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, 118 p.

Monsalves, M. (1999). « Bloqueos y facilitadores de la asociatividad microempresarial » **Microempresa y asociatividad**, Santiago : Raul Gonzalez Meyer Éditeur, pp. 98-101.

Ndiaye, S. (janvier 2003). **Itinéraire du secteur informel auprès du BIT : 1972-2002**, Gatineau : Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais. 26 p.

Nyssens, M. (1997). « El Germen de una Economía solidaria: Otra Visión de la Economía Popular. El Caso de Santiago de Chile », **Revue Ciriéc-España**, avril 1997. No. 25, pp. 63 à 82

Organisation internationale du travail (2004), L'économie informelle, Fiche technique, Organisation internationale du travail, 2 p.

Oxhorn, P. (1995). **Organizing Civil Society**. Pennsylvania State University Press, 243 p.

Petris R. et Rouyer, D. (1996). « Paix et développement durable » *dans Un monde solidaire, comprendre pour agir*. Paris:Syros. 207 p.

Pozo, H., (1990). **La Nueva Ley de Juntas de Vecinos : Otro Obstáculo para la democracia local, Material de Discusión**, Programa de FLACSO-Chile, mars 1990. número 124, 46 p.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (1998), **Desarrollo Humano en Chile**, Santiago.

PROSAM (s.d.). **Prosam, Programa de Acción Con Mujeres**, Document de travail, Santiago.

Razeto, L. (1993). **De la economía popular a la economía de solidaridad en un proyecto de desarrollo alternativo**. Santiago : Programa de Economía del Trabajo (PET). 82 p.

Razeto, L. (1994). « Sobre el futuro de los talleres y microempresas » **Revista de Economía y Trabajo**, No. 3, Programa de Economía del Trabajo (PET), Santiago, pp. 46-76.

Rettig, R. Informe Rettig. (page consultée le 30 septembre 2002). <http://freespace.virgin.net/nicole.drouilly/rettig.htm>

Reyes P. et Scalpello J. (1998). « Agir contre l'atomisation urbaine : le cas de Los Quillayes ». **Économie et solidarités**, volume 29, numéro 2.

Salman, T. (1994). « The Dissident Movement, Generation and Gender in the Vicissitudes of the Shantitown Organization, 1973-1990 ». **Latin American perspectives**, Issue 82, Vol. 21, No. 3, Été 1994, p. 8-31

Savoie-Zajc, L. (2003), « L'entrevue semi-dirigée, » dans **Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données**, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec. pp. 293-316.

Sheider, C. (1991). « Mobilization in the Grassroots ». **Latin American perspectives**. Hiver 1991. Issue 67, Vol. 18, No. 1, pp. 92 à 112.

Shild, V. (1994), « Recasting "Popular" Movements. Gender and Political Learning in Neighborhoods Organizations in Chile ». **Latin American Perspectives**. Printemps 1994. Issue 81, vol. 21, no. 2, pp. 59-80.

Sulmont, D. (1996). « Initiatives économiques populaires, petites entreprises et développement en Amérique latine : précisions conceptuelles et notes pour le débat » dans **Ateliers Permanents**, Lima : ADEC-ATC, pp. 29-68.

Talleres de San Bernardo, (s.d), **Artesanía Tradicional**, Cooperativa de Trabajo Talleres de San Bernardo, Chile.

Touraine, A. (1985). « La démocratie souterraine. Chili. 1973-1984 » dans **Autogestions**, No. 17

UNESCO (page consultée le 24 février 2003) **La culture de la paix**, <http://www3.unesco.org/iycp/>

Vaillancourt, Y. Aubry F. et C. Jetté (2003) **L'économie sociale dans les services à domicile**, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 341 p.

Vilas, M.C. (1997). « Inequality and the Dismantling of Citizenship in Latin America ». **NACLA, Report on the Americas**, Juillet-août 1997. Vol 31, No. 1, pp. 57-63.

Welch, D. (2001). **The Struggle against Neo Liberalism: New possibilities for Building Democracy, Civil Society and the Place of the Social Economy**, École de Service Social, Université d'Ottawa, 24 p.

Wilde A. (1999). « Irruptions of Memory: Expressive Politics in Chile's Transition to Democracy ». **Journal of Latin American Studies**, no. 31, p. 473-500

Yin, R. K. (1994) **Case Study Research Design and Methods**. Applied Social Research Methods Series. Volume 5, Londres et New Delhi : Thousand Oaks, 170 p.

Zapata A. (1996). **Sociedad y poder Local**, Lima : Desco.